

**Faculté des Lettres et Sciences Humaines**

**Département Histoire**

2016-2017

**Master Histoire des Pouvoirs, des Appartenances et des Transferts**

**Le chapitre collégial Saint-Silvain de Levroux au Moyen Âge des origines  
aux années 1230.**

**Benjamin Moulin**

Mémoire dirigé par Anne Massoni



## Remerciements

---

Je tiens à remercier ma directrice de mémoire, Anne Massoni, pour son accompagnement, sa bienveillance et ses conseils tout au long de cette année.

Je remercie Anne Gérardot, directrice des archives départementales de l'Indre, à Châteauroux, pour ses conseils et la mise à disposition du Cartulaire de Levroux, document précieux constituant la base de cette étude, ainsi que l'équipe des archives départementales, pour leur contribution.

Je remercie Rémi Crouzevialle et Baptiste Simon pour leur aide dans la conception des annexes.

Enfin je souhaite remercier ma famille et mes amis pour leur soutien moral et leurs encouragements tout au long de cette année.



## Droits d'auteurs

---

Cette création est mise à disposition selon le Contrat :

« **Attribution-Pas d'Utilisation Commerciale-Pas de modification 4.0 International** »

disponible en ligne : <http://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/>



## Table des matières

Introduction .....	7
Partie I : Le chapitre dans son contexte.....	13
I.1. Fondation et composition du chapitre .....	13
I.1.1. Fondation du chapitre.....	13
I.1.1.1. Contexte de la fondation .....	13
I.1.1.2. Contenu de la charte de fondation.....	18
I.1.2. Composition du chapitre .....	21
I.1.2.1. Les trois principaux dignitaires .....	21
I.1.2.2. Les chanoines .....	25
I.1.2.3. D'autres titres .....	28
I.2. Insertion dans le tissu local .....	29
I.2.1. L'influence des villes voisines et les relations avec le chapitre .....	30
I.2.2. Les tutelles .....	33
Partie II : La promotion d'un culte guérisseur.....	44
II.1. Les relations suivies avec les descendants des fondateurs.....	44
II.2. Autour du culte de Silvain, saint thaumaturge, et liturgie du chapitre.....	52
II.2.1. Le culte local des saints .....	52
II.2.2. Le culte guérisseur.....	56
II.2.3. La liturgie.....	58
Partie III : Biens, richesses de l'institution.....	65
III.1. Personnes dont malades appartenant au chapitre .....	66
III.1.1. Malades et dons d'hommes, la <i>familia</i> du chapitre .....	66
III.1.2. La vie au porche et la question de la possession d'hommes.....	71
III.2. Assises foncières, les propriétés du chapitre .....	72
III.2.1. La collégiale .....	73
III.2.2. Le porche.....	75
III.2.3. Patrimoine immobilier banal .....	76
III.2.4. Les dons de propriétés immobilières .....	78
III.3. Les types de revenus.....	81
III.3.1. Redevances et droits acquis par le chapitre .....	82
III.3.1.1. Les redevances en nature .....	82
III.3.1.2. Les redevances en argent.....	86
III.3.1.3. Revenus et droits divers.....	90
III.3.2. Les engagements de dîmes .....	91
Conclusion.....	95
Bibliographie générale .....	98
Bibliographie spécialisée.....	100
Sources .....	104
Annexes.....	105



## Table des tableaux

---

Tableau 1 : Synthèse de la liste des prieurs de Levroux de 1012 à 1243 .....	23
Tableau 2 : Synthèse de la liste des chanoines de Levroux d'après les actes du cartulaire de 1152 à 1235.....	26
Tableau 3 : Tableau général des actes produits selon la fonction des individus .....	34
Tableau 4 : Tableau des actes concernant les tutelles .....	42
Tableau 5 : Tableau des individus cédés au chapitre.....	68
Tableau 6 : Tableau général des malades par année.....	69
Tableau 7 : Tableau des malades admis au porche de 1231 à 1235 .....	70
Tableau 8 : Synthèse des redevances en argent.....	89
Tableau 9 : Nombre d'actes par engagement et par année .....	94



## Abréviations

---

AD Cher : Archives départementales du Cher (Bourges).

AD Indre : Archives départementales de l'Indre (Châteauroux).

Berry médiéval : Berry médiéval, à la découverte de l'Indre au Moyen Âge.

BSAC : Bulletin de la Société académique du Centre : archéologie, littérature, science, histoire et beaux-arts.

DALF : Dictionnaire de l'ancienne langue française et de tous ses dialectes du IX<sup>e</sup> au XV<sup>e</sup> siècle, composé d'après le dépouillement de tous les plus importants documents manuscrits ou imprimés qui se trouvent dans les grandes bibliothèques de la France et de l'Europe et dans les principales archives départementales, municipales, hospitalières ou privées.

DHI : Documents historiques inédits tirés des collections manuscrites de la bibliothèque royale et des archives ou des bibliothèques du département publiés par M. Champollion Figeac.

DUF : Dictionnaire universel de la France, contenant la description géographique et historique des provinces, villes... Ensemble l'abrégé de l'histoire de France... par M. Robert de Hessel,....

EPDI : Esquisses pittoresques sur le département de l'Indre.

GC : Gallia christiana in provincias ecclesiasticas distributa; qua series et historia archiepiscoporum, episcoporum et abbatum Franciae vicinarumque ditionum ab origine Ecclesiarum ad nostra tempora deducitur et probatur ex authenticis instrumentis ad calcem appositis.

MSAP : Mémoire de la Société des antiquaires de Picardie.

Notitia Galliarum : Notitia Galliarum, ordine litterarum digesta, in qua situs, gentes, opida, portus, castella, vici, montes, silvae, maria, flumina... pagi provinciae que Galliae illustrantur ; locorum antiquitates, varia eorum nomina, vetera ac nova, episcopatum ac monasteriorum origines, aliaque ad historiam franci.



## Introduction

---

Dans le cadre de mon Master en histoire à l'Université de Limoges, j'ai décidé de travailler sur *Le chapitre collégial Saint-Silvain de Levroux au Moyen Âge*. Le choix de ce sujet a été assez évident, du fait de mes origines castelroussines, qui ont guidé ma volonté de travailler sur des sources indriennes et sur son patrimoine assez peu mis en valeur ou étudié. Les raisons autres que personnelles viennent du fait que mon étude s'inscrit dans un cadre de recherche actuel et en plein développement sur le monde canonial, sur lequel les historiens ont été pendant longtemps réticents à mener des études approfondies, pour des raisons qui seront développées ultérieurement.

Pour comprendre mon objet de recherche, il faut expliciter ce qu'est un chapitre collégial et la place qu'il avait au Moyen Âge. Un chapitre est une institution qui existe depuis le début de l'époque médiévale. La dénomination de « chapitre collégial » est à rapprocher de « chapitre cathédral », ce dernier entourant l'évêque d'un diocèse. Le chapitre collégial s'en différencie structurellement car l'évêque n'est pas résidant dans l'église collégiale, qui peut donc être qualifiée « d'église secondaire » dans le diocèse, mais il a le même fonctionnement institutionnel. Un chapitre collégial est composé de chanoines, membres du clergé séculier, et intégrés comme clercs dans la hiérarchie des ordres. Le chanoine est une réalité polymorphe au Moyen Âge car il est en permanence au contact des laïcs, mais il vit dans une communauté, ce qui entraîne souvent des amalgames, qui n'ont pas lieu d'être, entre moines et chanoines. Les chanoines séculiers n'ont pas de communauté de vie la nuit à la différence des moines, ils vivent généralement dans de petites maisons et ont le droit de rester propriétaires de leurs biens, autant de choses qui les en différencient également.

Il reste cependant assez difficile de définir le chanoine tant cette réalité est plurielle. On le connaît surtout par son rôle dans la louange quotidienne et la célébration de l'office divin, même s'il n'a pas toujours charge d'âmes (baptême, confession, inhumation), la finalité étant de desservir collectivement (et non pas individuellement, comme un curé de paroisse) une église à laquelle il est attaché, et surtout, d'assurer un lien entre le monde terrestre et l'au-delà à travers le chant des heures canoniales. Cela est un idéal essentiel au Moyen Âge, ce qui contribue au financement de l'église, aux réparations nécessaires et bien sûr à l'entretien du chapitre. Comme il a été dit précédemment, l'étude du monde canonial est récente et a connu des réticences car être chanoine au Moyen Âge était moins valorisant qu'être moine : les



séculiers furent en contact permanent avec le monde laïc, ce qui peut altérer l'image d'une vie « pure ». Néanmoins, ces communautés ont laissé beaucoup de documentation archivistique, ce qui nous donne une matière riche à étudier et ainsi nous permet de comprendre le fonctionnement de ces institutions et nous permet d'affirmer qu'elles étaient vivantes et pérennes. C'est le cas pour celle du chapitre de Levroux que je présenterai ultérieurement dans cette introduction.

À Levroux, le chapitre collégial était dédié à saint Silvain, qui aurait guéri des malades souffrant du « mal de Saint-Silvain ». On ne sait précisément la nature de cette maladie, mais il devait sans doute s'agir d'une sorte de dermatose ; nous verrons les effets de cette dévotion pour ce saint et pour ces vertus. Mais en premier lieu, dans quel cadre a été fondé ce chapitre ? Levroux est une commune située à une vingtaine de kilomètres au nord de Châteauroux. Elle appartient au diocèse de Bourges, qui était, au Moyen Âge, la plus grande province de la France religieuse et qui comportait douze diocèses, Bourges étant l'un des plus grands avec ceux de Limoges et Clermont<sup>1</sup>. Les origines de la ville semblent remonter au-delà de l'époque médiévale. Les vestiges gallo-romains (dolmens, outils) retrouvés dans la région levrousaine, notamment à Moulins-sur-Céphons confirment cette idée<sup>2</sup>. Joseph Pêcherat, dans son petit fascicule sur Levroux<sup>3</sup>, développe également l'idée d'un accroissement de la ville et d'une civilisation organisée avant la conquête romaine, cette dernière ayant introduit son administration politique, militaire, religieuse et économique. Parmi les vestiges gallo-romains, l'amphithéâtre (ou arènes) est souvent cité<sup>4</sup>. Pour cette période, selon Jacques Péricard, dans la publication de sa thèse sur *Le diocèse de Bourges des origines à la Réforme grégorienne*, qui donne des informations plus fondées et plus solides sur l'implantation romaine dans cette région, Levroux serait une « ancienne agglomération secondaire romaine », les recherches récentes situant la ville « au sein d'une zone portant le témoignage d'une gestion fiscale précoce »<sup>5</sup>.

---

<sup>1</sup> Anne MASSONI (dir.), *Collégiales et chanoines dans le Centre de la France du Moyen Âge à la Révolution (ancienne province ecclésiastique de Bourges)*, Limoges, PULIM, 2010, p. 7.

<sup>2</sup> Joseph PECHERAT, *Levroux : notes et images*, Levroux, Syndicat d'initiative, 1963, p. 8.

<sup>3</sup> Joseph PECHERAT, *Levroux : notes et images*, op. cit.

<sup>4</sup> C. FROTEAU, « À propos des arènes de Levroux et de la fondation du chapitre de cette ville », *BSAC*, t. IV, 1898-02, p. 177-189 ; Joseph PECHERAT, *Levroux : notes et images*, op. cit., p. 22-24.

<sup>5</sup> Jacques PERICARD, *Ecclesia Bituricensis. Le diocèse de Bourges des origines à la Réforme grégorienne*, Clermont-Ferrand, LGDJ, 2006, p. 213.



Malheureusement, peu d'informations nous sont données pour la période allant de l'époque gallo-romaine à celle de la fondation du chapitre Saint-Silvain pour la région précisément levroussaine. Cependant, l'étude de Jacques Péricard, à l'échelle du diocèse, permet de nous donner une idée plus claire de l'évolution qu'ont pu connaître Levroux et sa région jusqu'au Haut Moyen Âge<sup>6</sup>. Située à un point de convergence de voies romaines ou antiques, Levroux a pu voir se développer, au Moyen Âge, un important marché agricole<sup>7</sup>, ce qui aurait également facilité la venue de pèlerins venus prier saint Silvain. Saint Silvain est parfois assimilé au Zachée de l'Évangile<sup>8</sup> (*Luc*, XIX, 1-10)<sup>9</sup>, il aurait été envoyé par saint Pierre pour évangéliser le Berry. Les légendes lui font rencontrer saint Silvestre et sainte Rodène<sup>10</sup>, qui sont, avec saint Silvain, les trois saints patrons de Levroux. Ces récits hagiographiques se retrouvent d'un titre à l'autre de la bibliographie, notamment dans l'ouvrage de Jacques Greslier<sup>11</sup>. Mais la question se pose d'une assimilation de saint Silvain avec des saints venus d'autres régions de France, comme saint Roc-Amadour en Quercy par exemple<sup>12</sup>, Silvain apparaissant, selon l'étymologie, en rapport avec la forêt et les bois, et Roc-Amadour se rapprochant d'un ermite vivant dans les rochers, paysage récurrent en Quercy. Ce culte à saint Silvain se retrouve dans les traditions des diocèses du Midi, tels que Limoges, Bordeaux, Cahors et dans le Poitou<sup>13</sup>. En Berry, le culte s'est étendu dans le Cher et le Loir-et-Cher, notamment à Noyers, ce qui a entraîné dans cette localité le développement d'un pèlerinage dédié à saint Silvain, tout comme à Levroux, où celui-là était bien plus important qu'à Noyers, ou à La Celle-Bruères, où se situait le tombeau de saint Silvain<sup>14</sup>, actuellement dans l'église de La Celle<sup>15</sup>, et où quelques reliques auraient été transférées vers 1352 pour les soustraire à la cupidité des gens de guerre, le Chef de Saint-Silvain restant à Levroux avec « quelques autres petites parcelles »<sup>16</sup>.

<sup>6</sup> *Ibid.*, p. 203 « Chapitre 2 : Les grandes phases de l'organisation diocésaine ».

<sup>7</sup> Jacques GRESLIER, *Le cartulaire de Levroux*, thèse de doctorat de troisième cycle, sous la direction de M. PERROY puis de M. FOSSIER, Université de Paris I, 1975, vol. 2, p. 36, p. 10.

<sup>8</sup> Gaspard THAUMAS DE LA THAUMASIERE, *Histoire de Berry*, Bourges, François Toubreau, 1689, p. 566 ; MM. DE LA TREMBLAIS et DE LA VILLEGILLE, « Levroux », dans *EPDI*, Châteauroux, J.-B. Migné, 1854, p. 282.

<sup>9</sup> Abbé NAUDET, *Le pèlerinage de Saint Silvain à Noyers*, Saint-Amand, Imprimerie Saint-Joseph, s.d., p. 6.

<sup>10</sup> Abbé LAMY, « Tableau historique des paroisses, églises & chapelles du Bas-Berry diocèse de Bourges », *BSAC*, t. III, 1897-01, p. 50-84, p. 54.

<sup>11</sup> Jacques GRESLIER, *Le cartulaire de Levroux*, *op. cit.*, p. 15-19.

<sup>12</sup> Abbé P. S. MOREAU, « Chapitre de Saint-Silvain de Levroux », *BSAC*, t. II, 1896-03, p. 200-214, p. 201.

<sup>13</sup> *Ibid.*, p. 202.

<sup>14</sup> Abbé NAUDET, *Le pèlerinage de Saint Silvain à Noyers*, *op. cit.*, p. 3.

<sup>15</sup> Base Mérimée, notice sur l'église de La Celle, [http://www.culture.gouv.fr/public/mistral/merimee\\_fr?ACTION=CHERCHER&FIELD\\_1=REF&VALUE\\_1=PA00096750](http://www.culture.gouv.fr/public/mistral/merimee_fr?ACTION=CHERCHER&FIELD_1=REF&VALUE_1=PA00096750).

<sup>16</sup> Abbé P. S. MOREAU, « Chapitre de Saint-Silvain de Levroux », *BSAC*, t. VII, 1901-03, p. 181-202, p. 184.

On ne sait précisément pour Levroux si la création du pèlerinage a été antérieure ou postérieure à celle du chapitre collégial. Les documents manquent sur ce point et dans sa thèse sur le cartulaire, Jacques Greslier date très souvent l'accroissement du temporel de l'église collégiale<sup>17</sup> ou des offrandes des pèlerins du XII<sup>e</sup> siècle<sup>18</sup>, période pour laquelle la documentation est justement très lacunaire et ne permet donc que de faire des suppositions. Il indique également que « Eudes de Déols [fondateur du chapitre] aurait offert aux chanoines un espace situé autour de l'église. Cette dernière accueillait sans doute déjà de nombreux pèlerins » après l'an mil<sup>19</sup>. Le chapitre ayant été fondé dans les premières décennies du XI<sup>e</sup> siècle, la question se pose donc de savoir si cette création servait à pallier le manque de clercs pour accueillir les pèlerins et célébrer les offices, et visait à en augmenter le prestige et les ressources par l'intervention du seigneur laïc et de ses vassaux.

Pour procéder à une étude d'ensemble du chapitre collégial Saint-Silvain de Levroux, les sources sont riches aux Archives départementales de l'Indre, notamment en série G (clergé séculier), les cotes allant de G 110 à G 160, G 995 / B et de G 996 à G 998, à laquelle il faut ajouter la documentation présente dans les fonds de particuliers et d'érudits et qui se trouve aujourd'hui aux Archives départementales, mais que je n'ai pas étudiée par manque de temps. Mes recherches se sont principalement concentrées sur les archives contenues sous la première cote citée, G 110, incluant un document précieux conçu au XIII<sup>e</sup> siècle<sup>20</sup> : le cartulaire du chapitre. C'est un recueil contenant les actes les plus importants de la vie de l'institution de sa fondation en 1012<sup>21</sup> à 1320<sup>22</sup>. Il a fait l'objet d'une édition partielle par Jacques Greslier en 1975<sup>23</sup>. En introduction, il explique bien son choix de n'éditer que la partie homogène du cartulaire transcrite par le premier scribe entre 1240 et 1243, mais son commentaire prend en compte l'ensemble des actes du cartulaire. Cette édition constitue mon point d'appui principal afin de comparer les actes édités et leurs copies dans le cartulaire lui-même. Cette édition est unique pour le cartulaire de Levroux, et aucune étude d'ensemble ne prend pour fondement ses nombreux documents avant lui<sup>24</sup>. Des publications dans le *Bulletin*

---

<sup>17</sup> Jacques GRESLIER, *Le cartulaire de Levroux*, op. cit., p. 153, p. 174, p. 246.

<sup>18</sup> *Ibid.*, p. 174.

<sup>19</sup> *Ibid.*, p. 149.

<sup>20</sup> *Ibid.*, p. 3.

<sup>21</sup> AD Indre, G 110, fol. 15v. Charte faussement datée de 819 sur la copie du cartulaire, date corrigée en 1012 par la confrontation des noms d'individus mentionnés.

<sup>22</sup> Jacques-Joseph CHAMPOLLION-FIGEAC, *DHI*, Paris, Typographie de Firmin Didot Frères, 1841, t. 1, p. 220.

<sup>23</sup> Jacques GRESLIER, *Le cartulaire de Levroux*, op. cit.

<sup>24</sup> *Ibid.*, p. 3.

de la société académique du Centre<sup>25</sup> font mention d'actes à recouper avec ceux présents dans le cartulaire et dans quelques cas, les auteurs donnent des traductions d'actes importants, notamment de l'acte de fondation<sup>26</sup>. En 1984, Jean-Paul Saint-Aubin propose une étude architecturale de la collégiale dans sa contribution au Congrès archéologique de France. Il y mentionne d'ailleurs la richesse des sources capitulaires<sup>27</sup>. Mais le chapitre de Levroux, ses sources et la collégiale restent néanmoins peu étudiées, tout au moins très succinctement. Plus récemment, Jacques Péricard, donne une vision d'ensemble sur le diocèse de Bourges et son évolution au travers les siècles. C'est un ouvrage essentiel également pour comprendre les rapports entre le pouvoir seigneurial (et royal) et l'archevêque de Bourges qui donne une meilleure compréhension de la présence importante des seigneurs en Berry et donc également à Levroux.

Dans l'état actuel des recherches, j'ai travaillé sur soixante-neuf documents qui appartiennent tous à la période allant de 1012 à 1235 : soixante-cinq actes du cartulaire (dont un seul acte n'a pas été édité par Jacques Greslier) pour une période allant de la fondation du chapitre en 1012 à 1235 ; une liste des doyens et prieurs du chapitre (1152-1765) ; la mention d'un acte dans un inventaire ; une copie du XVI<sup>e</sup> siècle des privilèges accordés en 1230 par Raoul, seigneur de Buzançais et une mention, dans une note moderne, d'un chevalier de la famille de Forges en 1230. Ces documents étant mentionnés dans un inventaire sommaire des Archives départementales de l'Indre et correspondant à la chronologie étudiée, il me paraît évident de les intégrer dans mon corpus de sources. La borne supérieure pour les actes du cartulaire a été choisie compte tenu du nombre d'actes traduits et du temps qui restait pour les traiter<sup>28</sup>. Parmi ces soixante-neuf documents, dix-sept n'ont pas pu être étudiés car repérés trop tardivement<sup>29</sup>, parmi lesquels quatorze actes du cartulaire ainsi que les documents mentionnés précédemment. Ils seront intégrés dans la suite de cette étude menée l'année prochaine dans le

<sup>25</sup> C. FROTEAU, « À propos des arènes de Levroux et de la fondation du chapitre de cette ville », art. cit., p. 177-189 ; Abbé LAMY, « Tableau historique des paroisses, églises & chapelles du Bas-Berry diocèse de Bourges », *BSAC*, t. III, 1897-01, p. 50-84 ; 1897-04, p. 311-333 ; Abbé P. S. MOREAU, « Chapitre de Saint-Silvain de Levroux », *BSAC*, t. II, 1896-02, p. 114-126, 1896-03, p. 200-214, 1896-04, p. 279-291 ; t. III, 1897-02, p. 109-121, 1897-03, p. 157-169 ; t. VII, 1901-03, p. 181-202 ; t. VIII, 1902-01, p. 34-58 ; A. SINAULT, « À propos de Levroux », *BSAC*, t. IV, 1898-01, p. 88-103.

<sup>26</sup> C. FROTEAU, « À propos des arènes de Levroux et de la fondation du chapitre de cette ville », art. cit., p. 187-189.

<sup>27</sup> Jean-Paul SAINT-AUBIN, « La collégiale Saint-Silvain de Levroux », dans *Congrès archéologique de France, Bas-Berry, 1984*, Paris, Société Française d'Archéologie, 1987, p. 147-161, p. 149.

<sup>28</sup> Voir Annexe 1 : « Tableau des sources », p. 106-115.

<sup>29</sup> Ces actes annotés « non étudié » dans le développement n'ont pas donné lieu à une traduction et une étude approfondie de ma part comme les autres actes, faute de temps, cependant une lecture de l'acte en latin me permet d'affirmer ce que j'inscris dans ce travail, ou de confirmer les écrits des auteurs.

cadre de ma deuxième année de Master. Les actes étudiés concernent surtout le temporel du chapitre (dons, mises en gages de rentes et dîmes), les malades et le culte de saint Silvain (liturgie, anniversaires), les relations du fondateur et de ses descendants avec le chapitre. Compte tenu de l'absence de documentation sur les styles de datation dans le Berry au Moyen Âge, toutes les dates sont indiquées en ancien style.

Ces grandes thématiques soulèvent la question de la place qu'avait l'institution canoniale à Levroux et dans le Berry. Quels moyens ont été mis en œuvre pour son développement ? D'où provenaient les biens reçus par le chapitre et les malades venus séjourner à Levroux pour prier saint Silvain ? Que tiraient le fondateur et ses descendants en échange de leurs dons au chapitre ?

Cela nous amène à nous interroger sur l'intérêt qui a conduit à une telle fondation et les conditions de développement de cette institution dans les premiers siècles d'existence, ainsi que son ancrage au sein de la société de son temps.

Pour cela, nous allons tout d'abord remettre le chapitre dans le contexte de sa création et de ses premières années, en étudiant sa fondation et sa composition. Puis nous nous interrogerons sur la promotion d'un culte guérisseur à travers les relations du chapitre avec les descendants de ses fondateurs et un développement autour du culte de saint Silvain et de la liturgie du chapitre. Enfin, nous verrons quels étaient les biens et richesses du chapitre par l'étude de son temporel, aussi bien humain que foncier, et quels types de revenus l'institution percevait.

## Partie I : Le chapitre dans son contexte

---

### I.1. Fondation et composition du chapitre

#### I.1.1. Fondation du chapitre

##### I.1.1.1. Contexte de la fondation

L'acte de fondation du chapitre de Levroux<sup>30</sup> nous donne une idée des possessions qu'il a eues à ses débuts, mais nous donne également quelques détails sur les relations que le chapitre avait avec son fondateur, Eudes de Déols. Tout d'abord, la question se pose de savoir qui était Eudes de Déols et ce qui a précédé la création du chapitre.

Vers 925, l'autorité royale était lointaine en Bas-Berry et l'absence d'assise foncière solide empêchait l'exercice de toute autorité. C'est dans ce contexte que les grandes maisons féodales sont apparues pour dominer la région pendant deux ou trois siècles. Les origines de la maison de Déols remontent à Ebbes Ier (ou Ebbe le Noble), qui venait de l'entourage des « ducs d'Aquitaine », de la maison de Guillaume le Pieux ; il possédait de nombreux alleux dans le Haut-Berry et le Bas-Berry, ce qui montre déjà la puissance de cette famille. Son père et son grand-père venaient de Bourges et y possédaient des terres, et son frère, Laune, lui-même était archidiacre à Bourges, avant de devenir archevêque. Ebbe le Noble est le premier seigneur de Déols connu de façon certaine et la plus grande figure du centre de la France au X<sup>e</sup> siècle, après le Duc d'Aquitaine. Il fonde l'abbaye de Déols en 917, dans l'acte de fondation, Ebbe déclare donner à l'abbaye des terres et des champs situés à Déols « qu'il avait reçu en héritage de son père [le prince Laune] » et déclare dans un second acte que ses ancêtres ont élevé un grand nombre d'églises. Les légendes de Déols font descendre le prince Laune directement du sénateur Léocade, dont la sépulture est renommée à Déols et sur laquelle les seigneurs de Déols et Châteauroux se sont appuyés pour rehausser la noblesse de leur maison ; cette descendance est peu probable, treize descendants « possibles » de Léocade ont pu gouverner. Ebbe fonda également l'abbaye de Saint-Gildas à Châteauroux, inachevée en 935 ; ces deux fondations montrent bien que la foi d'Eudes de Déols n'était pas récente, mais découlait d'un héritage familial puissant. Le successeur d'Ebbe le Noble, Raoul le Large, finit l'œuvre de son père en achevant les travaux de l'abbatiale de Saint-Gildas, y fit déposer

---

<sup>30</sup> AD Indre, G 110, fol. 15v.

les reliques des saints Gildas, Aubin, Patrice, Paterne et Brigide et augmenta les revenus et privilèges qu'Ebbes avait donné aux moines ; il fit rebâtir le monastère ruiné dédié à saint Martin à Issoudun et y déposa le chef et les principaux membres de saint Paterne dont l'église pris le nom. Son fils Raoul II, dit Le Chauve, fit de nouvelles donations à l'abbaye Saint-Gildas, il était le père d'Eudes l'Ancien, fondateur du chapitre de Levroux et dont les nombreuses autres fondations évoquées plus loin ne nous étonneront pas<sup>31</sup>.

Nous ne savons pas précisément quand a été érigée l'église primitive de Levroux. L'abbé Moreau évoque une église bâtie par saint Silvain lui-même au lieu-dit de Montaillaut et dédiée à saint Pierre. L'absence de documentation jusqu'à la venue de saint Martin en Berry nous amène à nous demander si cette église avait disparu ou non<sup>32</sup>. En effet, du temps de l'évêque de Tours le paganisme aurait été encore présent dans la région et Sulpice Sévère rapporte un miracle pendant la destruction d'un temple païen par saint Martin à Levroux<sup>33</sup>, sur les ruines duquel ce dernier aurait élevé une église et y aurait fait la translation des reliques des saints Silvain et Silvestre et de sainte Rodène, mais aurait conservé le patronage de saint Pierre au lieu de dédier cette nouvelle église à saint Silvain<sup>34</sup>. Les invasions hongroises en Berry en 935 ont entraîné des destructions et des pillages, notamment à Déols. Leur passage à Levroux expliquerait que l'église bâtie par saint Martin fut pillée ou renversée et qu'une nouvelle devait ainsi être érigée. Cela corrobore le fait qu'une nouvelle église aurait été construite<sup>35</sup> à la fin du X<sup>e</sup> siècle, quelques décennies avant la fondation du chapitre<sup>36</sup>, sûrement par dame Ildesende<sup>37</sup>, peut-être de la famille de Déols, mentionnée dans l'obituaire du cartulaire de Levroux comme ayant fondé et édifié cette église sur sa propriété : « *V id. Decembris. Obiit domina Ildesendis quae hanc elemosinam in honorem beati Silvanis atque Silvestris, necnon et sancte Rodene in suo proprio fundo edificavit* »<sup>38</sup>. Nous n'avons aucune

<sup>31</sup> Nicolas CHAMBRIER, *De Déols à Châteauroux : historique et topographie*, mémoire de maîtrise d'Histoire Médiévale, sous la direction de Bernadette BARRIERE, Université de Limoges, Centre de Recherches Historiques et Archéologiques Médiévales, Juin 2000, p. 56 ; 58-60 ; 73-76.

<sup>32</sup> Abbé P. S. MOREAU, « Chapitre de Saint-Silvain de Levroux », *BSAC*, t. II, 1896-04, p. 279-291, p. 279.

<sup>33</sup> Richard VIOT, *Vie de saint Martin par Sulpice Sévère disciple de saint Martin*, Tours, Imprimerie A<sup>d</sup> Mame et Cie, 1861, p. 35-36.

<sup>34</sup> Abbé P. S. MOREAU, « Chapitre de Saint-Silvain de Levroux », art. cit., p. 279-280.

<sup>35</sup> *Ibid.*, p. 280.

<sup>36</sup> Jacques GRESLIER, *Le cartulaire de Levroux*, thèse de doctorat de troisième cycle, sous la direction de M. PERROY puis de M. FOSSIER, Université de Paris I, 1975, vol. 2, p. 26.

<sup>37</sup> Abbé P. S. MOREAU, « Chapitre de Saint-Silvain de Levroux », art. cit., p. 280.

<sup>38</sup> AD Indre, G 110, fol. 35r §4 : sur la copie du cartulaire, au-dessus du mot *elemosinam* est inscrit *ecclesiam*, mais d'une écriture certainement plus tardive. À la fin du passage, il est précisé « 9 décembre » de la même main tardive.

autre information sur cette dame, ni sur les propriétés qu'elle a pu détenir. Cette église serait donc à peu près contemporaine de la fondation du chapitre au début du XI<sup>e</sup> siècle et aurait donc précédé la construction de l'actuelle collégiale de Levroux, sur laquelle les documents restent muets, mais Jacques Greslier l'assimile au récit de translation du chef de saint Silvain, par saint Guillaume, archevêque de Bourges, entre 1199 et 1209<sup>39</sup>, « d'un humble lieu », sans en préciser la localisation, mais il devait probablement s'agir d'une église remontant au XI<sup>e</sup> siècle selon l'auteur<sup>40</sup>, et certainement celle de dame Ildesende, à une église plus importante, la collégiale Saint-Silvain de Levroux. Il en resterait des vestiges, en l'occurrence, la crypte de l'église actuelle et une partie du côté septentrional de cette dernière<sup>41</sup>. Pourtant, Jacques Greslier évoque encore une église Saint-Pierre, située au nord de la collégiale, qui aurait eu la fonction d'église paroissiale jusqu'au XV<sup>e</sup> siècle<sup>42</sup>. L'abbé Moreau rapporte également que la famille de Déols avait au cœur de la ville de Levroux « une sorte de forteresse avec une enceinte assez considérable »<sup>43</sup> et qui serait l'emplacement cédé aux chanoines par Eudes de Déols lors de la fondation du chapitre et entouré de fossés par lui. Cette forteresse serait le Château-Vieux cité à partir de 1214 par Guillaume de Chauvigny<sup>44</sup>. Malheureusement, l'auteur n'indique pas les documents sur lesquels il s'appuie pour faire coïncider tous ces éléments ; néanmoins, il a utilisé la charte de fondation et en donne une traduction<sup>45</sup>, ce qui permet de confirmer une partie de ses écrits, mais sans leur donner une véracité probante. Les premiers temps suivant sa fondation, le chapitre a donc dû officier dans cette église de la fin du X<sup>e</sup> siècle, avant la construction d'une église plus récente à la charnière des XII<sup>e</sup> et XIII<sup>e</sup> siècles.

Dans la charte de fondation, remise en cause par Jacques Greslier<sup>46</sup>, on remarque une incohérence de date. Celle de 819 est à corriger en 1012 quand on prend en compte la chronologie des individus cités à la fin : le dernier paragraphe indique que la fondation a eu lieu pendant l'épiscopat de Dagbert, archevêque de Bourges de 987 (après le 21 mai) au 18

<sup>39</sup> Jacques GRESLIER, *Le cartulaire de Levroux*, op. cit., p. 385.

<sup>40</sup> *Ibid.*, vol. 2, p. 29.

<sup>41</sup> Abbé P. S. MOREAU, « Chapitre de Saint-Silvain de Levroux », art. cit., p. 280 ; Jacques GRESLIER, *Le cartulaire de Levroux*, op. cit., vol. 2, p. 383.

<sup>42</sup> Jacques GRESLIER, *Le cartulaire de Levroux*, op. cit., p. 22.

<sup>43</sup> Abbé P. S. MOREAU, « Chapitre de Saint-Silvain de Levroux », art. cit., p. 281.

<sup>44</sup> AD Indre, G 110, fol. 5v-6v (3A : cette charte est une compilation d'actes notés 3 ; 3A ; 3B ; 3B', ce qui permet de mieux se repérer dans le texte, cette notation sera suivie dans ce travail).

<sup>45</sup> Abbé P. S. MOREAU, « Chapitre de Saint-Silvain de Levroux », art. cit., p. 281-283.

<sup>46</sup> Jacques GRESLIER, *Le cartulaire de Levroux*, op. cit., p. 26, p. 149.



janvier 1012<sup>47</sup> (ou 15 février 1013<sup>48</sup>) et sous le règne du roi Robert, sous-entendu Robert II le Pieux, régnant de 996 à 1031. Eudes de Déols fut à la tête de la principauté territoriale de Châteauroux-Déols de 1012 à 1044<sup>49</sup>. Ces trois personnages nous permettent donc de justifier la correction de la date au début du XI<sup>e</sup> siècle et sa fixation en 1012, seule année commune entre l'épiscopat de Dagbert et le règne d'Eudes. Pourtant, celle-ci diffère encore selon les différents auteurs qui se sont penchés sur cette erreur<sup>50</sup>.

Jacques Greslier remet en cause<sup>51</sup>, non seulement la date de la charte, qu'il corrige en la ramenant à 1012-1013<sup>52</sup>, mais également son contenu. Ainsi il soupçonne une compilation d'actes et une juxtaposition de clauses par des scribes du XIII<sup>e</sup> siècle sur des thèmes pour lesquels le chapitre serait en conflit avec les seigneurs de la lignée de Chauvigny entre 1229 et 1238<sup>53</sup>, la liste de témoins, elle, pourrait s'appliquer à un document « de la fin de la première moitié du XI<sup>e</sup> siècle »<sup>54</sup>, ledit document étant non identifié et donc la démonstration très affaiblie. De plus, d'autres témoins évoqués auraient vécu près de deux siècles plus tard<sup>55</sup>, mais des homonymies peuvent sans doute être envisageables. Cette erreur de date est-elle réellement une erreur ou une volonté des chanoines de faire remonter la fondation du chapitre à l'époque carolingienne afin de lui donner plus de prestige<sup>56</sup> ?

Il faut également prendre en compte que les chartes du cartulaire sont des copies d'actes originaux. Dans ce cas, la charte est une copie du XIII<sup>e</sup> siècle d'une autre du XI<sup>e</sup> siècle. Les duplications d'actes, originaux ou bien déjà copiés, comme les traductions d'actes,

<sup>47</sup> Jacques PERICARD, *Ecclesia Bituricensis. Le diocèse de Bourges des origines à la Réforme grégorienne*, Clermont-Ferrand, LGDJ, 2006, p. 273. L'auteur cite un obituaire du XIV<sup>e</sup> siècle de l'église du Château de Bourges pour justifier la date du 18 janvier 1012. Il cite également un acte du 3 août 1012 rappelant la mort de l'archevêque. Cela contredit donc la datation de son décès par Jacques Greslier avec une différence de plus d'une année.

<sup>48</sup> Jacques GRESLIER, *Le cartulaire de Levroux, op. cit.*, vol. 1, p. 145. L'auteur cite Denis de SAINTE-MARTHE, *GC*, Paris, Ex Typographia Regia, 1720, t. 2, col. 37-38, confirmant les dates d'épiscopat de Dagbert : 987 pour son entrée en fonction et « XV cal. Martii an. 1013 » pour son décès, alors que Jacques Péricard cite deux documents datant son décès à 1012 (voir note précédente).

<sup>49</sup> *Ibid.*

<sup>50</sup> Pour Robert DE HESSELN, *DUF*, t. 3, Paris, Desaint, 1771, p. 595, la charte est datée du début du XII<sup>e</sup> siècle; Jacques-Joseph CHAMPOLLION-FIGEAC, *DHI*, Paris, Typographie de Firmin Didot Frères, 1841, t. 1, p. 219, prétend ignorer la date de fondation de l'église, mais affirme qu'elle diffère de celle de la fondation du chapitre ; enfin pour C. FROTEAU, « À propos des arènes de Levroux et de la fondation du chapitre de cette ville », *BSAC*, t. IV, 1898-02, p. 177-189, p. 184, la charte de fondation est datée de 1022.

<sup>51</sup> Jacques GRESLIER, *Le cartulaire de Levroux, op. cit.*, vol. 2, p. 26, p. 149.

<sup>52</sup> *Ibid.*, vol. 1, p. 145.

<sup>53</sup> *Ibid.*, vol. 2, p. 26, p. 369.

<sup>54</sup> *Ibid.*, p. 27.

<sup>55</sup> *Ibid.*, vol. 1, p. 145.

<sup>56</sup> *Ibid.*, p. 145, vol. 2, p. 26.



peuvent biaiser le contenu réel de l'acte d'origine. Ce peut être le cas d'erreurs de copie, d'abréviations ou d'omissions de formules récurrentes de diplomatique. Les latinistes avertis pourront d'ailleurs remarquer de nombreuses erreurs grammaticales dans le cartulaire de Levroux. Cette erreur dans la date de fondation du chapitre de Levroux est manifestement volontaire. En effet, en 816-817, au quatrième concile d'Aix-la-Chapelle, Louis le Pieux décide d'étendre à tout l'Empire la distinction entre clercs et moines, expérience menée déjà depuis plus d'un demi-siècle dans le cadre du diocèse messin<sup>57</sup>, mais surtout, ce concile permet d'établir clairement les cadres que doivent suivre les chanoines à travers divers thèmes, notamment sur l'ordre de la congrégation (communauté) des chanoines, sur l'office des chanoines, mais aussi sur la discipline de la vie quotidienne<sup>58</sup>. Ainsi, fausser une charte de fondation en la datant de 819, comme c'est le cas pour Levroux, permet de donner plus d'importance à cette fondation en la rapprochant de l'édiction de ces règles canonales. Ces faux se retrouvent dans d'autres fondations de chapitres collégiaux, comme pour celui de Saint-Astier où des doutes ont été émis sur la fiabilité de la chronologie de la fondation. Deux documents ont été analysés pour la fondation du chapitre de Saint-Astier : un *vidimus* de 1249 d'une charte de 1159 qui, elle-même, confirme la charte de fondation du chapitre, mais sans citer les termes mêmes du document d'origine et une copie de 1774 du chanoine Leydet, faite à partir d'une copie de l'acte original (Leydet précisant déjà le caractère lacunaire ou fautif de la copie). C'est par la comparaison de ces deux documents et la prise en compte des éléments à disposition (sous condition de leur véracité), comme nous l'avons fait pour le chapitre de Levroux avec l'aide des personnages cités dans la charte de fondation, que la fondation du chapitre de Saint-Astier a pu être fixée entre le 25 décembre 1012 et le 5 janvier 1013<sup>59</sup>, qui est donc contemporaine de la fondation du chapitre de Levroux. De plus, une fondation de chapitre collégial en 1012 par Eudes de Déols n'est pas surprenante. Il aurait assisté à la fondation du chapitre de Saint-Germain de La Châtre (autour de 1012)<sup>60</sup>. Le chapitre de Neuvy-Saint-Sépulchre aurait été fondé entre 1042<sup>61</sup> et 1045<sup>62</sup> par le vicomte Geoffroy en guise d'expiation pour la mort d'Ebbes, un des fils d'Eudes de Déols. On ne sait s'il était

---

<sup>57</sup> Paul AMARGIER, *Une église du renouveau, Réformes et réformateurs, de Charlemagne à Jean Hus (750-1415)*, Mayenne, Imprimerie Floch, 1998, p. 87.

<sup>58</sup> Joannes Dominicus MANSI, *Sacrorum conciliorum nova et amplissima collectio*, Graz, Akademische Druck- u. Verlagsanstalt, vol. 14, 1960, p. 283-311.

<sup>59</sup> Anne MASSONI, « La fondation du chapitre de Saint-Astier et les débuts de la collégiale », *Bulletin de la Société historique et archéologique du Périgord*, t. CXLII, 2015, p. 55-73, p. 56-60.

<sup>60</sup> Jacques PERICARD, *Ecclesia Bituricensis*, op. cit., p. 137.

<sup>61</sup> Abbé P. S. MOREAU, « Chapitre de Saint-Silvain de Levroux », art. cit, p. 286.

<sup>62</sup> Jacques PERICARD, *Ecclesia Bituricensis*, op. cit., p. 140.

présent à cette fondation ou s'il était mort. À cette période, en Berry, on assiste à un florilège de fondations de chapitres collégiaux, ce qui montre bien que le cas de Levroux n'est pas isolé.

#### **I.1.1.2. Contenu de la charte de fondation**

Dans la charte de fondation<sup>63</sup>, Eudes de Déols entend agir « pour le salut de [s]on âme et pour les vies de ses amis ». C'est une formule que l'on retrouve assez fréquemment dans le cartulaire, les donateurs voulant assurer à travers le don de leurs biens pour une œuvre religieuse, autant leur propre salut que celui de leurs proches, parents (prédécesseurs), amis ou successeurs. Cela montre également le lien fort entre le monde terrestre et l'au-delà, tel qu'il a été évoqué en introduction, que les chanoines devaient entretenir en permanence par la célébration des offices dans la collégiale<sup>64</sup>.

Comme cause de la fondation du chapitre, Jacques Greslier propose de voir, au-delà d'une volonté spirituelle, la présence d'un personnel ecclésiastique peu nombreux rattaché à l'église Saint-Pierre, ce qui aurait entraîné des difficultés pour gérer l'afflux des fidèles venus prier saint Silvain et vénérer les eaux salvatrices (liées au culte de sainte Rodène)<sup>65</sup>. Pourtant, la charte de fondation mentionne bien une église fondée en l'honneur de Dieu et de saint Silvain, c'est un élément que l'on ne peut ignorer. Comme il a été démontré précédemment, la fondation du chapitre de Levroux s'inscrit dans un mouvement général de fondation de chapitres au sein de la province ecclésiastique de Bourges. Ces chapitres étaient de véritables institutions dans la société de leur temps. Le choix de fonder le chapitre dans une église autre que celle dédiée à saint Pierre peut s'expliquer par une continuité du don d'Ildesende, d'autant plus mis en valeur si cette dame appartenait à la famille de Déols, mais également par une certaine volonté de donner de l'indépendance au chapitre pour ses offices en se distinguant de l'église paroissiale, ou simplement pour montrer l'importance du chapitre au sein de la société laïque, mais également ecclésiastique, en optant pour cette distinction. Les raisons de Jacques Greslier concernant le manque de moyens humains ont pu jouer, mais l'explication ne semble pas suffisante. Eudes de Déols désigne trois « dignitaires » du chapitre : le prieur, le doyen et

---

<sup>63</sup> AD Indre, G 110, fol. 15v.

<sup>64</sup> Voir Partie II.2.3 : « La liturgie », p. 58.

<sup>65</sup> Jacques GRESLIER, *Le cartulaire de Levroux*, op. cit., p. 25.

le préchantre<sup>66</sup> et prend des dispositions afin que l'institution canoniale puisse subvenir elle-même à ses besoins. Nous n'en savons guère plus concernant le personnel rattaché au chapitre au moment de sa fondation. La plupart des collégiales en Berry n'avaient qu'un prieur. La présence d'autant de « dignitaires » démontre une importance particulière donnée par Eudes de Déols au chapitre de Levroux. De plus, il choisit lui-même ces « dignitaires », alors que le prieur est généralement élu par les chanoines. Ainsi, Eudes de Déols pouvait placer à la tête du chapitre des hommes de confiance, voire des proches, ce qui lui permettait, à lui ou ses successeurs à la tête de la principauté de Déols, d'avoir de l'influence sur l'institution. Nous reviendrons également sur les bâtiments cités dans cet acte lorsque nous détaillerons les biens du chapitre. La charte mentionne également sept témoins présents lors de la fondation. Nous ne reviendrons pas sur les remises en cause concernant cette liste. Il semblerait que ces individus, seigneurs venus de localités voisines de Levroux, soient des vassaux d'Eudes de Déols : « Dreux de Buzançais, Gilbert de Brenne, Béraud de Dun, Giraud la Mouche, Eudes de Montbourny, Adélarde de Châteaumeillant, Hubert de Barzelle, et en présence de plusieurs autres qu'il fut trop long de nommer »<sup>67</sup>. Raoul, son fils, est également présent. Comment expliquer la présence de ces témoins ? La création du chapitre de Levroux avait-elle un enjeu politique ?

La présence de laïques n'est pas étonnante : à Saint-Astier, lors de la fondation du chapitre, des prélats et des seigneurs laïques assistaient à l'événement. Cela s'explique par les liens qu'ils ont entre eux, familiaux comme vassaliques. Ainsi, cela justifie autant la présence d'ecclésiastiques, comme l'archevêque de Bourges, que de laïques, qui ne sont pas là par hasard. Ces liens sont importants pour avoir de l'emprise sur l'institution. Le choix des témoins peut avoir un enjeu stratégique : les vassaux pourront soutenir le seigneur en cas de besoin, mais le choix du lieu d'implantation est également important car les activités qui en découleront contribueront au bon développement du chapitre. C'est le cas pour Saint-Astier qui est au bord de l'Isle<sup>68</sup>.

De plus, Dagbert, archevêque de Bourges au moment de la fondation du chapitre de Levroux, est cité dans la charte. Il exempte le chapitre de droits de synode et de parée<sup>69</sup>. Les

---

<sup>66</sup> AD Indre, G 110, fol. 15v ; C. FROTEAU, « À propos des arènes de Levroux et de la fondation du chapitre de cette ville », art. cit., p. 188.

<sup>67</sup> AD Indre, G 110, fol. 15v.

<sup>68</sup> Anne MASSONI, « La fondation du chapitre de Saint-Astier et les débuts de la collégiale », art. cit., p. 61-63.

<sup>69</sup> AD Indre, G 110, fol. 15v.



droits de synode étaient des redevances dues aux synodes de la Pentecôte et de la Saint-Denis. Pour le droit de parée, il s'agissait d'une redevance due tous les deux ans. Les rôles (registres) de ces différents droits étaient à l'origine des comptes d'une année déterminée ; dans les *Pouillés de la province de Bourges*, il est fait mention, sans les dater, de « legs qui par leur nature n'ont été versés qu'une fois »<sup>70</sup>. Les bénéfices (à partir du moment où ils se créent dans le courant du XII<sup>e</sup> siècle) varient selon la taille des chapitres collégiaux qui se distinguent en deux groupes : ceux qui comptent jusqu'à douze membres et ceux dont le personnel est plus nombreux (c'est le cas du chapitre de La Châtre par exemple). Jacques de Font-Réaulx précise également que « les abbayes cisterciennes, dont la liste figure à la suite des abbayes et prieurés de l'évêché de Bourges, les chapitres de la cité métropolitaine et l'abbaye de Déols échappent à la procuration et par suite ne figurent pas au rôle des procurations »<sup>71</sup>. Concernant Levroux, on constate en regardant les rôles que le chapitre de Levroux ne figure pas non plus dans les listes des établissements de l'archiprêtré de Levroux redevables de droits de synodes. Pour les droits de parée, le document ne détaille pas les établissements concernés par la redevance au sein de l'archiprêtré, mais il est fort probable qu'il en soit de même<sup>72</sup>. L'archevêque fut un acteur à part entière dans la création de collégiales en Berry. Il assista notamment à la fondation du chapitre collégial de Graçay entre 999 et 1000. Très proche du roi, et notamment de Robert le Pieux, Dagbert lui assure un contact avec le Nord de l'Aquitaine<sup>73</sup>, car comme nous l'avons vu en introduction, le diocèse de Bourges s'étend largement dans le royaume de France et l'archevêque de Bourges est également primate, ce qui lui donne des compétences plus larges<sup>74</sup>. Le prélat est un favori du roi et il « le soutient en intervenant fréquemment en Berry pour ce dernier contre les velléités d'indépendance du vicomte de Bourges, de celles des *Déols* désormais plus émancipés »<sup>75</sup>. Ces interventions ne sont pas anodines dans une période où le roi cherche à asseoir son autorité en Berry. C'est dans ce contexte que Dagbert conseille à Eudes de Déols de fonder le chapitre Saint-Silvain de Levroux. Il a, dans cet acte, surtout un rôle de spectateur, mais donne de la valeur au chapitre en l'exemptant du paiement des droits de synode et de parée. On remarque le même procédé pour la fondation de la collégiale Saint-Outrille, près de Graçay dans les mêmes

<sup>70</sup> Jacques de FONT-REULX, *Pouillés de la province de Bourges*, Paris, Imprimerie Nationale, 1961-1962, vol. 1, p. XX.

<sup>71</sup> *Ibid.*, p. XXI.

<sup>72</sup> *Ibid.*, vol. 2, p. 8 pour le droit de synode de la Pentecôte, p. 15, pour le droit de synode de la Saint-Denis, p. 24 pour le droit de parée.

<sup>73</sup> Jacques PERICARD, *Ecclesia Bituricensis, op. cit.*, p. 55.

<sup>74</sup> *Ibid.*, p. 7.

<sup>75</sup> *Ibid.*, p. 90-91.

années que la fondation de Notre-Dame de Graçay, en 1002. Cela permettait ainsi au roi de multiplier « les accès dans un secteur stratégique »<sup>76</sup>. Cependant, le souverain n'intervient dans aucun des actes étudiés. Sa mention dans la chartre de fondation n'est qu'une formule de diplomatique pour la datation.

En plus des enjeux précités, Eudes de Déols était un seigneur pour lequel la piété n'était pas un prétexte. En 1017, il fait le pèlerinage en Terre Sainte aux côtés de Richard, abbé de Déols. Au retour ils auraient évité le naufrage par l'intercession de saint Gildas, justifiant les largesses accordées à l'abbaye qui lui était dédiée à Châteauroux<sup>77</sup> et aurait été très généreux avec le chapitre<sup>78</sup>, les ouvrages mentionnés n'indiquant pas dans quelles proportions. Une grave contestation s'est élevée entre Eudes l'Ancien et son beau-frère, Geoffroy le Noble, au sujet de la possession de Chateauneuf-sur-Cher qui formait une limite entre les deux seigneuries. En 1038 s'ensuivit une action brutale durant laquelle a péri un des fils d'Eudes l'Ancien. Le chapitre de Neuvy-Saint-Sépulchre aurait été fondé entre 1042<sup>79</sup> et 1045<sup>80</sup> par Geoffroy le Noble pour expier la mort de son neveu<sup>81</sup>. Eudes l'Ancien a probablement aussi fondé la collégiale Saint-Germain de La Châtre<sup>82</sup> en 1012. Cette fondation est aussi attribuée à son frère, Ebbes de La Châtre, ce qui n'exclut pas la présence d'Eudes de Déols. Il a été démontré précédemment que le début du XI<sup>e</sup> siècle a connu un essor dans les fondations de chapitres collégiaux, mais le cas de La Châtre montre bien que la famille de Déols est impliquée directement dans ces créations.

## I.1.2. Composition du chapitre

### I.1.2.1. Les trois principaux dignitaires

Il faut tout d'abord préciser qu'aucun document ne nous permet de connaître avec précision la composition du chapitre de sa fondation à 1235 (borne de l'étude). Des renseignements fragmentaires dans les actes étudiés nous permettent néanmoins d'en savoir

---

<sup>76</sup> *Ibid.*, p. 141.

<sup>77</sup> Abbé P. S. MOREAU, « Chapitre de Saint-Silvain de Levroux », art. cit., p. 284.

<sup>78</sup> Joseph PECHERAT, *Levroux : notes et images*, Levroux, Syndicat d'initiative, 1963, p. 37.

<sup>79</sup> Abbé P. S. MOREAU, « Chapitre de Saint-Silvain de Levroux », art. cit., p. 286.

<sup>80</sup> Jacques PERICARD, *Ecclesia Bituricensis*, op. cit., p. 140.

<sup>81</sup> Nicolas CHAMBRIER, *De Déols à Châteauroux...*, op. cit., p. 99-100.

<sup>82</sup> Jacques GRESLIER, *Le cartulaire de Levroux*, op. cit., p. 26.

plus sur les membres du chapitre pour cette période. Différents auteurs donnent également des informations sur la composition du chapitre ou la fonction de ses membres, mais concernant cette dernière, nous ne savons pas toujours si les fonctions exercées l'ont été dès le début, ou si elles viennent d'une évolution de la fonction. Comme il est indiqué dans la charte de fondation analysée ci-dessus, Eudes de Déols a désigné, lors de la fondation du chapitre, trois dignitaires principaux : un prieur, Raoul, un doyen, Gosbert et un préchantre, Teotbert. La charte ne donne pas plus de renseignements sur les membres composant le chapitre à sa fondation, ni sur les fonctions que devaient accomplir ces individus.

Différents auteurs nous ont transmis des listes de prieurs mais elles sont incomplètes. Malgré tout, il est possible de les recouper pour essayer d'en donner une liste plus fournie et complète pour notre période (à partir du tableau des prieurs du chapitre de Levroux de Jacques Greslier<sup>83</sup>).

---

<sup>83</sup> Jacques GRESLIER, *Le cartulaire de Levroux*, op. cit., p. 244.

Tableau 1 : Synthèse de la liste des prieurs de Levroux de 1012 à 1243<sup>84</sup>

Dates citées	Nom	Remarque	Référence
1012	Raoul	La date de la charte de fondation est rétablie dans ce tableau	Charte de fondation <sup>85</sup> Liste de prieurs <sup>86</sup> Auteurs <sup>87</sup>
1100	Pierre	Non vérifié, Moreau ne cite pas ses sources, la charte a probablement disparu	Auteur <sup>88</sup>
1121	Essauranders	Non vérifié, la charte a probablement disparu	Auteurs <sup>89</sup>
1142 – 1152 – 1176 – 1180	Guillaume	De toutes les dates répertoriées, seule la charte de 1152 est vérifiée, les autres ont sans doute disparues	Acte du cartulaire (de 1152 <sup>90</sup> ) Liste de prieurs <sup>91</sup> Auteurs <sup>92</sup>
1203 – 1214 – août 1219 – 1221	Anjorrand, Enjorrand	Date de 1221 probable selon Jacques Greslier, il s'agirait d'une liste de témoins présents lors d'une transaction et dans laquelle des chanoines sont cités	Actes <sup>93</sup> Liste de prieurs <sup>94</sup> Auteurs <sup>95</sup>
1215	Giraud	Non vérifié	Auteur <sup>96</sup>
1221 – 1243	Essorandus	Possibilité de mélange avec Anjorrand cité plusieurs fois	Auteur <sup>97</sup>

<sup>84</sup> Abbé P. S. MOREAU, « Chapitre de Saint-Silvain de Levroux », *BSAC*, t. VII, 1901-03, p. 181-202, p. 198-199, la datation du dernier prieur par l'abbé Moreau de 1221 à 1243 m'incite à repousser la datation en 1243 plutôt qu'en 1235 (date limite de mon étude).

<sup>85</sup> AD Indre, G 110, fol. 15v, date rétablie.

<sup>86</sup> AD Indre, G 112, date de fondation en 999, les auteurs ont faussement rétabli la date de la charte.

<sup>87</sup> Eugène HUBERT, *Dictionnaire historique, géographique et statistique de l'Indre*, Paris, Picard, 1985, p. 102 ; Jacques GRESLIER, *Le cartulaire de Levroux*, op. cit., p. 244, l'auteur date l'acte en 1012 dans son tableau avec la mention « date possible », ce qui renvoie implicitement à sa datation en 1012-1013 ; Abbé P. S. MOREAU, « Chapitre de Saint-Silvain de Levroux », art. cit., p. 198-199, avec mention d'un Raoul en 819 et d'un Raoul II en 1012, amalgame probable avec l'erreur de date de la charte de fondation.

<sup>88</sup> Abbé P. S. MOREAU, « Chapitre de Saint-Silvain de Levroux », art. cit., p. 198-199.

<sup>89</sup> Eugène HUBERT, *Dictionnaire historique...*, op. cit., p. 102 ; Abbé P. S. MOREAU, « Chapitre de Saint-Silvain de Levroux », art. cit., p. 198-199.

<sup>90</sup> AD Indre, G 110, fol. 24v §2 (non étudié).

<sup>91</sup> AD Indre, G 112.

<sup>92</sup> Eugène HUBERT, *Dictionnaire historique...*, op. cit., p. 102 ; Jacques GRESLIER, *Le cartulaire de Levroux*, op. cit., p. 244 ; Abbé P. S. MOREAU, « Chapitre de Saint-Silvain de Levroux », art. cit., p. 198-199.

<sup>93</sup> AD Indre, G 110, fol. 5v - 6v (3A) ; fol. 14v §2 ; fol. 19r-v ; fol. 19v §2 ; AD Indre, G 112.

<sup>94</sup> AD Indre, G 112.

<sup>95</sup> Jacques GRESLIER, *Le cartulaire de Levroux*, op. cit., p. 244 ; Abbé P. S. MOREAU, « Chapitre de Saint-Silvain de Levroux », art. cit., p. 198-199.

<sup>96</sup> Abbé P. S. MOREAU, « Chapitre de Saint-Silvain de Levroux », art. cit., p. 198-199.

<sup>97</sup> *Ibid.*



Nous voyons à partir de ce tableau que les auteurs ne justifient pas leurs mentions des prieurs de Levroux dans leurs publications. Seul Jacques Greslier les justifie, mais en n'indiquant que les actes qui bornent la chronologie des prieurs. Ainsi les actes du cartulaire ne permettent de connaître réellement que trois d'entre eux : Raoul, désigné par Eudes de Déols lors de la fondation du chapitre, Guillaume, présent dans un acte de 1152 (acte non étudié), et Anjorrand (Enjorrand) mentionné dans quatre actes du cartulaire et dans un autre du XIII<sup>e</sup> siècle. Pour ce dernier, l'analyse des actes nous permet de dire qu'il est présent lors de transactions, d'engagements de dîmes notamment en août 1219<sup>98</sup>, ou lorsque les seigneurs accordent des droits d'usage : c'est le cas pour le droit d'usage des bois de Thouès par le seigneur de Buzançais en 1203<sup>99</sup>. En 1221, à la suite du litige concernant ce même droit d'usage, ce prieur est cité en témoin<sup>100</sup>. Dans certains actes, des individus confirment des privilèges, comme Guillaume de Chauvigny en 1214 qui confirme les privilèges de ses prédécesseurs et fait d'autres dons au chapitre<sup>101</sup>. Dans cet acte, le prieur a également un rôle de protection des hommes et des femmes du chapitre ainsi que leurs biens. Si ces derniers avaient été saisis par les hommes du seigneur, le prieur ou le prévôt pouvaient les réclamer. En cas de culpabilité, ces hommes et femmes étaient rendus sans rachat ni exaction et l'église devait promettre de rendre sa justice. Nous savons également que le prieur du chapitre avait des obligations. Malheureusement, peu de documents pour notre période nous permettent de savoir le rôle qu'il jouait dans le fonctionnement de l'institution canoniale<sup>102</sup>. La seule information dont nous disposons avant 1235 date de 1214<sup>103</sup> concernant l'obligation pour le prieur et les chanoines de constater que les malades étaient bien atteints du mal de Saint-Silvain, afin de ne pas admettre au porche des personnes non atteintes, voire simulant leur infection<sup>104</sup>.

<sup>98</sup> AD Indre, G 110, fol. 19r-v ; fol. 19v §2.

<sup>99</sup> AD Indre, G 110, fol. 14v §2.

<sup>100</sup> AD Indre, G 112.

<sup>101</sup> AD Indre, G 110, fol. 5v-6v (3A).

<sup>102</sup> Jacques Greslier fait référence aux obligations des prieurs dans Jacques GRESLIER, *Le cartulaire de Levroux*, op. cit., p. 245. Des documents ultérieurs à notre période nous renseignent également sur le rôle que le prieur avait dans le fonctionnement du chapitre, notamment les statuts du chapitre qui datent de 1240 et sont placés en tête du cartulaire (AD Indre, G 110, fol. 1r-3r-v). Le prieur devait défendre et conserver les droits de l'église collégiale, il ne devait permettre l'accès au porche qu'aux malades réellement atteints du mal de Saint-Silvain. Ce passage est considéré comme le véritable coutumier du chapitre dans Abbé P. S. MOREAU, « Chapitre de Saint-Silvain de Levroux », art. cit., p. 195-196.

Concernant ces statuts : Abbé P. S. MOREAU, « Chapitre de Saint-Silvain de Levroux », art. cit., p. 192-196 ; Jacques GRESLIER, *Le cartulaire de Levroux*, op. cit., p. 240-242.

<sup>103</sup> AD Indre, G 110, fol. 5v-6v (3A).

<sup>104</sup> Jacques GRESLIER, *Le cartulaire de Levroux*, op. cit., p. 245.



Concernant le doyen et le préchantre, cités dans la charte de fondation du chapitre, aucun autre document du cartulaire ne les mentionne avant 1235. La liste de prieurs mentionnée dans le tableau ci-dessus assimile les deux fonctions en donnant une liste des « noms des prieurs doyen (sic) du chapitre de Levroux », mais en distinguant bien les deux individus exerçant les fonctions de prieur et de doyen, mais indiquant que « en ce tems [ils] n'estoient que des offices si non des Benefices en titres »<sup>105</sup>.

#### **I.1.2.2. Les chanoines**

Les chanoines constituent l'élément essentiel du chapitre. Nous en avons quelques mentions dans six actes étudiés et deux actes non étudiés pour notre période. En reprenant la trame du tableau ci-dessus, nous tenterons d'estimer le nombre de chanoines composant le chapitre quand les actes ont été rédigés.

---

<sup>105</sup> AD Indre, G 112.



Tableau 2 : Synthèse de la liste des chanoines de Levroux d'après les actes du cartulaire de  
1152 à 1235

Date de l'acte	Noms des chanoines	Remarques	Acte du cartulaire <sup>106</sup>
1152	<i>Taurellus, Maurinus, Jean Pinceguerram, maître Pascharius, Geoffroy Varo, Giraud Francus, maître Étienne, Eudes Crassus Oculus, André de Vignolles, Gosbert Tornaroellam, Bon Ami, Calvetus, Pierre Maritata</i>	Ces individus ne sont pas mentionnés comme chanoines, mais à la fin de la liste on retrouve la mention « <i>canonici</i> » qui peut s'appliquer à tous ces individus aussi bien qu'à certains d'entre eux, l'acte ne le précisant pas	fol. 24v §2 (acte non étudié)
1202	André Maréchal, Gaubert, Pierre Genz, Jean <sup>107</sup> , Hugo Vialis, Raoul Vialis, Borzeis		fol. 13v-14r
1203	Jean Gachez, André Maréchal	Ces deux personnes sont citées dans d'autres actes, ce qui justifie leur identification comme chanoine. D'autres individus sont cités dans cet acte, peut-être des chanoines mais nous n'en n'avons pas la confirmation.	fol. 14v §2
Juin 1217	André Maréchal		fol. 24r-v
1230	Maître Hugues		fol. 25v §2
Mars 1231	Guillaume de Fresselines		fol. 23r-v
Août 1231	Petit Peletier		fol. 21r-v
1235	Jean Gachez		fol. 38r-v

Nous pouvons nous demander pourquoi les chanoines ne sont pas présents, ne serait-ce que comme témoins dans d'autres actes du cartulaire. En effet, ils ne sont cités que dans huit d'entre eux sur les soixante-cinq identifiés. Il est donc possible qu'ils n'assistent qu'à la rédaction des actes touchant à leurs droits ou aux questions les plus importantes pour la vie de la communauté. La question peut se poser aussi de leur assiduité aux réunions hebdomadaires du chapitre. Jacques Greslier se demande déjà si « nos chanoines faisaient[-ils] preuve d'une participation active et assidue à la vie quotidienne de leur communauté »<sup>108</sup>. Malheureusement aucun document avant 1240 ne fait mention d'une obligation concernant la présence ou l'assiduité des chanoines et aucun autre ne pointe les présences en chapitre. Jacques Greslier

<sup>106</sup> AD Indre, G 110.

<sup>107</sup> Maître du porche.

<sup>108</sup> Jacques GRESLIER, *Le cartulaire de Levroux, op. cit.*, p. 251.

se fonde sur les statuts de 1240, en tête du prologue, mais cela est en dehors de notre période de recherche. Parmi ces chanoines, certains sont mentionnés plusieurs fois : André Maréchal est mentionné dans deux actes de 1202<sup>109</sup> et 1203<sup>110</sup>. Ils concernent des transactions entre Robert de Buzançais et le chapitre. Le troisième acte<sup>111</sup>, non étudié, concerne le règlement de différends entre l'abbaye du Landais et le chapitre et le renouvellement des liens de fraternité entre eux ; André Maréchal y est cité car une transaction s'effectue sur l'une de ses vicairies. Cela prouve au moins que ce chanoine a dû rester au service du chapitre pendant au moins une quinzaine d'années, mais cela ne nous dit pas s'il était un membre assidu et concerné par le fonctionnement local. Jean Gachez est mentionné deux fois dans les actes cités. La première fois en 1203<sup>112</sup>, pour la même transaction qui est évoquée ci-dessus, et la deuxième dans un acte de 1235<sup>113</sup>, intéressant car il fait mention de Gautier de l'Âge, qui ayant guéri, a quitté le porche en versant au chanoine Jean Gachez, une redevance de deux deniers pour services rendus. Les textes ne précisent pas si cet individu était simple chanoine ou s'il avait une fonction plus importante pour percevoir des redevances. Mais Jacques Greslier renvoie, dans ses notes, à un individu homonyme, « Gachet », cité dans le censier. Ce dernier n'étant pas daté, nous ne pouvons dire s'il s'agit de la même personne, d'un parent ou s'ils n'ont pas de liens. Néanmoins, si l'on suit la chronologie des actes, ce chanoine aurait servi le chapitre pendant au moins trente-deux ans, et cela nous apporte les mêmes questionnements que pour le chanoine précédent. Dans les trois premiers actes cités<sup>114</sup>, les chanoines sont mentionnés comme témoins. Dans les actes suivants<sup>115</sup>, ils sont concernés directement par l'objet de l'acte : nous ne reviendrons pas sur les exemples d'André Maréchal et de Jean Gachez explicités ci-dessus, mais plutôt sur ceux du chanoine Hugues, de Guillaume de Fresselines et de Petit Peletier. En 1230<sup>116</sup>, maître Hugues apparaît comme partie au sein d'un conflit entre lui et un chevalier l'ayant dépouillé de certains biens donnés par une tierce personne. En mars 1231<sup>117</sup>, Guillaume de Fresselines se retrouve à devoir mettre en gage une dîme auprès du chapitre en échange de vingt livres tournois. Enfin, en août 1231<sup>118</sup>, Petit Peletier, lui, doit

<sup>109</sup> AD Indre, G 110, fol. 13v-14r.

<sup>110</sup> AD Indre, G 110, fol. 14v §2.

<sup>111</sup> AD Indre, G 110, fol. 24r-v.

<sup>112</sup> AD Indre, G 110, fol. 14v §2.

<sup>113</sup> AD Indre, G 110, fol. 38r-v.

<sup>114</sup> AD Indre, G 110, fol. 13v-14r ; fol. 14v §2 ; 24v §22 (non étudié).

<sup>115</sup> AD Indre, G 110, fol. 21r-v ; fol. 23r-v ; fol. 24r-v ; fol. 25v §2 ; fol. 38r-v.

<sup>116</sup> AD Indre, G 110, fol. 25v §2.

<sup>117</sup> AD Indre, G 110, fol. 23r-v.

<sup>118</sup> AD Indre, G 110, fol. 21r-v.

verser une certaine somme d'argent à l'archidiacre de Graçay pour avoir accepté une rente sur les vignes de ce dernier.

Ces actes seront développés ultérieurement<sup>119</sup>. Toutefois, nous remarquons, à travers les actes contenus dans le cartulaire de Levroux, la diversité des activités et des préoccupations des chanoines et du chapitre.

Pour le chapitre de Saint-Astier évoqué précédemment, deux actes de 1100 et 1101 citent les noms de huit et sept chanoines<sup>120</sup>. Ces effectifs correspondent à ceux d'un établissement de taille « standard » pour une fondation de cette époque dans le Midi de la France<sup>121</sup>. Eugène Hubert évoque quinze chanoines dans la composition du chapitre<sup>122</sup>, mais il n'indique pas la période à laquelle il repère cet effectif, cependant, l'acte de 1252 permet de supposer qu'un tel effectif composait le chapitre au milieu du XII<sup>e</sup> siècle, voire même avant, lors de la fondation du chapitre. Mais, comme nous l'avons vu précédemment, le nombre de chanoines n'est pas stable au Moyen Âge.

### I.1.2.3. D'autres titres

Des titres autres que ceux des trois dignitaires cités au dessus, sont mentionnés dans les actes. Pour notre période, trois citent des prévôts, mais il n'est pas mentionné s'ils appartenaient ou non au chapitre de Levroux. Dans un acte daté « vers 1072 » de Raoul de Déols<sup>123</sup>, un prévôt est cité, mais il est officiant au château de Déols et donc prévôt laïque. Le prévôt cité en 1214 dans la charte de Guillaume de Chauvigny<sup>124</sup>, a le même rôle de protection que pour le prieur du même acte. Nous n'en savons pas plus sur cet individu, mais il devait s'agir d'un prévôt ecclésiastique et non laïque comme le précédent. Cette distinction n'est pas aussi évidente pour les derniers prévôts de Levroux, cités en mars 1217<sup>125</sup>, qui devaient respecter les dispositions contenues dans la charte de Guillaume de Chauvigny à leur entrée en fonction. Ils sont cités aux côtés des sénéchaux de Châteauroux, ainsi cela peut laisser penser qu'il s'agissait de prévôts laïques de la ville de Levroux.

<sup>119</sup> Voir Parties I.2.2 : « Les tutelles », p. 34 ; II.2.3 : « La liturgie », p. 58 ; et III : « Biens et richesses de l'institution », p. 65.

<sup>120</sup> Une bulle du pape Léon X de 1515 cite un abbé et douze chanoines : Anne MASSONI, « La fondation du chapitre de Saint-Astier et les débuts de la collégiale », art. cit., p. 66.

<sup>121</sup> *Ibid.*

<sup>122</sup> Eugène HUBERT, *Dictionnaire historique...*, op. cit., p. 102.

<sup>123</sup> AD Indre, G 110, fol. 5v-6v (3B').

<sup>124</sup> AD Indre, G 110, fol. 5v-6v (3A).

<sup>125</sup> AD Indre, G 110, fol. 5v-6v (3B).

Nous n'en savons pas plus sur les fonctions réelles qu'avaient les prévôts au sein du chapitre pour notre période<sup>126</sup>. L'hebdomadier est seulement cité aux côtés du prieur et du prévôt dans la charte de Guillaume de Chauvigny en 1214<sup>127</sup> dans le rôle précité. À l'origine, l'hebdomadier est le chanoine chargé de célébrer l'office divin durant la semaine. L'archevêque de Bourges était chanoine de droit à Saint-Silvain de Levroux, mais comme il ne pouvait pas assurer sa semaine, un chanoine était désigné par lui ou par le prieur pour le remplacer, c'était l'hebdomadier de l'archevêque. Il recevait trois livres dix sous pour chaque semaine de remplacement. Ces informations données par l'abbé Moreau ne sont pas vérifiées dans les actes étudiés et nous ne savons pas à quelle époque cette possession a été établie<sup>128</sup>, mais probablement depuis la création du chapitre. D'abord en marge du clergé canonial, les chapelains l'intègrent progressivement en « venant réciter l'office au chœur et constituant un clergé auxiliaire dont les chanoines finissent souvent par récupérer la détention des bénéfices à leur profit »<sup>129</sup>. Le chapelain est en charge d'une chapellenie fondée pour la célébration des anniversaires. Nous avons dans nos actes le cas d'un chapelain, Pierre, cité comme témoin en 1203<sup>130</sup>. Le rôle du chapelain à Levroux n'est donc pas décrit dans le cartulaire pour notre période.

## I.2. Insertion dans le tissu local

Comme nous l'avons vu précédemment, les chapitres collégiaux sont des institutions vivantes et intégrées dans la société, à une échelle plus vaste que celle de la ville. L'exemple est très concret pour le chapitre de Levroux pour lequel nous verrons les influences des villes voisines et les liens qu'il pouvait entretenir, notamment par le biais de tutelles, avec d'autres établissements ecclésiastiques.

<sup>126</sup> Jacques Greslier développe une partie sur les fonctions du prévôt en s'appuyant sur un compromis non daté (mais ramené à janvier 1232 - mai 1235 par Jacques Greslier, et qui n'a pas été analysé) et sur des actes ultérieurs à 1235. Il évoque notamment le rôle du prévôt dans la gestion du temporel du chapitre (collecte des récoltes et du numéraire), sur ses revenus et sa nomination. Il indique que le prévôt devait normalement accueillir les malades, mais que c'était rarement le cas, et qu'il pouvait engager des actions en justice : Jacques GRESLIER, *Le cartulaire de Levroux*, *op. cit.*, p. 265-271.

<sup>127</sup> AD Indre, G 110, fol. 5v-6v (3A).

<sup>128</sup> Abbé P. S. MOREAU, « Chapitre de Saint-Silvain de Levroux », *art. cit.*, p. 192.

<sup>129</sup> Anne MASSONI, « La participation des chanoines à l'encadrement religieux », dans Marie-Madeleine DE CEVINS et Jean-Michel MATZ (dir.), *Structures et dynamiques religieuses dans les sociétés de l'Occident Latin (1179-1449)*, Rennes, PUR, 2010, 575 p., p. 87.

<sup>130</sup> AD Indre, G 110, fol. 14v §2.

### I.2.1. L'influence des villes voisines et les relations avec le chapitre

Tout d'abord, il est important de localiser Levroux<sup>131</sup>. Située à proximité du *vicus* de Déols et de *Montalomago*<sup>132</sup>, à cinq ou six lieues au couchant d'été d'Issoudun<sup>133</sup> (environ 30 km à l'ouest) et à environ quinze lieues de Bourges<sup>134</sup> (environ 72 km), la ville fait partie du diocèse de Bourges et relève du Parlement de Paris<sup>135</sup>. Du temps de Raoul le Large, la paroisse de Déols s'étendait au sud jusqu'à celles de Saint-Maur et de Lourouer (*nunc*, Le Poinçonnet), dont les limites sont sensiblement les mêmes que maintenant. Le château de Déols étant manifestement à l'emplacement de l'actuel château Raoul, les églises Saint-Martin et Saint-Denis n'étaient que des succursales. Eudes l'Ancien<sup>136</sup> fut le plus grand seigneur de Déols après Ebbe Le Noble : il étend le domaine de Déols en prenant Argenton en 1020, et en réunissant à ses biens la seigneurie d'Issoudun, ce qui l'obligea à reconstruire le château de Massay<sup>137</sup>. Guy Devailly indique que certaines châtelainies créées, sans en donner de date précise, ne durent pas mais que les nouvelles châtelainies comme Charenton, Issoudun, Levroux devaient subsister plusieurs siècles tout en restant vassales de Déols<sup>138</sup>. Elles correspondaient à des vigueries que les premiers seigneurs de Déols avaient réunies sous leur autorité<sup>139</sup>, c'est-à-dire des localités où les seigneurs exerçaient la basse justice. Levroux est ancrée dans une région d'occupation préhistorique pour laquelle subsistent les vestiges d'un *oppidum* dans la vallée de la Céphons<sup>140</sup>. Moulins-sur-Céphons<sup>141</sup> est d'ailleurs connu pour son ancienneté gallo-romaine et sa motte féodale. Son église, datant du Moyen Âge, est placée aux environs de l'ancien château, dont il ne reste que le souvenir. Néanmoins, sa localisation permet d'appuyer l'hypothèse que les collégiales pouvaient être construites à proximité des châteaux ou englobées dans leurs enceintes pour la célébration de l'office divin

<sup>131</sup> Voir Annexe 4 : « Carte 1 : Localisation de Levroux dans le Berry », p. 119.

<sup>132</sup> Adrien DE VALOIS, *Notitia Galliarum*, Parisiis, Fredericum Leonard Typographum Regis, Serenissimi Delphini, & Cleri Gallicani, in vico Jacobeo, 1675, p. 272. Dans Robert DE HESSELN, *DUF*, *op. cit.*, p. 595, l'auteur indique à cinq ou six lieues du septentrion de Châteauroux (environ 25 km au nord).

<sup>133</sup> Robert DE HESSELN, *DUF*, *op. cit.*, p. 595.

<sup>134</sup> Gaspard THAUMAS DE LA THAUMASIERE, *Histoire de Berry*, Bourges, François Toubreau, 1689, p. 567.

<sup>135</sup> Robert DE HESSELN, *DUF*, *op. cit.*, 1771, p. 595.

<sup>136</sup> Voir Annexe 9 : « Généalogie comparée des Déols de Châteauroux depuis Eudes l'Ancien », p. 124.

<sup>137</sup> Nicolas CHAMBRIER, *De Déols à Châteauroux...*, *op. cit.*, p. 91 et 99.

<sup>138</sup> Voir Annexe 3 : « Deux cartes de la seigneurie de Déols au XII<sup>e</sup> siècle », p. 117-118.

<sup>139</sup> Guy DEVAILLY, *Le Berry du X<sup>e</sup> siècle au milieu du XIII<sup>e</sup>, Étude politique, religieuse, sociale et économique*, Paris, La Haye, 1973, p. 194.

<sup>140</sup> Jacques GRESLIER, *Le cartulaire de Levroux*, *op. cit.*, p. 8.

<sup>141</sup> Voir Annexe 4 : « Carte 1 : Localisation de Levroux dans le Berry », p. 119.

à destination des seigneurs et de leur entourage<sup>142</sup>. Pour Levroux, le château, dont il reste des vestiges, est assez éloigné de la collégiale, certainement pour dominer idéalement la ville et ses environs, mais nous n'avons pas d'indications de la place du seigneur pendant l'office. De plus, les voies antiques et romaines ont facilité l'implantation et le développement d'un important marché agricole<sup>143</sup>, permettant ainsi au chapitre et aux habitants de développer leurs activités et d'attirer de nombreux pèlerins.

Pourtant, il est probable que la collégiale de Neuvy-Saint-Sépulchre et l'abbaye de Déols attirèrent les pèlerins au détriment de Levroux<sup>144</sup>. Cela ne serait pas étonnant car Neuvy-Saint-Sépulchre, déjà prestigieux par son nom, détiendrait en relique le Précieux Sang du Christ, donné en 1257 par le cardinal Eudes de Châteauroux, évêque de Tusculum<sup>145</sup>. Pourtant, la question peut se poser d'un don antérieur de reliques par Eudes de Déols ou de ses proches, ce qui illustrerait la volonté de construire une collégiale représentant le Saint Sépulchre dans le Berry et, sachant que le même Eudes a fait un pèlerinage en Terre Sainte, cela corroborerait cette hypothèse. De plus, les moines de l'abbaye de Déols priaient, eux aussi, saint Silvain<sup>146</sup>, et célébraient sa fête, sans pour autant avoir le prestige de posséder des reliques du saint. Cela pouvait ainsi constituer pour Déols un attrait évident, et ainsi ces deux établissements pouvaient attirer des pèlerins venus du sud du Berry, du nord du Limousin ou du nord de l'Auvergne, leur évitant de remonter jusqu'à Levroux ; nous n'avons d'ailleurs pas de traces d'individus venant de localités méridionales. On peut constater un certain contraste entre les droits du chapitre et le renom de saint Silvain<sup>147</sup>.

Du XII<sup>e</sup> siècle, nous n'avons quasiment aucune documentation sur la vie du chapitre. Néanmoins, le contexte général en Berry ne laisse pas penser que le chapitre ait pu évoluer sereinement. En 1188, Levroux fut assiégée<sup>148</sup> puis prise par les Français. Le roi de France donna le château de Levroux à Louis, fils de Thibault V, comte de Blois<sup>149</sup>. La question se pose sur les conséquences de ce siège sur la vie du chapitre, des dégâts matériels ou humains

---

<sup>142</sup> Jacques GRESLIER, *Le cartulaire de Levroux*, op. cit., p. 25.

<sup>143</sup> *Ibid.*, p. 10 et p. 36.

<sup>144</sup> *Ibid.*, p. 38 ; Voir Annexe 4 : « Carte 1 : Localisation de Levroux dans le Berry », p. 119

<sup>145</sup> Daniel MINARD, *Les Templiers : Gardiens de la Terre sainte et de la Tombe du christ*, Paris, Publibook, 2001, p. 28.

<sup>146</sup> Abbé P. S. MOREAU, « Chapitre de Saint-Silvain de Levroux », *BSAC*, t. II, 1896-02, p. 114-126, p. 114-115.

<sup>147</sup> Jacques GRESLIER, *Le cartulaire de Levroux*, op. cit., p. 55.

<sup>148</sup> Gaspard THAUMAS DE LA THAUMASIERE, *Histoire de Berry*, op. cit., p. 568 ; MM. DE LA TREMBLAIS et DE LA VILLEGILLE, « Levroux », dans *EPDI*, Châteauroux, J.-B. Migné, 1854, p. 286. Moreau date ce siège de 1190 dans Abbé P. S. MOREAU, « Chapitre de Saint-Silvain de Levroux », *BSAC*, t. II, 1896-04, p. 279-291, p. 290.

<sup>149</sup> Abbé P. S. MOREAU, « Chapitre de Saint-Silvain de Levroux », art. cit., p. 291.



et des répercussions sur les foires et le commerce à Levroux. Sur tout cela, la documentation du chapitre reste muette. Ce conflit s'inscrit dans un contexte général de guerre entre le roi de France, Philippe Auguste et Henri II Plantagenêt. Le Berry fut touché par plusieurs prises de châteaux, trêves et négociations<sup>150</sup>. De plus, le territoire de la principauté de Déols était très convoité, pour le comprendre il faut revenir au 27 novembre 1176, avec la mort de Raoul VI, dernier seigneur de Déols, à Ravenne. Denise de Déols, mineure, dut être confiée à un baillistre<sup>151</sup> pour administrer son fief. Ses biens étaient relativement importants (dits aussi importants que ceux du duché de Normandie). Le choix du baillistre vacillait entre Henri II Plantagenêt, Châteauroux se trouvant en pays aquitain, la ville relevait de sa suzeraineté<sup>152</sup>, et Eudes de Déols (descendant du fondateur du chapitre de Levroux), seigneur de Chateameillant et oncle de Denise. Sachant qu'Henri II aurait pu se servir de Denise pour asseoir sa domination en Berry et administrer directement la principauté de Déols en son nom, Eudes et ses partisans prirent les devants, s'emparèrent de la jeune fille et fortifièrent les châteaux contre une attaque qu'ils jugeaient certaine. Henri II envoya son fils Henri Court Mantel reprendre Denise. Il réunit une armée et pénétra en Berry. Au début de l'année 1177, il s'empara de Châteauroux, mais pas de Denise<sup>153</sup>. Une commission entre Louis VII et Henri II fut organisée pour résoudre le litige sur leurs droits en Berry et tranché par six évêques et six barons<sup>154</sup>. Il s'agit certainement du traité d'Ivry signé en 1177 et renouvelé en 1180 avec le traité de Gisors. Mais Henri II ignora ce dernier accord, reprit Châteauroux et monta à La Châtre chercher Denise. Eudes céda et Henri II l'emmena à Chinon et administra la principauté de Déols.

C'est dans ce contexte politique mouvementé que Denise de Déols, veuve à seize ans, fut mariée en 1188 à André de Chauvigny par Richard Cœur de Lion, fils d'Henri II Plantagenêt, qui assurait ainsi sa mainmise sur la principauté de Déols. Les querelles reprennent avec Philippe Auguste à la mort de son père, Louis VII. Il tente de reprendre Châteauroux mais finit par signer un traité avec Henri II, puis il va à l'encontre de la trêve de deux ans mentionnée dans le traité, reprend Levroux entre autres localités et assoit sa

<sup>150</sup> Françoise Michaud-Frejaville, « Le Bas-Berry et le roi de France », dans *Berry médiéval*, Châteauroux, Service Éducatif et Action Culturelle des Archives départementales de l'Indre, 2009, p. 9-16, p. 13.

<sup>151</sup> Frédéric GODEFROY, *DALF*, Vaduz, Scientific periodicals establishment, 1961, vol. 1, p. 557-558. Selon l'auteur, c'est un gouverneur ou un tuteur, notamment dans ce dernier cas, pour gérer les fiefs de mineurs en attendant qu'ils soient dans la capacité d'en jouir librement.

<sup>152</sup> Nicolas CHAMBRIER, *De Déols à Châteauroux...*, op. cit., p. 119.

<sup>153</sup> Guy DEVAILLY, *Le Berry du X<sup>e</sup> siècle au milieu du XIII<sup>e</sup>*, op. cit., p. 410.

<sup>154</sup> *Ibid.*, p. 409-410.



domination sur le Berry. Il ne reste qu'à reprendre Châteauroux<sup>155</sup>. En 1195, la paix est signée à Villeraye entre Issoudun et Châteauroux ; dès lors, la principauté déoloise relevait du roi de France<sup>156</sup>. La famille de Déols se trouva ainsi écartée de la domination de Levroux au profit des Anglais et quant à la générosité envers le chapitre de Levroux, les intérêts des nouveaux seigneurs de Châteauroux ne rejoignirent pas forcément ceux des seigneurs de Déols, ce qui peut expliquer les conflits entre les Chauvigny et le chapitre quelques années plus tard.

Cependant, même si l'on ne connaît pas les conséquences de ce climat de guerre sur le chapitre de Levroux, ni sur la ville en elle-même, cela nous permet justement de nous interroger là-dessus. Le constat le plus évident reste que le chapitre a perduré jusqu'au XIII<sup>e</sup> siècle, où la documentation est plus abondante. L'étude des actes à partir de 1207 permet, par le biais des tutelles, de connaître les tierces personnes qui venaient parfois rédiger des actes, surtout concernant des litiges. Cela nous éclaire aussi sur le réseau qu'entretenait le chapitre avec les seigneurs ou les établissements ecclésiastiques voisins.

### **I.2.2. Les tutelles**

Vingt-cinq actes du cartulaire ont été rédigés par des individus n'appartenant pas au chapitre de Levroux et concernent des arbitrages ou des litiges. D'autres actes ont été rédigés par des tiers, mais concernant plutôt des validations de transmissions de biens ou d'engagements de dîmes, ils seront donc développés dans la troisième partie de ce travail. Toutefois, quelques exceptions seront explicitées concernant des faits impliquant la rédaction de plusieurs actes. Sur la période 1207-1235, nous dénombrons seize auteurs, regroupés selon leurs fonctions dans le tableau suivant :

---

<sup>155</sup> *Ibid.*, p. 410-412.

<sup>156</sup> Abbé P. S. MOREAU, « Chapitre de Saint-Silvain de Levroux », art. cit., p. 291.

Tableau 3 : Tableau général des actes produits selon la fonction des individus

Fonction des individus	Nombre d'individus	Nombre d'actes
Abbé	3	3
Archevêque	2	4
Archiprêtre	6	13
Official de Bourges	1	1
Vice gérant de l'official de Bourges	1	1
Seigneur	3	3

Ce tableau montre bien que les archiprêtres sont le plus souvent amenés à rédiger des actes pour le chapitre. Cependant la proportion des actes reste sensiblement la même car, sur cette période, les archevêques et les archiprêtres ont rédigé un peu plus de deux actes par individu, tandis que les abbés de Saint-Genou, du Landais et de Déols, les officiaux de Bourges et les seigneurs d'Argy, de Châteauroux et de Saint-Palais ont rédigé un acte par individu. La diversité des fonctions de ces individus n'est pas anodine, les seigneurs agissant en qualité de voisin car ils sont concernés par la teneur de l'acte et les archiprêtres et officiaux agissant à travers le pouvoir de l'archevêque. Cela reste un tableau statistique général, un tableau récapitulatif à la fin de cette partie détaillera les actes par individu. Néanmoins, il n'est pas à exclure que les actes rédigés par des personnes n'appartenant pas au chapitre de Levroux soient plus nombreux. Ils peuvent très bien avoir disparu ou être dispersés dans les archives des établissements auxquels étaient attachés les rédacteurs, sans mentionner de copies dans les archives du chapitre de Levroux. Il faut également rappeler que les cartulaires contiennent des actes ou copies d'actes que les chanoines considéraient comme les plus importants dans la vie de l'institution et au vu du nombre d'actes produits en 1235, il est presque évident que la perte d'archives est considérable. Il faut maintenant s'interroger sur la teneur de ces actes rédigés par les tiers.

Tout d'abord, en septembre 1207<sup>157</sup>, saint Guillaume de Corbeil, archevêque de Bourges (1200-1209), valide la création d'une foire par Guillaume de Chauvigny, pour l'entretien du luminaire de l'église Saint-Silvain de Levroux. Le seigneur va encore plus loin en accordant ses droits de basse justice au chapitre pendant ces foires (sauf sur le vol et le

<sup>157</sup> AD Indre, G 110, fol. 025r §02 ; Abbé P. S. MOREAU, « Chapitre de Saint-Silvain de Levroux », *BSAC*, t. III, 1897-02, p. 109-121, p. 115.

meurtre). Pour ce dernier point, la présence de l'archevêque semble importante en cas de remise en cause de la justice du chapitre ou de réclamation des droits de justice par les successeurs du seigneur. De plus, on accorde à saint Guillaume une translation des reliques de saint Silvain le premier dimanche de septembre 1207<sup>158</sup> dans l'église collégiale, date qui coïncide avec la date de l'acte étudié. Le récit de translation sous-entend que la collégiale serait achevée à cette époque, les foires pouvaient donc avoir pour but de renflouer les caisses du chapitre, à la fois pour payer les éventuelles dettes concernant la construction de la collégiale, ou bien pour pallier aux éventuels frais de réparation à venir (l'acte précisant que les revenus des foires serviraient au luminaire). Mais l'achèvement de la collégiale concomitant avec la création de la foire devait certainement à la fois attirer les pèlerins et malades, mais également les commerçants simultanément. On imagine ainsi très bien les foules de personnes arrivant à Levroux, qui devait, au Moyen Âge, être une localité assez importante. Pour revenir à cet acte, il faut bien préciser l'importance prise par les chanoines dans le choix des actes formant le cartulaire. Comme c'est l'unique acte mentionnant cet archevêque de Bourges, cela tend à valider l'hypothèse énoncée au-dessus.

L'acte suivant est un *vidimus* non daté de l'archevêque de Bourges Simon de Sully<sup>159</sup> d'un acte de Geoffrey, abbé de Saint-Genou, d'août 1219<sup>160</sup>. Ce *vidimus* se présente par une phrase de diplomatique introduisant le nom du rédacteur, l'archevêque de Bourges, sous-entendant Simon de Sully (1218-1232)<sup>161</sup>, puis recopie l'acte de l'abbé de Saint-Genou. Par cet acte, Geoffrey, abbé et le chapitre de Saint-Genou, ratifient et concèdent l'engagement de la dîme de Villegouin faite par Guillaume d'Argy, chevalier, aux prieur et chapitre de Levroux. Ils prévoient également de la remplacer par la dîme de Villours, si elle n'est pas rachetée, à la mort d'Alice, femme du seigneur O. de Marche. Le choix d'une ratification par les membres de l'abbaye de Saint-Genou peut s'expliquer par la proximité géographique de l'établissement avec la dîme de Villegouin et Argy. Il n'est pas à exclure que l'abbaye ait eu des terres à Villegouin, ce qui donnerait plus d'importance encore à son implication dans cet engagement de dîme. Cependant, les deux actes présentent des nuances que Jacques Greslier compare dans son édition<sup>162</sup>, nuances qui peuvent s'expliquer par le fait que lors de la rédaction de l'acte par

---

<sup>158</sup> Date divergente selon les auteurs. Cette translation est approfondie Partie II.2.1 : « Le culte local des saints », p. 52.

<sup>159</sup> AD Indre, G 110, fol. 019r-v.

<sup>160</sup> AD Indre, G 110, fol. 019v §02.

<sup>161</sup> Supposition de Jacques Greslier dans Jacques GRESLIER, *Le cartulaire de Levroux*, op. cit., vol. 1, p. 186.

<sup>162</sup> *Ibid.*, p. 189.

Simon de Sully, ou un de ses copistes, ce qui est plus probable, il y ait eu des erreurs de copie ou des rectifications dues à l'évolution. Cependant, il est étonnant de trouver des erreurs de grammaire dans la copie de l'acte original, ce qui peut laisser penser que les erreurs ont été faites lors de la copie de l'acte original dans le cartulaire. La perte probable des originaux ne permet pas de vérifier ces suppositions. Les clauses de cet engagement ont été ratifiées par Ranulfe, seigneur d'Argy et frère de Guillaume d'Argy, dans un troisième acte daté d'août 1219<sup>163</sup> moyennant quarante livres tournois. La ratification par des tiers peut s'expliquer par le droit du sol pour Ranulfe d'Argy, qui, en qualité de seigneur, pouvait avoir un regard sur ce qui se passait sur ses terres. La question se pose pour l'archevêque de Bourges, qui par son acte tronqué, n'apporte qu'une éventuelle autorité sur la validité de l'engagement, la formule de diplomatique à la fin ayant été omise, cela fait penser à une rédaction effectuée assez rapidement par les chanoines, ou à une omission volontaire, mais sous quel prétexte ? Ces trois actes, placés à la suite dans le cartulaire, montrent bien une certaine organisation lors de la confection du recueil.

En 1221<sup>164</sup>, Simon de Sully valide une mise en gage par Pierre Mengiez au chapitre de Levroux de tout ce qu'il avait dans ses dîmes de *Maunaio*, il recevait une contrepartie numéraire. L'archiprêtre de Levroux joue le rôle d'intermédiaire de l'échange pour attester un échange équitable entre les parties concernant la part de dîme que Agathe, la femme de Pierre Mengiez possédait en dot. R. de Marche, approuve le gage, c'est une démarche normale concernant le droit du sol puisqu'il est le seigneur du fief. Raoul de Moulins-sur-Céphons, prêtre et administrateur du chapitre pour cette affaire, valide également ce gage. C'est d'ailleurs la seule fois où un acte évoque un « administrateur du chapitre » dans une affaire. Cet acte montre un certain respect des procédures par le chapitre, que les autres actes ne montrent pas toujours aussi clairement. Le fait que l'archevêque de Bourges soit partie de la procédure peut se justifier par une volonté d'impartialité dans cet échange puisque les parties concernées sont nombreuses et pourraient chacun avoir un intérêt en cas de contestation de cet acte.

En mai 1229<sup>165</sup>, Simon de Sully rédige un autre acte concernant un litige entre le chapitre et André de Chauvigny, seigneur de Levroux. Il apparaît cette fois comme arbitre et juge de la sentence dont l'objet portait sur les corvées que les hommes du chapitre devaient effectuer pour le seigneur. Cet acte distingue les corvées à effectuer selon plusieurs critères : si les

---

<sup>163</sup> AD Indre, G 110, fol. 019v §03.

<sup>164</sup> AD Indre, G 110, fol. 019v-020r.

<sup>165</sup> AD Indre, G 110, fol. 005r §01.

hommes ont des animaux de trait ou non, s'ils étaient, ou pas, soumis aux corvées avant la sentence et selon leur profession. Ils peuvent ainsi aménager leur période de corvées dans un intervalle définit par l'acte selon ces critères. Cet acte définit clairement les temps de corvées dus par les hommes du chapitre au seigneur, mais cela sous-entend également que le reste du temps ils doivent se consacrer à la vie du chapitre, c'est donc un acte important concernant l'organisation du chapitre et qui peut être facilement contesté par chacune des parties, ce qui justifie l'arbitrage par l'archevêque de Bourges.

Mais l'archevêque n'est pas la seule entité à produire des actes de Bourges, en effet, deux actes émanent de l'official de Bourges et son vice-gérant. L'officialité de Bourges est un tribunal ecclésiastique, comme Levroux relève de l'archevêché de Bourges, il est normal que des sentences émanent de ce tribunal. En août 1231<sup>166</sup>, Guillaume, official de Bourges, rédige un acte dans lequel Petit Peletier, chanoine de Levroux, reconnaît devoir verser un cens à l'archidiacre de Graçay. L'acte ne précise pas s'il s'agit d'un règlement de conflit, ou d'une mesure préventive pour faire respecter les clauses avant, comme après la mort de l'archidiacre. Cela peut conduire à deux hypothèses : la première étant qu'il y avait bien un litige entre les deux individus et que, dans sa fonction, l'official a jugé l'affaire ; la seconde étant une mesure visant à donner toute sa force à l'acte, mais l'absence de l'archevêque ne permettait pas qu'il donne lui-même son accord. Néanmoins, cet acte semble important, un rajout ultérieur annoté « *nichil* », daté du XIV<sup>e</sup> siècle pour Jacques Greslier, renseigne que le chapitre n'avait plus besoin de ce document pour faire valoir ses droits<sup>167</sup>. Le second acte date de Février 1221<sup>168</sup> et a été rédigé par Giraud, le vice-gérant de l'official de Bourges, qui est également chanoine du chapitre collégial Saint-Ursin de Bourges. L'acte porte sur un litige entre H. de Bauché, commissaire de Robert de Buzançais, Robert de Buzançais, lui-même, et le chapitre de Levroux, concernant un don fait par le père du seigneur de Buzançais en 1203<sup>169</sup>. Le vice-gérant de l'official de Bourges tranche le litige en accordant au chapitre les droits contestés par Robert de Buzançais. Les membres de l'officialité de Bourges sont donc tenus de régler des litiges mettant en cause le chapitre de Levroux.

---

<sup>166</sup> AD Indre, G 110, fol. 021r-v.

<sup>167</sup> Jacques GRESLIER, *Le cartulaire de Levroux*, op. cit., p. 206 (note 1).

<sup>168</sup> AD Indre, G 110, fol. 015r §01. Deux actes des archives départementales de l'Indre peuvent passer pour des originaux (G 112 et G 115). Ces deux actes présentent des différences dans leur contenu. Une copie tardive est également présente (G 112).

<sup>169</sup> AD Indre, G 110, fol. 014v §02.

Les archiprêtres sont également enclins à rédiger des actes : Jean, archiprêtre de Levroux, rédige un acte de Mars 1231<sup>170</sup> impliquant une mise en gage d'un muid de blé sur une dîme à Varennes par Guillaume de Fresselines, chanoine de Levroux. Cet acte montre bien que les transactions ne se faisaient pas seulement par les laïcs ou des personnes extérieures au chapitre, mais également au sein même de l'institution.

Les six actes suivants ont été rédigés par Raoul, archiprêtre de Levroux. Parmi ces actes, trois concernent des engagements de dîmes au chapitre de Levroux, en 1232, par Guy d'Argy, chevalier, son engagement est ratifié par son frère<sup>171</sup>. Pour le second engagement, par Guillaume Le Blois, son frère Geoffroy, chapelain de Villedômain a donné son assentiment, puisque la dîme faisait partie de ses possessions par droit d'hérédité. Jocelin de La Varenne ratifie et s'engage à défendre cet engagement, il promet également une rente annuelle sur ce gage. C'est le seul acte où cet individu est mentionné et il est difficile de comprendre quel lien il pouvait avoir avec ce gage<sup>172</sup>. En 1233<sup>173</sup>, Humbaud Museau engage une dîme au chapitre de Levroux. C'est un engagement classique qui montre bien que les actes présentent une certaine standardisation quant à leur contenu, même si les clauses divergent. Dans les trois derniers actes, l'archiprêtre fait office de juge ou d'approbateur. En 1230<sup>174</sup>, il ratifie la transmission, par le chapitre de Levroux, de biens provenant de l'échoite de Martin Femeline et de ses héritiers, qui étaient des hommes du chapitre. Il les attribue à Giraud le Meunier et ses enfants qui devront donner des céréales au chapitre. En 1231, Pierre Museau, chevalier, accorde au chapitre des droits qu'il avait ou pouvait avoir sur une maison qui avait appartenu à la veuve de Pierre de Cré. Ce don pourrait s'expliquer par la piété de ce chevalier, car l'acte ne mentionne aucune contrepartie. Peut-être préféra-t-il donner au chapitre un bien qu'il ne pouvait entretenir plutôt que de le laisser à l'abandon<sup>175</sup>. Le dernier acte, daté également de 1231, porte sur un conflit ayant eu lieu entre le chapitre et le chevalier Elie d'Argy. L'acte mentionne seulement que le conflit portait sur un setier de blé que le chapitre réclamait au chevalier sur le registre des aumônes des malades du porche de Saint-Silvain pour son fils.

<sup>170</sup> AD Indre, G 110, fol. 023r-v ; Abbé P. S. MOREAU, « Chapitre de Saint-Silvain de Levroux », *BSAC*, t. VII, 1901-03, p. 181-202, p. 201 (dans cet article, Moreau date l'acte de Mai 1231, dans l'article suivant, il donne seulement l'année) ; Abbé P. S. MOREAU, « Chapitre de Saint-Silvain de Levroux », *BSAC*, t. III, 1897-03, p. 157-169, p. 159.

<sup>171</sup> AD Indre, G 110, fol. 020v §02.

<sup>172</sup> AD Indre, G 110, fol. 023v §02 ; Abbé P. S. MOREAU, « Chapitre de Saint-Silvain de Levroux », art. cit., p. 159.

<sup>173</sup> AD Indre, G 110, fol. 019r §02.

<sup>174</sup> AD Indre, G 110, fol. 020v-21r.

<sup>175</sup> AD Indre, G 110, fol. 021r §02.

Elie d'Argy, pour le salut de son âme et de son fils, procède à la donation sur le conseil des bons hommes<sup>176</sup>. Cet acte nous indique que le Porche, où venaient se réfugier les malades, tenait un registre, non pas seulement des malades venus prier saint Silvain, mais également des biens qui étaient dus au Porche. C'est une remarque importante quand on sait que la quasi-totalité des archives du Porche ont disparu.

En 1230, P., archiprêtre de Levroux a rédigé un acte<sup>177</sup> en qualité de juge d'une enquête dans laquelle le chanoine Hugues a été dépouillé de biens qui lui avaient été légués par Bernarine de Forges. La sentence permet au chanoine de récupérer ce qui lui revenait. Deux témoins sont cités : le maître abbé de Varennes et I. de Forges, il est rare de trouver des mentions de témoins dans un acte de jugement pour la période étudiée dans le cartulaire<sup>178</sup>.

Jean, l'archiprêtre de Châteauroux apparaît comme rédacteur de deux actes de 1232. Le premier, daté du mois de juillet<sup>179</sup> concerne l'engagement d'une dîme située à Vineuil au chapitre de Levroux par Hugues de Nohant et *Orable*, sa femme. Le second daté seulement de l'année 1232<sup>180</sup> concerne une vente de terres situées certainement aux environs de Vineuil<sup>181</sup>, par Li Chos au chapitre de Levroux, avec l'assentiment de ses frères.

En juillet 1235<sup>182</sup>, Jean, archiprêtre de Graçay dresse un autre acte dans lequel la dame Elyos de Guilly reconnaît devoir verser une rente au porche de Levroux, levée sur sa dîme de Guilly, et exempte ce dernier d'un droit de procuration afférent à cette rente. Cet acte ne semble avoir occasionné aucun litige, et pourtant il est ratifié par l'archiprêtre de Graçay, localité proche de Guilly. Il faut également remarquer que le chapitre ne semble pas avoir comme tutelle des membres d'autres chapitres collégiaux (à l'exception du vice-gérant de l'official de Bourges). L'acte aurait ici pu être rédigé par des membres du chapitre de Vatan, plus proche de Guilly que Graçay.

---

<sup>176</sup> AD Indre, G 110, fol. 026r §01 ; Abbé P. S. MOREAU, « Chapitre de Saint-Silvain de Levroux », art. cit., p. 159 ; Abbé P. S. MOREAU, « Chapitre de Saint-Silvain de Levroux », *BSAC*, t. VII, 1901-03, p. 181-202, p. 201.

<sup>177</sup> AD Indre, G 110, fol. 025v §02 ; Abbé P. S. MOREAU, « Chapitre de Saint-Silvain de Levroux », *BSAC*, t. III, 1897-03, p. 157-169, p. 158 ; Abbé P. S. MOREAU, « Chapitre de Saint-Silvain de Levroux », *BSAC*, t. VII, 1901-03, p. 181-202, p. 200.

<sup>178</sup> Les seuls actes mentionnant des témoins sont ceux produits par les seigneurs de Déols lors de la fondation et vers 1072.

<sup>179</sup> AD Indre, G 110, fol. 020v §01.

<sup>180</sup> AD Indre, G 110, fol. 020r §02.

<sup>181</sup> Les lieux mentionnés n'existent plus par leur nom de 1232, mais les toponymes se rapprochant de ceux de la Carte de Cassini, j'ai pris la liberté de les faire correspondre ; Voir Annexe 7 : « Carte 4 : Biens transmis par des tiers au chapitre », p. 122.

<sup>182</sup> AD Indre, G 110, fol. 021r §03.



Le cas suivant se présente sous la forme de trois actes. Les auteurs sont tous différents et la teneur des actes aussi, cependant, ils renvoient tous au même fait. Un acte du 30 septembre 1232<sup>183</sup>, rédigé par B, archiprêtre de Le Blanc, indique que Guillaume Le Blois effectue la mise en gage d'une dîme aux chanoines de l'église Saint-Silvain de Levroux, ainsi que d'autres transactions faites à son épouse. Cet acte, placé dans le cartulaire avant les deux autres, donne une date précise et des détails que l'on ne retrouve pas dans les suivants. Datés de l'année seulement, les deux autres actes ont certainement été produits simultanément au premier ou peu de temps après, cette transaction n'ayant apparemment pas occasionné de litige, ces accords semblent plutôt de simples formalités. L'un est rédigé par Jean, archiprêtre de Graçay<sup>184</sup> et l'autre par Etienne, seigneur de Saint-Palais<sup>185</sup> et propriétaire du fief sur lequel se trouve le gage, son accord relève du droit au sol. L'abbaye de Graçay est située entre Saint-Palais et Levroux et pouvait à ce titre être encline à valider ce gage.

Les archiprêtres peuvent être à la tête de plusieurs paroisses, leur rôle en tant que rédacteur peut se justifier par le fait que les biens concernés se situaient dans leur zone d'intervention. Ils peuvent ainsi se placer en qualité de représentant de l'archevêque de Bourges pour des affaires mineures.

Nous avons vu, à travers l'acte de l'abbé de Saint-Genou que les liens entre établissements religieux étaient étroits. Ainsi, Jean, abbé de Déols, est l'auteur d'un acte en 1234<sup>186</sup> qui concerne un litige entre le camérier de Déols, Guillaume Buchard et le chapitre de Levroux portant sur le moulin de Chaussefoux<sup>187</sup>. Le camérier percevait un cens sur ce moulin, mais ce bien a été dévolu au chapitre par le biais d'une échoite<sup>188</sup>. Le litige provenait du fait que le camérier voulait continuer à percevoir le cens. Ici encore, l'abbé de Déols se pose comme arbitre du litige, sa présence pouvant s'expliquer par le fait que le camérier assurait sa fonction à Déols et que le chapitre faisait trancher ses litiges par des hommes d'église.

---

<sup>183</sup> AD Indre, G 110, fol. 018r-v.

<sup>184</sup> AD Indre, G 110, fol. 018v §01.

<sup>185</sup> AD Indre, G 110, fol. 018v §02.

<sup>186</sup> AD Indre, G 110, fol. 018r §02.

<sup>187</sup> La cote G 115 des Archives départementales de l'Indre contient douze pièces concernant ce moulin, ce litige ne paraît pas isolé pour ce bien.

<sup>188</sup> Frédéric GODEFROY, *DALF, op. cit.*, vol. 3, p. 384. Selon l'auteur, il s'agit de « succession, héritage collatéral, en particulier succession d'héritages ou de rentes non nobles ».



En Mars 1223<sup>189</sup>, frère Yves, abbé du Landais, arbitre une affaire qui fut traduite publiquement par l'official de Bourges, entre le chapitre de Levroux et Jeanne, une veuve, concernant sa succession (échoite). L'arrangement a été effectué par l'abbé et des « bons hommes » qui ne sont pas cités. Parmi les biens en cause, deux ont été localisés à Moulins-sur-Céphons et à Levroux, ce qui rejoint l'hypothèse de la proximité géographique avec l'abbaye de Landais. De plus, l'acte n'indique pas si les terres relevaient ou non de cette abbaye, ce qui justifierait d'autant plus sa présence.

Enfin, le dernier acte fut rédigé en janvier 1231<sup>190</sup> par André de Chauvigny qui rappelle qu'il est le légitime possesseur d'une partie de la dîme de Levroux autrefois aux mains de Guillaume de Claise. L'abbé de Déols est mentionné deux fois dans cet acte, la première fois il est précisé qu'il est l'arbitre du litige choisi par les parties. Dans un deuxième temps, André de Chauvigny assigne une vicairie dans l'église de Levroux, c'est à ce sujet que l'abbé de Déols est cité, ainsi que P. Turrin, le prieur de Graçay, en tant que juges, qui, par leur sentence, permettront à André de Chauvigny de recevoir la valeur des blés de la dîme de Guillaume de Claise auparavant assignés par lui sur les revenus de la vicairie.

Ces différents actes nous montrent bien que les tiers rédigeant les actes du chapitre, ou étant mentionnés comme conseillers, arbitres, ou témoins, ne sont pas présent par hasard. Très souvent, leur présence est due à la proximité géographique qu'ont les tiers avec les biens en cause. Quand on compare les actes concernant les engagements de dîmes, il est facile de retrouver les similitudes, mais également le soin apporté à certains actes, qui donnent plus de détails et laissant penser qu'ils présentent une plus grande importance, par rapport à ceux qui sont nettement plus brefs. Ces engagements, principalement, montrent bien l'importance qu'avait l'institution comme intermédiaire financier dans le prêt d'argent contre des garanties matérielles. Ainsi cela leur assurait des récoltes si jamais les individus ne pouvaient les rembourser rapidement et ainsi ils s'assuraient de pouvoir nourrir le chapitre. Cela démontre également une grande organisation dans les activités du chapitre et la méticulosité apportée à chaque engagement pour pallier les éventuelles tromperies. L'ensemble des actes nous montre bien la richesse de cette institution et la diversité des compétences que devaient avoir les chanoines, tant dans les domaines financier et juridique, que dans la gestion du temporel du chapitre.

---

<sup>189</sup> AD Indre, G 110, fol. 025v §01 ; Abbé P. S. MOREAU, « Chapitre de Saint-Silvain de Levroux », *BSAC*, t. III, 1897-02, p. 109-121, p. 120.

<sup>190</sup> AD Indre, G 110, fol. 013r-v.

Le tableau ci-dessous détaille l'ensemble des actes cités dans cette partie concernant les tutelles avec leur auteur et les mentions des différents individus.

Tableau 4 : Tableau des actes concernant les tutelles

Date de l'acte	Auteur de l'acte et mention d'autres protagonistes	Foliotation dans le cartulaire
Septembre 1207	<i>Guillaume, archevêque de Bourges</i>	fol. 25r §2
≥ Août 1219	<i>Simon de Sully, archevêque de Bourges</i> Geoffrey, abbé de Saint-Genou	fol. 19r-v
Août 1219	<i>Geoffrey, abbé de Saint-Genou</i>	fol. 19v §2
Août 1219	<i>Ranulfe, seigneur d'Argy</i>	fol. 19v §3
Février 1221	<i>Giraud, vice-gérant de l'official de Bourges et chanoine de Saint-Ursin de Bourges</i>	fol. 15r §1
1221	<i>Simon de Sully, archevêque de Bourges</i> R. de Marche Raoul de Moulins-sur-Céphons, prêtre et administrateur du chapitre pour cette affaire Archiprêtre de Levroux (pas de nom)	fol. 19v-20r
Mars 1223	<i>Frère Yves, abbé du Landais</i> Official de Bourges Bons hommes	fol. 25v §1
Mai 1229	<i>Simon de Sully, archevêque de Bourges</i>	fol. 5r §1
1230	<i>Raoul, archiprêtre de Levroux</i>	fol. 20v-21r
1230	<i>P., archiprêtre de Levroux</i> Abbé de Varennes I. de Forges	fol. 25v §2
Janvier 1231	<i>André de Chauvigny, seigneur de Châteauroux</i> Jean, abbé de Déols P. Turrin, prieur de Graçay	fol. 13r-v

Mars 1231	<i>Jean, archiprêtre de Levroux</i>	fol. 23r-v
Août 1231	<i>Guillaume, official de la cour de Bourges</i>	fol. 21r-v
1231	<i>Raoul, archiprêtre de Levroux</i>	fol. 21r §2
1231	<i>Raoul, archiprêtre de Levroux</i>	fol. 26r §1
Juillet 1232	<i>Jean, archiprêtre de Châteauroux</i>	fol. 20v §1
30 septembre 1232	<i>B., archiprêtre de Le Blanc</i>	fol. 18r-v
≥ 30 septembre 1232	<i>Jean, archiprêtre de Graçay</i>	fol. 18v §1
≥ 30 septembre 1232	<i>Étienne, seigneur de Saint-Palais</i>	fol. 18v §2
1232	<i>Jean, archiprêtre de Châteauroux</i>	fol. 20r §2
1232	<i>Raoul, archiprêtre de Levroux</i>	fol. 20v §2
1232	<i>Raoul, archiprêtre de Levroux</i>	fol. 23v §2
1233	<i>Raoul, archiprêtre de Levroux</i>	fol. 19r §2
1234	<i>Jean, abbé de Déols</i>	fol. 18r §2
Juillet 1235	<i>Jean, archiprêtre de Graçay</i>	fol. 21r §3

Le chapitre de Levroux fut également consulté concernant des élections de chanoines. Un exemple nous est donné par Guy Devailly indiquant qu'en 1208, Innocent III a déclaré nulle l'élection d'un prieur de la collégiale de Graçay. Le pape présente parfois son propre candidat en cas de vacance d'une dignité et chargeant plusieurs « dignitaires » du diocèse de veiller à ce que son choix soit ratifié par les électeurs. Pierre de Vic fut ainsi nommé chanoine du chapitre cathédral Saint-Etienne, l'élection n'allant pas aussi rapidement qu'il l'aurait souhaité, le pape charge l'abbé de Déols et le prieur de Levroux d'obtenir du chapitre la nomination de Pierre de Vic<sup>191</sup>. Cela nous montre un autre domaine dans lequel les chanoines ou les « dignitaires » du chapitre pouvaient jouer un rôle. La demande du pape suppose également une certaine importance du chapitre de Levroux et de l'abbaye de Déols dans le diocèse de Bourges.

<sup>191</sup> Guy DEVAILLY, *Le Berry du X<sup>e</sup> siècle au milieu du XIII<sup>e</sup>, op. cit.*, p. 479 (note de Guy Devailly : « Aug. Pothast, *Regesta pontificum Romanorum*, t. I 2, éd. Leipzig, 1991 ; t. II 2, éd. Leipzig, 1888. Ici n° 1791 et *Patrologie latine*, t. CCXIV »).

## Partie II : La promotion d'un culte guérisseur

### II.1. Les relations suivies avec les descendants des fondateurs

Comme nous l'avons vu précédemment, Eudes de Déols, fondateur du chapitre de Levroux, et d'autres chapitres en Berry, s'inséra dans un mouvement de créations de chapitres très important dans cette région. Mais qu'en est-il de ses descendants<sup>192</sup> ? La question se pose bien évidemment de savoir s'ils ont participé à l'essor du chapitre de Levroux et quel était l'état de leurs relations. Le cartulaire mentionne surtout dans les actes du chapitre Guillaume I<sup>er</sup> de Chauvigny et André II de Chauvigny. Un acte antérieur est rédigé par Raoul IV de Déols.

Mais si l'on reprend l'acte de fondation du chapitre de Levroux, un certain Raoul y est mentionné aux côtés de son père, Eudes de Déols<sup>193</sup>. Il s'agit de Raoul III, dit le Prudent, seigneur de Déols (1044-1055)<sup>194</sup>. Sa présence peut s'expliquer par une volonté d'Eudes de Déols d'assurer la pérennité de sa fondation en rendant son fils sensible autant à la fondation en elle-même qu'aux dons qu'il a pu faire au chapitre par la suite. Joseph Pêcherat indique bien que ces deux individus furent généreux envers le chapitre<sup>195</sup>. Pourtant, aucun acte ne le prouve dans le cartulaire et ils n'y sont plus mentionnés par la suite. Cette volonté de transmission aux générations présentes et futures se retrouve dans des formules récurrentes des actes, mais étonnamment elle n'est pas mentionnée dans l'acte de fondation. En revanche, elle est transcrite dans la charte de Raoul, dit Thibaud, datée approximativement de 1072<sup>196</sup>.

<sup>192</sup> Voir Annexe 9 : Généalogie comparée des Déols de Châteauroux depuis Eudes l'Ancien », p. 124.

<sup>193</sup> AD Indre, G 110, fol. 15v.

<sup>194</sup> Jacques GRESLIER, *Le cartulaire de Levroux*, thèse de doctorat de troisième cycle, sous la direction de M. PERROY puis de M. FOSSIER, Université de Paris I, 1975, vol. 1, p. 150, (note 42). Les auteurs ne s'accordent pas concernant les dates de gouvernance des seigneurs de Déols, cela est certainement dû au fait qu'aucun acte référencé n'indique la date du décès d'Eudes de Déols. Selon Nicolas CHAMBRIER, *De Déols à Châteauroux : historique et topographie*, mémoire de maîtrise d'Histoire Médiévale, sous la direction de Bernadette BARRIERE, Université de Limoges, Centre de Recherches Historiques et Archéologiques Médiévales, Juin 2000, p. 99-100, Eudes de Déols de 1012 à 1037, ou peut-être 1044 et Raoul III gouverna de 1044 à 1052. L'hésitation fut déjà marquée cinq ans auparavant par Marie Christine HEMERY, *L'abbaye de Déols et ses possessions en Limousin*, mémoire de maîtrise, Université de Limoges, 1995, document annexe « D Les seigneurs de Déols » qui date les règnes de 1012 à 1037 pour Eudes et de 1037 à 1055 pour Raoul III. Jacques GRESLIER et Marie Christine HEMERY renvoient à l'ouvrage d'Eugène HUBERT, *Cartulaire des seigneurs de Châteauroux (917-1789)*, Châteauroux, Imprimerie typographique & lithographique Badel, 1931.

<sup>195</sup> Joseph PECHERAT, *Levroux : notes et images*, Levroux, Syndicat d'initiative, 1963, p. 37.

<sup>196</sup> AD Indre, G 110, fol. 5v-6v (3B') ; Jacques GRESLIER, *Le cartulaire de Levroux*, op. cit., vol. 2, p. 91 ; p. 152 ; Jacques PERICARD, *Ecclesia Bituricensis. Le diocèse de Bourges des origines à la Réforme grégorienne*, Clermont-Ferrand, LGDJ, 2006, p. 144, l'auteur mentionne bien Raoul V (voir note suivante).

Ce seigneur a régné de 1052 à 1099. Depuis le milieu du X<sup>e</sup> siècle, le siège de la principauté territoriale de Châteauroux-Déols n'était plus Déols, mais la motte du Château-Raoul<sup>197</sup>. Cette charte est le signe d'une certaine perpétuation de la tradition des Déols concernant le culte levrousain. À travers son don, Raoul Thibaud enrichit le chapitre non seulement matériellement, par le biais des propriétés cédées, mais également par des hommes et femmes malades, qui tombent sous la domination du chapitre. De ces malades, il hérite également des contributions, levées et usages que le seigneur avait sur eux et de leurs enfants à naître. La charte indique également que le chapitre avait un « humble et maigre revenu ». Cela ne signifie pas que les successeurs d'Eudes de Déols n'aient rien apporté au chapitre, mais peut-être que le chapitre a rencontré des problèmes qui ont conduit à son appauvrissement, ou encore, la période précédant la construction de la collégiale de Levroux ne permettait peut-être pas au chapitre de recevoir autant de malades et de pèlerins qu'au début du XIII<sup>e</sup> siècle, mais aucune charte ne permet de l'affirmer. Le vide documentaire du cartulaire jusqu'en 1207 permet seulement de supposer que les seigneurs de Déols ont entretenu des relations avec le chapitre. Les actes, muets pour cette période ne nous renseignent pas sur d'éventuels échanges, mais l'obituaire mentionne le décès d'un Raoul<sup>198</sup> le 5 des calendes de décembre, sans donner d'année précise. Cet acte est développé ultérieurement dans la partie du mémoire sur la liturgie, mais il est important de préciser que la mention dans ce cartulaire n'est pas là par hasard. Il s'agit sans doute de Raoul VII, mort à Ravenne le 27 novembre 1176<sup>199</sup>. L'importance de cette personne peut venir du fait qu'il est parti en croisade, ce qui donne du prestige au souvenir de la famille de Déols. Une autre supposition serait qu'il fut généreux avec le chapitre et ainsi les chanoines auraient voulu perpétuer son souvenir. Rien ne mentionne pourtant des relations entre ce seigneur et le chapitre, ni la volonté, par ses proches, de faire célébrer son anniversaire. Cependant, une perte des sources sur ce sujet est envisageable, tout comme une élimination volontaire par les chanoines lors de la rédaction du cartulaire. Ce Raoul est le dernier seigneur de la lignée de Déols à régner sur la principauté de

<sup>197</sup> Jacques GRESLIER, *Le cartulaire de Levroux*, op. cit., vol. 1, p. 71, (note 31). Pour ce seigneur, on trouve également des désaccords. Jacques Greslier le mentionne comme Raoul IV, or Nicolas CHAMBRIER, *De Déols à Châteauroux...*, op. cit., p. 101 indique le règne d'un Raoul V Thibault, de 1058 à 1099 et Marie Christine HEMERY, *L'abbaye de Déols et ses possessions en Limousin*, op. cit., document annexe « D Les seigneurs de Déols », le date de 1058 à 1096, sans citer le surnom. Ces deux auteurs s'accordant sur le règne d'un Raoul IV l'Enfant, ayant gouverné jusqu'en 1058, les différences de dates de début de règne coïncidant avec les divergences de la note 2 pour la fin du règne de Raoul III. Raoul l'Enfant, décédé trop jeune pour laisser une descendance est ainsi parfois évincé de la liste des seigneurs de Déols, même si son existence peut être remise en question comme l'explique Nicolas Chambrier dans *De Déols à Châteauroux...*, op. cit., p. 101-102.

<sup>198</sup> AD Indre, G 110, fol. 34v §1.

<sup>199</sup> Guy DEVAILLY, *Le Berry du X<sup>e</sup> siècle au milieu du XIII<sup>e</sup>, Étude politique, religieuse, sociale et économique*, Paris, La Haye, 1973, p. 409.

Déols-Châteauroux, sa fille, Denise de Déols fut mariée à André I<sup>er</sup> de Chauvigny à Salisbury à la fin de 1189. Quand son père meurt, Denise a seulement trois ans et doit être placée sous tutelle. Son tuteur ayant le bail de son fief et étant chargé d'administrer ses biens, doit être un proche parent, qui exercera sa garde à titre de bail familial, mais elle peut être placée sous la tutelle du seigneur suzerain (Henri II Plantagenêt). Cette période troublée dans le Berry a déjà été évoquée précédemment<sup>200</sup> et montre bien les enjeux politiques qui ont donné lieu à des conflits dans cette région. Avec cette période de changement, la principauté de Déols-Châteauroux se voit régie par la famille de Chauvigny. Choisi comme époux de Denise de Déols par sa proximité et sa fidélité à Richard Cœur de Lion, il n'est pas certain qu'André de Chauvigny, chevalier du Poitou, ait eu les mêmes intérêts que la famille de Déols dans l'enrichissement du chapitre de Levroux. Ces suppositions sont confirmées en partie par Nicolas Chambrier qui indique qu'André de Chauvigny, dès son arrivée au pouvoir, s'est engagé dans une relation conflictuelle avec l'abbaye de Déols, grande puissance féodale pouvant être jalousée par rapport à la puissance du château des seigneurs de Châteauroux. En effet, l'abbaye de Déols, rendue célèbre par les miracles s'y étant déroulés, attirait les foules de pèlerins qui, par leurs dons, contribuaient à son enrichissement. Les « libertés et immunités » du Bourg de Déols était un sujet de querelle entre le seigneur et l'abbé. Le seigneur, qui avait reçu la charge de « gardien et défenseur » de l'abbaye de Déols, par le pape lui-même, n'hésita pas à aller contre cette charge. Ces conflits remontés jusqu'au pape, ce dernier ordonne à l'archevêque de Bourges d'excommunier André de Chauvigny, par une bulle du 12 mai 1196<sup>201</sup>, et de mettre sa terre en interdit. André de Chauvigny aurait également entravé le libre commerce des foires, imposé des taxes nouvelles, parmi d'autres excès, qui allaient au-delà du bourg même de Déols<sup>202</sup>. Aucun des actes du cartulaire ne concerne André de Chauvigny, les actes se font plus nombreux concernant les relations avec Guillaume de Chauvigny, son fils aîné, seigneur de Châteauroux de 1207 à 1234<sup>203</sup>. Comme son père, ce seigneur entra en conflit avec l'abbaye de Déols, il fut également excommunié ; cette sentence fut confirmée et sa terre mise en interdit<sup>204</sup>. Il se disait « patron du monastère » et ayant reçu du Saint Sièges « la garde du Bourg de Déols », s'accordant ainsi indûment des pouvoirs et des libertés. Les duels et les jugements de sang devaient avoir lieu à la cour du

<sup>200</sup> Voir Partie I.2.1 : « L'influence des villes voisines et les relations avec le chapitre », p. 30.

<sup>201</sup> Nicolas Chambrier en donne un extrait tiré du *Cartulaire des Seigneurs de Châteauroux* d'Eugène HUBERT dans Nicolas CHAMBRIER, *De Déols à Châteauroux...*, op. cit., p. 228-229, pièce 76.

<sup>202</sup> *Ibid.*, p. 127-129.

<sup>203</sup> Jacques GRESLIER, *Le cartulaire de Levroux*, op. cit., p. 68, (note 4).

<sup>204</sup> Nicolas CHAMBRIER, *De Déols à Châteauroux...*, op. cit., p. 241, pièce 97.

seigneur, et les litiges avec le monastère de Déols au sujet des « libertés, immunités, possessions, droits, revenus, coutumes et autres biens » tant au bourg de Déols qu'en dehors devaient être nombreux<sup>205</sup>. L'auteur, dont l'étude est centrée sur les relations entre les seigneurs de Chauvigny et l'abbaye de Déols, permet de faire une comparaison avec le chapitre de Levroux. Les actes du cartulaire de Levroux semblent plutôt anticiper les conflits avec le chapitre de Levroux sur des sujets similaires à ceux des querelles avec l'abbaye de Déols. En septembre 1207<sup>206</sup>, Guillaume de Chauvigny crée une foire à Levroux, dont les revenus seront destinés à l'entretien du luminaire de l'église Saint-Silvain. Dans ce même acte, ratifié par l'archevêque de Bourges, il règlemente nettement la justice de ces foires, en ne gardant que celles concernant le vol et le meurtre et indique que les marchands seront exempts de tout péage un jour avant et un jour après elles. Enfin, il cède au chapitre les revenus et les coutumes qu'il recevait des marchés sur ses terres. Ces dispositions permettent au seigneur de laisser une certaine liberté au chapitre pour la gestion de ces foires. Ayant plusieurs points d'affluence en Berry, il devait retirer des bénéfices de la venue de pèlerins et marchands sur ses terres, et la gestion des foires par un tiers pour leur propre compte lui assurait une certaine sérénité pour régler des conflits dans la principauté. Peut-être même le seigneur voulait-il faire de Levroux un pôle de concurrence majeur à l'abbaye de Déols. En juin 1214<sup>207</sup>, Guillaume de Chauvigny produit un acte afin de clarifier un certain nombre de clauses avec le chapitre. Il reprend notamment les points concernant les malades accueillis au porche, qui devaient être examinés afin d'authentifier l'infection, et explique que les héritiers nés avant l'infection des parents restent sous la domination du seigneur et ceux nés après reviennent au chapitre. Il règlemente la justice dans l'enceinte de Châteauneuf, la cour de l'église étant juge et les baillis du seigneur étant chargés de l'exécution de la sentence. Un point est identique avec l'abbaye de Déols : les duels devaient se produire dans la cour du seigneur. Il est facile d'imaginer que le seigneur généralisait ses décisions dans l'ensemble des établissements de sa principauté et relevant de sa justice. Il accorde diverses libertés (notamment à la ville d'Estigny) et statue sur les litiges entre lui et le chapitre, mais également sur les saisies de biens ou de personnes appartenant aux chanoines et affirme n'avoir aucun droit sur les vins achetés ou vendus, rejoignant ainsi l'acte de mars 1217<sup>208</sup> dans lequel il

---

<sup>205</sup> *Ibid.*, p. 129-130.

<sup>206</sup> AD Indre, G 110, fol. 25r §2 ; Abbé P. S. MOREAU, « Chapitre de Saint-Silvain de Levroux », *BSAC*, t. III, 1897-02, p. 109-121, p. 115 ; Guy DEVAILLY, *Le Berry du X<sup>e</sup> siècle au milieu du XIII<sup>e</sup>*, *op. cit.*, p. 441.

<sup>207</sup> AD Indre, G 110, fol. 5v-6v (3A).

<sup>208</sup> AD Indre, G 110, fol. 5v-6v (3B).



ratifie la charte de Raoul de Déols datée approximativement de 1072<sup>209</sup> et ajoute que tout achat ou vente du chapitre relève de l'autorité du chapitre, sauf concernant les ventes de viandes, ainsi que l'obligation pour les seigneurs et sénéchaux de Châteauroux et les prévôts de Levroux, une fois installés, de respecter la teneur de ses chartes<sup>210</sup>. Il soumet tous ceux qui y désobéiront à la justice ecclésiastique. Ces trois actes sont le reflet des querelles entre le seigneur et l'abbaye de Déols. Ce n'est donc pas par hasard que trois des quatre actes évoqués fassent partie d'une compilation d'actes dont le premier est une demande d'insertion des autres actes dans la charte de l'archevêque de Bourges en avril 1220<sup>211</sup>. Cela devait sous-entendre une ratification des actes pour leur donner plus de poids. Le premier acte ayant été produit en 1214, les contestations devaient être importantes pour que l'archevêque lui-même confirme les droits du chapitre six ans après. Les diverses excommunications et ces différends peuvent expliquer les arbitrages de litiges entre le seigneur et le chapitre de Levroux par l'archevêque de Bourges ou l'abbé de Déols, prenant certainement position pour défendre ou restituer les droits du chapitre. En mars 1235<sup>212</sup>, un acte met fin à un litige entre le chapitre et le seigneur, Guillaume de Chauvigny. Tout d'abord, le seigneur renonce à des droits et à des individus au profit du chapitre et exonère ces personnes d'obligations qu'il leur demandait sur des terres jouxtant les siennes, notamment d'enlever un mur. Cet acte est intéressant car en 1218, André de Chauvigny devient seigneur de Levroux apanagé par son frère aîné, Guillaume n'est donc plus amené à contester les droits du chapitre dans Levroux. Cet acte concerne des terres situées certainement près de Châteauroux et sous sa domination. Mais les actes concernant les relations entre le seigneur et le chapitre n'étaient pas seulement de nature conflictuelle : en juin 1216<sup>213</sup>, Guillaume de Chauvigny reconnaît que sa mère, Denise de Déols, a fait un legs au chapitre de Levroux de 60 sous pour célébrer son anniversaire. Cependant, le seigneur fait ajouter la commémoration du sien, sans rien ajouter au don de sa mère. Si cela ne montre pas vraiment d'animosité entre les parties, le seigneur ne semble pas faire d'effort pour l'enrichir ou participer à son développement. Un acte similaire d'avril 1221<sup>214</sup> concerne une rente donnée par Guillaume de Chauvigny à son clerc, Pierre de Chatillon. La rente, à sa mort, reviendra à l'église de ce chapitre pour fêter l'anniversaire du clerc. Les dons pour célébrer les anniversaires sont très fréquents et le fait que le seigneur

<sup>209</sup> AD Indre, G 110, fol. 5v-6v (3B').

<sup>210</sup> Jacques-Joseph CHAMPOLLION-FIGEAC, *DHI*, Paris, Typographie de Firmin Didot Frères, 1841, t. 1, p. 222.

<sup>211</sup> AD Indre, G 110, fol. 5v-6v (3).

<sup>212</sup> AD Indre, G 110, fol. 16r-v.

<sup>213</sup> AD Indre, G 110, fol. 13r §1 ; Jacques GRESLIER, *Le cartulaire de Levroux*, *op. cit.*, vol. 2, p. 154.

<sup>214</sup> AD Indre, G 110, fol. 13r §2.



n'aille pas contre ces décisions démontre une certaine tradition liturgique, même pour un seigneur moins pieux que les Déols eux-mêmes. D'ailleurs, la plupart des membres de la famille des Chauvigny sont inhumés dans l'église des Cordeliers, dont le couvent qui acquit rapidement de l'importance, bénéficia de la protection des puissants seigneurs de Châteauroux qui gratifièrent les frères mineurs de leurs bienfaits. Guillaume I<sup>er</sup> fait exception, il est inhumé dans l'abbatiale de Déols<sup>215</sup>. Cependant, là où certains individus faisaient de multiples dons pour célébrer leur anniversaire dans plusieurs établissements ecclésiastiques, aucune mention autre que celle évoquée ci-dessus n'est présente pour les anniversaires des seigneurs de Chauvigny. Il reste à étudier les actes d'André de Chauvigny, mais il convient de dire préalablement que, même si les actes de Guillaume sont moins nombreux que ceux de son frère, ils cimentent bien les relations entre les seigneurs et le chapitre, et ont dû apaiser les éventuelles tensions suscitées dans les relations que leur père avait avec le chapitre. Cela ne signifie pas que des querelles n'avaient plus lieu, chacun cherchant toujours à s'approprier la part de l'autre pour mieux servir ses intérêts, et Guillaume de Chauvigny ne devait pas laisser ses droits au chapitre de bon cœur. Ces bases ont été reprises par André de Chauvigny, qui, en 1220<sup>216</sup>, prête serment pour que soient perpétuées les chartes de son frère, Guillaume, ce qui démontre bien leur importance. Cette tradition devait être reprise par les seigneurs suivants, au-delà de la période étudiée puisque qu'André de Chauvigny a régné jusqu'environ 1254, Jean de Chauvigny étant qualifié de seigneur cette année là. Moreau indique également qu'André de Chauvigny avait reçu avec la châtelainie de Levroux, « celle de Saint-Chartier, ainsi que les justices de Neuvy-Pailloux, de la Champenoise, de Bouges, de Montierchaume, de Montaboulin, de Vouillon, de Notz, de Coings, de Brion et de Bretagne. Raoul, l'autre frère de Guillaume, reçut Châteaumeillant et Montrésor. On voit que le droit d'aînesse n'était pas au Moyen Âge ce que l'on a prétendu. Les frères cadets avaient d'assez belles dotations »<sup>217</sup>. La grande principauté de Déols-Châteauroux semble donc avoir été divisée au début du XIII<sup>e</sup> siècle entre les fils de Denise de Déols, formant notamment la branche des Chauvigny de Levroux avec André<sup>218</sup>. Pourtant, malgré le serment d'André de Chauvigny, les querelles ont persisté entre le seigneur et le chapitre. Comme pour les actes de Guillaume de Chauvigny,

<sup>215</sup> Nicolas CHAMBRIER, *De Déols à Châteauroux...*, op. cit., p. 135.

<sup>216</sup> AD Indre, G 110, fol. 6v §2 ; AD Indre, G 110, fol. 12v §2. Les deux actes sont identiques, seul le nom du seigneur varie : sur le premier acte « *Willermus de Calviniano* » et « *Guille[r]mus* » sur le deuxième (non édité par Jacques Greslier). Moreau semble évoquer cet acte, mais le date de 1228, aucun acte du cartulaire ne justifiant ses propos, dans Abbé P. S. MOREAU, « Chapitre de Saint-Silvain de Levroux », art. cit., p. 118.

<sup>217</sup> Abbé P. S. MOREAU, « Chapitre de Saint-Silvain de Levroux », art. cit., p. 119.

<sup>218</sup> L'abbé Moreau parle ainsi parfois d'André I<sup>er</sup> qu'il ne faut pas confondre avec son père, les dates ne permettant pas de faire de confusion.

certaines actes visant à encadrer les relations entre le seigneur et le chapitre, sont accompagnés de dons au chapitre, certainement des cas litigieux et réglés par l'arbitrage de tiers. En mai 1229<sup>219</sup>, l'archevêque de Bourges arbitre une querelle concernant les corvées biannuelles que devaient effectuer les hommes du chapitre pour le seigneur. Cet acte détaille avec précision les corvées et la période à laquelle elles doivent être effectuées, selon les fonctions des hommes et s'ils ont des animaux de trait ou non. L'acte précise que la question des pertes et préjudices reste sous silence. Le 23 janvier 1231<sup>220</sup>, Jean, abbé de Déols arbitre et juge, avec P. Turrin, le prieur de Graçay, un litige entre André de Chauvigny et le chapitre. Celui-ci concerne la partie d'une dîme donnée au chapitre de Levroux alors qu'elle avait été achetée auparavant par le seigneur. Ce dernier donne seulement des parts des blés aux clercs chargés de l'intendance de cette dîme. C'est le seul cas où le seigneur est évincé au profit du chapitre, les autres litiges semblant, pour la plupart, mettre en cause la famille de Chauvigny. Le 12 juin 1235, André de Chauvigny et le chapitre mettent fin aux querelles concernant les perceptions des bans autour de la Pâques et règlent la question des confiscations de biens saisis par les différentes justices à la suite de leurs querelles<sup>221</sup>. Des actes non étudiés sont plus explicites sur les litiges, ma démonstration s'appuie principalement sur les commentaires de Jacques Greslier. L'acte du lundi 28 mai 1235<sup>222</sup> évoque l'excommunication d'André de Chauvigny et l'interdit qui a frappé ses terres et ses hommes. Le règlement des litiges ne devait pas tarder à se produire entre le seigneur et le chapitre. Le résumé de cet acte<sup>223</sup> peut rendre compte des tensions évoquées par Nicolas Chambrier, qu'il y avait entre André de Chauvigny, seigneur de Châteauroux, Guillaume de Chauvigny et l'abbaye de Déols, les seigneurs ne manifestant apparemment pas la volonté d'éviter les querelles avec le chapitre et laissant leurs hommes commettre des exactions envers lui. Entre 1231<sup>224</sup> et 1235, selon la datation de Jacques Greslier, un arbitrage entre André de Chauvigny et le chapitre eut lieu au

<sup>219</sup> AD Indre, G 110, fol. 5r §1.

<sup>220</sup> AD Indre, G 110, fol. 13r-v.

<sup>221</sup> AD Indre, G 110, fol. 13v §2 ; Jacques GRESLIER, *Le cartulaire de Levroux*, op. cit., p. 299 ; p. 378.

<sup>222</sup> AD Indre, G 110, fol. 9r-v (6A) (non étudié) ; Abbé P. S. MOREAU, « Chapitre de Saint-Silvain de Levroux », *BSAC*, t. III, 1897-03, p. 157-169, p. 161 ; Jacques GRESLIER, *Le cartulaire de Levroux*, op. cit., p. 378 ; p. 405. MOREAU rapporte l'évènement en indiquant que l'excommunication a été prononcée par Philippe Berruyer, archevêque de Bourges (1232-1260 pour certaines listes), or Jacques GRESLIER mentionne la vacance du siège épiscopal, confirmée par l'acte, après avoir eu à sa tête Pierre de Châteauroux de 1232 à 1234, mais qui n'est pas mentionné dans toutes les listes des archevêques de Bourges. Que penser de cette éviction ? Peut-être qu'il n'était pas sacré archevêque de Bourges, mais seulement administrateur apostolique.

<sup>223</sup> Jacques GRESLIER, *Le cartulaire de Levroux*, op. cit., vol. 1, p. 84.

<sup>224</sup> Voir note 222 : Jacques GRESLIER note 1232, car il différencie les dates données en ancien style et en nouveau style. Choissant l'ancien style, mes datations sont celles inscrites directement sur l'acte.

sujet des droits sur les revenus des foires lors de la Fête du Chef<sup>225</sup>. Cet acte montre tout d'abord qu'André de Chauvigny est allé contre son serment de respecter les chartes de son frère. Il fait référence à deux actes évoqués précédemment : l'acte de mai 1229<sup>226</sup> concernant les corvées biennuelles et celui de janvier 1231<sup>227</sup> sur l'éviction du seigneur au profit du chapitre pour une dîme qu'il avait achetée. L'excommunication d'André de Chauvigny apparaissant comme une sentence ultime, cet acte peut se situer entre 1231 et 1235. Moreau indique des clauses qui auraient été statuées par le chapitre Saint-Étienne de Bourges sur lesquelles deux enquêteurs « pris dans son sein » devaient se prononcer. L'auteur nous en donne sept, mais ne cite pas le document sur lequel il s'appuie<sup>228</sup>. Parmi ces clauses, la sixième indique que « les enquêteurs l'obligent [André de Chauvigny] à fournir annuellement un mouton au jour de l'Ascension », Moreau évoquait plus haut que le seigneur refusait de se soumettre à cette offrande, induisant un lien de sujétion d'André de Chauvigny au chapitre<sup>229</sup>. Encore une fois, l'auteur ne précise pas les documents sur lesquels il s'appuie, ni si ce refus avait lieu avant ou après la sentence des enquêteurs. Il faut bien remarquer aussi que la fin de la querelle sur les perceptions des bans autour de la Pâques a eu lieu quinze jours après la sentence d'excommunication, peut-être un signe d'apaisement entre les parties. André de Chauvigny aurait été plus souple avec le chapitre à la fin de sa vie<sup>230</sup>. Au-delà de ces litiges, un acte de mai 1235<sup>231</sup>, unique pour la période, mentionne qu'André de Chauvigny a pris sous sa garde un clerc, Pierre Chevrier, qui avait frappé une femme, décédée quinze jours après. L'inventaire des Archives de l'Indre évoque une grâce qui lui est accordée. Mais dans l'acte en lui-même, il n'est pas mentionné de grâce, il est envisageable qu'elle ait eu lieu par la suite. L'acte se présente plutôt comme une protection du seigneur envers le clerc, mais donne également l'impression de vouloir apaiser les populations au lieu de juger l'accusé.

À travers ces différents actes, on voit tout d'abord la diversité de leur contenu, mais également la récurrence des litiges et des sentences de règlement de conflits depuis l'arrivée au pouvoir des Chauvigny en Berry qui contraste nettement avec la piété des Déols de leur temps, qui étaient plutôt généreux. Au-delà des relations avec le chapitre, les Déols avaient réussi à avoir le contrôle sur le Berry à travers des mariages notamment, car la plupart des

<sup>225</sup> AD Indre, G 110, fol. 8r (non étudié) ; Jacques GRESLIER, *Le cartulaire de Levroux*, op. cit., vol. 2, p. 51.

<sup>226</sup> AD Indre, G 110, fol. 5r §1.

<sup>227</sup> AD Indre, G 110, fol. 13r-v.

<sup>228</sup> Abbé P. S. MOREAU, « Chapitre de Saint-Silvain de Levroux », art. cit., p. 161-163.

<sup>229</sup> *Ibid.*, p. 160.

<sup>230</sup> *Ibid.*, p. 166.

<sup>231</sup> AD Indre, G 110, fol. 16v §2 ; Abbé P. S. MOREAU, « Chapitre de Saint-Silvain de Levroux », art. cit., p. 164 ; Jacques GRESLIER, *Le cartulaire de Levroux*, op. cit., p. 406.

seigneurs du Berry étaient en famille avec les Déols : « des branches de la maison de Déols dominaient déjà au milieu du XI<sup>e</sup> siècle autour de La Châtre ; une génération après à Issoudun et Boussac ; Charenton à la toute fin du siècle puis à Châteaumeillant et à Levroux »<sup>232</sup>. Les Chauvigny semblent avoir procédé de la même manière<sup>233</sup>, mais en divisant le territoire entre les fils d'André de Chauvigny, seigneur de Châteauroux, permettant d'avoir le contrôle sur des terres moins vastes que la grande principauté « qui s'étendait de Charenton aux portes du Blanc et de Vatan à Aigurande »<sup>234</sup>.

## II.2. Autour du culte de Silvain, saint thaumaturge, et liturgie du chapitre

### II.2.1. Le culte local des saints

La légende de saint Silvain est très ancienne. En effet, il est assimilé au Zachée de l'Évangile, et serait donc contemporain de Jésus<sup>235</sup>. Il aurait été envoyé par saint Pierre pour évangéliser le Berry. Cette légende, traduite fidèlement par l'abbé Moreau, est tirée des leçons qui se récitaient depuis longtemps à l'office de la fête de saint Silvain, par les chanoines de Levroux, et par les moines bénédictins de l'abbaye de Déols<sup>236</sup> aux jours de l'octave de la fête du saint<sup>237</sup>. La vénération de saint Silvain n'est pas propre à Levroux ou au diocèse de Bourges, on retrouve ces légendes dans le Poitou, avec un saint Silvain parfois assimilé à d'autres saints locaux, comme saint Roc-Amadour, ermite en Quercy. Les légendes sont détournées localement, Moreau évoque la tradition du saint dans le Poitou<sup>238</sup>, et elles semblent parfois s'opposer. Ainsi, à Limoges et à Montmorillon, saint Silvain est représenté en

<sup>232</sup> Françoise Michaud-Frejaville, « Le Bas-Berry et le roi de France », dans *Berry médiéval*, Châteauroux, Service Éducatif et Action Culturelle des Archives départementales de l'Indre, 2009, p. 9-16, p. 11 ; voir Nicolas CHAMBRIER, *De Déols à Châteauroux...*, op. cit., p. 319-320, pour une généalogie de la maison de Déols ; Voir Annexe 9 : « Généalogie comparée des Déols de Châteauroux depuis Eudes l'Ancien », p. 124.

<sup>233</sup> Pour la généalogie de la maison de Chauvigny, voir Nicolas CHAMBRIER, *De Déols à Châteauroux...*, op. cit., p. 321-323.

<sup>234</sup> Françoise Michaud-Frejaville, « Le Bas-Berry et le roi de France », art. cit., p. 11 ; les cartes de la seigneurie de Déols au XII<sup>e</sup> siècle dans Nicolas CHAMBRIER, *De Déols à Châteauroux*, op. cit., p. 299-300 permettent de bien mesurer l'étendue des terres relevant de la seigneurie de Déols et l'importance de cette principauté, reproduites en Annexe 3 : « Deux cartes de la seigneurie de Déols au XII<sup>e</sup> siècle », p. 117-118.

<sup>235</sup> Gaspard THAUMAS DE LA THAUMASIERE, *Histoire de Berry*, Bourges, François Toubreau, 1689, p. 566 ; MM. DE LA TREMBLAIS et DE LA VILLEGILLE, « Levroux », dans *EPDI*, Châteauroux, J.-B. Migné, 1854, p. 282 ; Jacques GRESLIER, *Le cartulaire de Levroux*, op. cit., p. 15.

<sup>236</sup> Abbé P. S. MOREAU, « Chapitre de Saint-Silvain de Levroux », *BSAC*, t. II, 1896-02, p. 114-126, p. 114-115.

<sup>237</sup> Abbé P. S. MOREAU, « Chapitre de Saint-Silvain de Levroux », *BSAC*, t. II, 1896-03, p. 200-214, p. 210.

<sup>238</sup> *Ibid.*, p. 203.

évêque<sup>239</sup>, Jacques Greslier fait même le rapprochement avec les légendes de saint Martial pour Limoges et de saint Front de Périgueux<sup>240</sup>. En Berry il n'est aucunement fait référence à l'épiscopat du saint. Les traditions cultuelles locales, forgées avec le temps, peuvent néanmoins être rejetées par des personnes averties, venant des diocèses voisins et se trouvant face à la vénération d'un saint assimilé au leur. C'est le cas de l'abbé Bourrières, comme le rapporte Moreau (sans en citer l'ouvrage), qui rejette les traditions de Levroux car il les croit contraires à celles du Quercy<sup>241</sup>. Il est important de préciser qu'une opposition entre les ouvrages de deux abbés, tendant chacun à promouvoir leur culte local, n'est pas étonnante, chacun voulant mettre en valeur ses propres traditions hagiographiques.

Les traditions concernant le culte de saint Silvain à Levroux se retrouvent dans d'autres églises du Berry. La légende doit donc reposer sur des fondements qui ont probablement disparu avec le temps, les guerres et les pillages<sup>242</sup> et qui ont certainement évolué. De plus, des récits tardifs des vies des saints ou des découvertes extraordinaires après une perte des reliques peuvent entraîner une suspicion de fabrication de fausses reliques ou de faux récits, dans le but de réhabiliter des saints ou de forger de nouveaux cultes.

La légende de saint Silvain lui fait rencontrer saint Silvestre, qui l'accompagne dans sa mission d'évangélisation du Bas-Berry et qui, au cours de ce voyage, est ressuscité par « [l']ardente prière » de saint Silvain. Sur leur route, ils rencontrent sainte Rodène, qui, fiancée à saint Corusculus (saint Dioscorusculus ou saint Courroux), « renonce à tous les avantages que lui offre une noble alliance », demande le baptême et rejoint les deux saints « au pays des Bituriges, dans le lieu désigné par saint Pierre ». Saint Corusculus s'élance à leur poursuite avec quarante-quatre cavaliers et les retrouve à Gabatum (nom gallo-romain de Levroux), Rodène se défigure et se montre ainsi devant lui et saint Silvain qui produit un miracle en lui restituant un visage intact. Voyant cela, saint Corusculus et ses troupes font demi-tour et se retrouvent enfoncés dans la vase. Ils s'en retournent à genoux et sur leurs coudes implorer la miséricorde de saint Silvain et demander le baptême. Saint Corusculus aurait ensuite reçu sa sépulture dans l'église de Déols, mais il n'apparaît dans aucun document médiéval provenant de Levroux<sup>243</sup>. Saint Silvain et saint Silvestre auraient ensuite consacré une église Saint-Pierre, sans doute celle située au nord de la collégiale<sup>244</sup>, et « aveugles,

---

<sup>239</sup> *Ibid.*, p. 202-203.

<sup>240</sup> Jacques GRESLIER, *Le cartulaire de Levroux*, *op. cit.*, p. 19.

<sup>241</sup> Abbé P. S. MOREAU, « Chapitre de Saint-Silvain de Levroux », *art. cit.*, p. 202.

<sup>242</sup> Abbé P. S. MOREAU, « Chapitre de Saint-Silvain de Levroux », *BSAC*, t. II, 1896-02, p. 114-126, p. 123.

<sup>243</sup> Jacques GRESLIER, *Le cartulaire de Levroux*, *op. cit.*, p. 24.

<sup>244</sup> *Ibid.*, p. 22.

boiteux, lépreux, paralytiques et possédés du démon, se rend[ai]ent à Gabatum et en repart[ai]ent guéris »<sup>245</sup>. Ce récit sommaire, détaillé par l'abbé Lamy<sup>246</sup> se retrouve globalement chez Jacques Greslier<sup>247</sup> et montre bien les prémices du culte de ces trois saints à Levroux. Raoul de Déols, dans une charte datée vers 1072<sup>248</sup>, évoque cette église « patronnée par les Saints confesseurs Silvain et Silvestre et d'autres Saints ». Saint Silvain devait y prendre une place particulière pour que le chapitre ne soit dédié qu'à lui. Les légendes de ces trois saints patrons de Levroux se retrouvaient parmi les titres possédés par le chapitre de Levroux dans un manuscrit in-4°, déposé en l'an X à Châteauroux avec le cartulaire, mais perdu depuis<sup>249</sup>.

Le culte de saint Silvain va au-delà du diocèse de Bourges, comme il a été dit précédemment pour les régions méridionales de Levroux. Le culte s'est étendu à Beaumont-Village en Touraine également, comme l'atteste un ensemble de peintures murales de la fin du XIII<sup>e</sup> siècle ou du début du XIV<sup>e</sup> siècle<sup>250</sup>. Cette diffusion du culte levrousain n'est pas étonnante quand on sait que des malades venaient d'Indre-et-Loire à Levroux pour guérir de leur mal. Dans la région levrousaine, le culte de saint Silvain « progressa tôt »<sup>251</sup>, ce qui est attesté dans un calendrier liturgique, non daté, provenant de l'abbaye du Landais<sup>252</sup>. En revanche, il existe également des saints homonymes à Silvain, notamment saint Sylvain, vénéré dans la Marche, martyrisé à Aun au début du V<sup>e</sup> siècle et fêté le 16 octobre<sup>253</sup>. Aujourd'hui, le chapitre et la collégiale de Levroux sont communément dédiés à saint Sylvain. Cette distinction entre les deux saints n'est donc plus visible par simple distinction orthographique et c'est ce qui explique mon choix d'écrire Silvain pour évoquer le saint de Levroux.

À Levroux, plusieurs fêtes importantes sont dédiées à saint Silvain : le bréviaire de Bourges atteste la date du 22 septembre pour la fin du Moyen Âge par la plus ancienne version de la vie du saint contenant l'intégralité de l'office récité ce jour, les prières et les récits lus lors de

<sup>245</sup> *Ibid.*, p. 17.

<sup>246</sup> Abbé LAMY, « Tableau historique des paroisses, églises & chapelles du Bas-Berry diocèse de Bourges », *BSAC*, t. III, 1897-01, p. 50-84, p. 53-54.

<sup>247</sup> Jacques GRESLIER, *Le cartulaire de Levroux*, *op. cit.*, p. 16-18.

<sup>248</sup> AD Indre, G 110, fol. 5v-6v (3B').

<sup>249</sup> Jacques-Joseph CHAMPOLLION-FIGEAC, *DHI*, *op. cit.*, p. 222.

<sup>250</sup> Jacques GRESLIER, *Le cartulaire de Levroux*, *op. cit.*, p. 59.

<sup>251</sup> *Ibid.*, p. 57. Cette expression est assez relative. S'il l'on s'en tient à la période autour de l'an mil pour le commencement du culte levrousain, on peut en effet dire que le culte a progressé rapidement. S'il l'on prend en compte les légendes de saint Martin, concernant le culte de saint Silvain, la diffusion semble plutôt lente et tardive. Il faut également prendre en compte le vide documentaire pour la période entre saint Martin et la fondation du chapitre de Levroux.

<sup>252</sup> *Ibid.*

<sup>253</sup> *Ibid.*, p. 58.



l'octave de cette fête, ainsi que le 1<sup>er</sup> mai, date d'une des translations des reliques du saint et le 1<sup>er</sup> dimanche de septembre, jour de la fête de sa seconde translation<sup>254</sup>. La plus importante est la fête du Chef, célébrée le cinquième dimanche après Pâques. À l'époque médiévale, elle durait trois jours<sup>255</sup>, période qui correspond également aux foires qui ont lieu à Levroux et pendant lesquelles les pèlerins pouvaient venir nombreux. Lors de cette fête, les chapelles contenant les reliques étaient gardées par un chanoine afin d'éloigner les *bêlîtres* et les *chandellières*<sup>256</sup>. Le principal pèlerinage a lieu le dimanche qui suit le 22 septembre, mais il commence un mois avant et finit un mois après<sup>257</sup>.

Nous ne savons pas où était situé le tombeau primitif des saints Silvain, Silvestre et sainte Rodène. Moreau évoque la possibilité d'une première translation des reliques par saint Martin dans une église qu'il aurait fait construire sur les ruines du temple païen qu'il a détruit<sup>258</sup>. Il évoque une deuxième translation lors de la consécration du monument fondé par dame Ildesendis<sup>259</sup>. Le premier dimanche de septembre 1207, saint Guillaume, archevêque de Bourges, aurait effectué une nouvelle translation des reliques dans l'église collégiale<sup>260</sup>, ce qui laisse croire qu'à cette époque, la collégiale était définitivement achevée et que le chapitre pouvait officier à l'intérieur. L'abbé Moreau traduit les leçons de l'ancien bréviaire (sûrement celui de Bourges) le jour de l'anniversaire de la translation<sup>261</sup> et Jacques Greslier narre sensiblement le même récit, en s'appuyant sur un manuscrit qu'il ne cite pas<sup>262</sup>. En 1260, il y eut une ambiguïté dans le nombre de reliques se trouvant à Levroux : un inventaire du trésor de la collégiale<sup>263</sup> ne fait pas état du Chef de saint Silvain, mais mentionne son bâton pastoral,

<sup>254</sup> *Ibid.*, p. 16.

<sup>255</sup> Abbé P. S. MOREAU, « Chapitre de Saint-Silvain de Levroux », *BSAC*, t. II, 1896-03, p. 200-214, p. 202 ; t. III, 1897-03, p. 157-169, p. 160 ; Jacques GRESLIER, *Le cartulaire de Levroux*, *op. cit.*, p. 42.

<sup>256</sup> Abbé LAMY, « Tableau historique des paroisses, églises & chapelles du Bas-Berry diocèse de Bourges », art. cit., p. 64.

<sup>257</sup> Abbé P. S. MOREAU, « Chapitre de Saint-Silvain de Levroux », *BSAC*, t. II, 1896-03, p. 200-214, p. 204.

<sup>258</sup> Abbé P. S. MOREAU, « Chapitre de Saint-Silvain de Levroux », *BSAC*, t. II, 1896-04, p. 279-291, p. 279.

<sup>259</sup> *Ibid.*, p. 281.

<sup>260</sup> Abbé LAMY, « Tableau historique des paroisses, églises & chapelles du Bas-Berry diocèse de Bourges », art. cit., p. 61. Pour cette translation, dans Abbé P. S. MOREAU, « Chapitre de Saint-Silvain de Levroux », *BSAC*, t. III, 1897-02, p. 109-121, p. 112-114, l'auteur évoque la troisième translation des reliques alors que Jacques Greslier, qui ne mentionne pas les deux premières, parle d'une première translation dans Jacques GRESLIER, *Le cartulaire de Levroux*, *op. cit.*, p. 28 ; p. 385. La datation de cette translation pose également des problèmes : Jacques Greslier indique que l'année est indéterminée, s'accordant pour le premier dimanche de septembre, dans Jacques GRESLIER, *Le cartulaire de Levroux*, *op. cit.*, p. 29, comme l'abbé Moreau qui, lui, la date vers 1208, dans Abbé P. S. MOREAU, « Chapitre de Saint-Silvain de Levroux », art. cit., p. 112.

<sup>261</sup> Abbé P. S. MOREAU, « Chapitre de Saint-Silvain de Levroux », art. cit., p. 112-114.

<sup>262</sup> Jacques GRESLIER, *Le cartulaire de Levroux*, *op. cit.*, p. 29-31.

<sup>263</sup> AD Indre, G 110, fol. 8v §1 (non étudié car hors période).

son bras reliquaire ainsi que celui de saint Silvestre<sup>264</sup>. Vers 1352, les reliques ont été en partie transportées à La Celle-Bruères pour les soustraire à la cupidité des gens de guerre<sup>265</sup>. Leur authenticité a été remise en cause à plusieurs reprises, et leur état aurait été constaté en 1439 par monseigneur Henri d'Avaugour, en 1444, et enfin en 1505 par Guillaume de Cambray<sup>266</sup>.

## II.2.2. Le culte guérisseur

Selon Jacques Greslier, l'édification du premier lieu de culte dédié à saint Silvain devait se trouver à l'emplacement de la collégiale du XIII<sup>e</sup> siècle<sup>267</sup>. Il s'agit probablement de l'église fondée par dame Ildesendis. Pourtant, saint Martin, évêque de Tours, serait venu entretenir le culte de saint Silvain chaque année par un pèlerinage<sup>268</sup>. Une série de prodiges se sont déroulés sur les lieux du pèlerinage ou sur le chemin, deux sont rapportés par Moreau, repris des écrits de Sulpice Sévère par son sérieux et la proximité qu'il avait avec saint Martin<sup>269</sup>. Jacques Greslier évoque le premier miracle, concernant la destruction d'un temple païen par saint Martin par l'intercession divine, miracle que l'on retrouve également dans la traduction de la *Vie de saint Martin* par Richard Viot<sup>270</sup>. Cependant, le second miracle, n'est pas rapporté par Jacques Greslier. Il est possible de l'assimiler au miracle du lépreux de la *Vie de saint Martin*, mais le texte précise seulement que l'évêque retournait à Paris, sans indiquer où s'est passé le miracle<sup>271</sup>. Cela peut donc être remis en question, mais une légende veut que Levroux doive son nom au culte de la lèpre<sup>272</sup>, ou à la guérison de lépreux, ce qui est un

<sup>264</sup> Jacques GRESLIER, *Le cartulaire de Levroux*, op. cit., p. 31.

<sup>265</sup> Abbé P. S. MOREAU, « Chapitre de Saint-Silvain de Levroux », *BSAC*, t. VII, 1901-03, p. 181-202, p. 183.

<sup>266</sup> *Ibid.*, p. 184-186 ; Abbé LAMY, « Tableau historique des paroisses, églises & chapelles du Bas-Berry diocèse de Bourges », art. cit., p. 61.

<sup>267</sup> Jacques GRESLIER, *Le cartulaire de Levroux*, op. cit., p. 24.

<sup>268</sup> Abbé P. S. MOREAU, « Chapitre de Saint-Silvain de Levroux », *BSAC*, t. II, 1896-03, p. 200-214, p. 206.

<sup>269</sup> *Ibid.*, p. 206-209 ; Richard VIOT, *Vie de saint Martin par Sulpice Sévère disciple de saint Martin*, Tours, Imprimerie A<sup>d</sup> Mame et Cie, 1861, p. 35-36.

<sup>270</sup> Jacques GRESLIER, *Le cartulaire de Levroux*, op. cit., p. 13 – 15 ; Richard VIOT, *Vie de saint Martin...*, op. cit., p. 35-36 ; L. A. LABOURT, « Lettres archéologiques destinées à M. le duc de Luynes, sur son château de Lucheu », *MSAP*, t. XIII, 1854, série 2, p. 303.

<sup>271</sup> Richard VIOT, *Vie de saint Martin...*, op. cit., p. 40-41.

<sup>272</sup> A. SINAULT, « À propos de Levroux », *BSAC*, t. IV, 1898-01, p. 88-103, p. 88. Dans cet article, l'auteur n'évoque Levroux qu'à travers le culte de la lèpre et ses étymologies, cette démonstration n'est pas la plus probante. L'origine de l'appellation de la ville est sujette à discussion : dans Gaspard THAUMAS DE LA THAUMASIERE, *Histoire de Berry*, op. cit., p. 566, l'auteur évoque le nom venant d'un Raoul de Déols donnant le suffixe « roux », comme pour Châteauroux. Cette thèse ne semble pas convaincante. Dans Richard VIOT, *Vie de*



prétexte facile pour justifier la venue de ladres au porche du chapitre de Levroux. Le culte à la lèpre est mentionné comme remontant aux temps gallo-romains en Berry<sup>273</sup>. La thèse de la lèpre est remise en cause par Jacques Greslier car les symptômes indiqués dans les actes du chapitre évoquent des brûlures, alors que la lèpre « tend à anesthésier la sensibilité »<sup>274</sup>. Une oraison des archevêques de Bourges, sans plus de précision de l'abbé Moreau, mentionne le feu dans les membres des malades. Le culte du saint auxiliaire était présent au-delà des limites de Levroux et jusque dans les diocèses voisins, comme à Blois, Nevers, Limoges et Tours. Les bénédictins de Déols et les chanoines de Saint-Martin (Moreau sous-entend probablement le chapitre collégiale de Tours) « se distinguaient par leur piété envers le pasteur de Levroux ». Ils célébraient la fête du saint et récitaient le même office que celui du chapitre de Levroux<sup>275</sup>. Les récits de miracles de saint Silvain sont peu nombreux. Moreau en rapporte six mais sans les dater<sup>276</sup>. Levroux, par sa situation géographique, est une localité idéale pour accueillir des foules de malades. Son accès est commode par les voies antiques<sup>277</sup>. Parmi les 419 malades référencés par Jacques Greslier, la maladie est localisée corporellement pour 13 cas<sup>278</sup>, les symptômes présentant des douleurs sur la peau et à l'intérieur du corps. Ce mal avait des proportions épidémiques autour de l'an mil<sup>279</sup>. Son analyse de la maladie est très intéressante : il en ressort une sorte de dermatose<sup>280</sup> (maladie de peau) et une possibilité d'érysipèle<sup>281</sup> (maladie infectieuse caractérisée par l'inflammation superficielle de la peau), zonas ou charbons<sup>282</sup>. Cette maladie se guérissait entre cinq et huit jours, ce qui explique que certains malades étaient guéris en une semaine<sup>283</sup>.

Concernant le pèlerinage, le cartulaire est peu explicite pour en connaître les moments majeurs. Jacques Greslier fait surtout référence à des documents de la fin du Moyen Âge ou

---

*saint Martin...*, op. cit., p. 40-41, l'auteur évoque « *Leprosum* » qui rappelle le *leprosum vicus* dans Adrien DE VALOIS, *Notitia Galliarum*, Parisiis, Fredericum Leonard Typographum Regis, Serenissimi Delphini, & Cleri Gallicani, in vico Jacobeo, 1675, p. 272, justifié par la venue de grandes foules de lépreux. Levroux semblerait une déformation fort probable due à l'évolution de la langue.

<sup>273</sup> L. A. LABOURT, « Lettres archéologiques destinées à M. le duc de Luynes, sur son château de Lucheu », art. cit., p. 303-304 ; A. SINAULT, « À propos de Levroux », art. cit., p. 88.

<sup>274</sup> Jacques GRESLIER, *Le cartulaire de Levroux*, op. cit., p. 66.

<sup>275</sup> Abbé P. S. MOREAU, « Chapitre de Saint-Silvain de Levroux », art. cit., p. 200-201.

<sup>276</sup> *Ibid.*, p. 210-214.

<sup>277</sup> Jacques GRESLIER, *Le cartulaire de Levroux*, op. cit., p. 10 et 36.

<sup>278</sup> *Ibid.*, p. 64.

<sup>279</sup> *Ibid.*, p. 66.

<sup>280</sup> *Ibid.*, p. 67.

<sup>281</sup> *Ibid.*, p. 68.

<sup>282</sup> *Ibid.*, p. 70.

<sup>283</sup> *Ibid.*, p. 69.

des temps modernes<sup>284</sup>. Ce pèlerinage devait également coïncider avec le culte de sainte Rodène, qui avait la réputation de guérir des maux de tête et certaines maladies par le biais d'une fontaine en son honneur, encore existante. Tout un rituel était effectué par les personnes souffrant du mal de tête, qui consistait à placer sa tête dans une cavité particulière du mur, en se soutenant du bras gauche à une barre de fer placée obliquement. Ce rituel dangereux a causé la mort de plusieurs personnes au lieu de trouver un réconfort<sup>285</sup>. Un hôpital et une maladrerie sont mentionnés par deux auteurs mais sans en donner de date<sup>286</sup>, il est donc impossible de savoir s'il s'agit des bâtiments de l'époque médiévale ou d'une période ultérieure. En revanche, au XII<sup>e</sup> siècle, les chanoines auraient justement fondé un hôpital (la *Maison du Porche*) où ils recevaient les malades atteints du *mal de Saint-Silvain*. Ces derniers étaient nourris et traités pendant neuf jours, et après leur guérison ils rendaient un hommage de servitude au chapitre<sup>287</sup>. Au XV<sup>e</sup> siècle, une léproserie existait à l'ouest de la localité, sur le chemin de Buzançais<sup>288</sup>, qui peut être assimilée à la maladrerie précitée. Les malades les plus valides devaient prier saint Silvain<sup>289</sup>, les offices permettant surtout de célébrer la mémoire des défunts. Nous allons donc nous intéresser à la liturgie du chapitre et aux buts dans lesquels les individus faisaient des dons au chapitre.

### II.2.3. La liturgie

Tout d'abord, le chapitre de Levroux possédait le patronage de six églises en plus probablement de l'église Saint-Pierre située à Levroux, ce qui est un nombre assez limité, selon Jacques Greslier, et ce qui expliquerait des débuts modestes pour les premiers temps de la collégiale<sup>290</sup>. Ces églises étaient situées à l'est de Levroux (Saint-Phalier et Sainte-Colombe), et au nord-ouest de la ville (Vicq-sur-Nahon, Langé, Moulins-sur-Céphons et Bourgneuf)<sup>291</sup>. Les desservants de ces églises devaient verser une redevance en argent et en

---

<sup>284</sup> *Ibid.*, p. 40.

<sup>285</sup> MM. DE LA TREMBLAIS et DE LA VILLEGILLE, « Levroux », art. cit., p. 288.

<sup>286</sup> Gaspard THAUMAS DE LA THAUMASIERE, *Histoire de Berry*, op. cit., p. 568 ; Robert DE HESSELN, *DUF*, t. 3, Paris, Desaint, 1771, p. 595.

<sup>287</sup> Eugène HUBERT, *Dictionnaire historique, géographique et statistique de l'Indre*, Paris, Picard, 1985, p. 102.

<sup>288</sup> Jacques GRESLIER, *Le cartulaire de Levroux*, op. cit., p. 66.

<sup>289</sup> *Ibid.*, p. 73.

<sup>290</sup> *Ibid.*, p. 54.

<sup>291</sup> Voir Annexe 5 : « Carte 2 : Églises dont le chapitre avait le patronage », p. 120.

cierges au 1<sup>er</sup> mai et au 22 septembre<sup>292</sup>. La notoriété de saint Silvain a conduit à un bon nombre de patronages d'églises et de chapelles avant l'an mil<sup>293</sup>. La collégiale est composée de six chapelles<sup>294</sup>, dans lesquelles étaient disposées les reliques. Cela permettait aux pèlerins de défiler dans toute la collégiale pour la vénération. Ces chapelles ayant été renommées depuis l'époque médiévale, il est aujourd'hui impossible de connaître l'emplacement exact des reliques pendant leur exposition<sup>295</sup>. Il est cependant probable que les chanoines ou « dignitaires » du chapitre aient réfléchi la disposition des reliques permettant de mettre en valeur le Chef de saint Silvain, voire, pour les pèlerins, d'envisager sa vénération comme le but ultime de leur pèlerinage dans la collégiale. Le jour de la fête du Chef, de nombreux offices pour les défunts étaient célébrés, et le chapitre donnait du pain bénît et des aumônes<sup>296</sup>. De plus, à travers ce culte des reliques, on doit reparler des translations effectuées par l'archevêque de Bourges. Pour la période nous concernant, une translation est connue le premier dimanche de septembre 1207 (certainement le 2 septembre 1207<sup>297</sup>) et je renvoie à la démonstration effectuée ci-dessus à ce propos. Cette translation est présentée par les auteurs comme un événement public d'une grande notoriété et qui devait attirer de grandes foules. Par ailleurs, le récit de l'aveuglement de saint Guillaume pendant cet événement a l'air d'être passé sous silence, puisque qu'à part les mentions par Moreau et Greslier, aucun document ne semble relater un tel prodige, ce qui met en cause la véracité de cet événement, sans forcément réfuter la thèse d'une translation à cette période.

Les actes du cartulaire donnent plus de détails sur cette liturgie. Douze actes, sur une période allant de v. 1072 à 1235, dont deux actes non datés, font référence à la liturgie du chapitre au travers de dons effectués au chapitre ou présentés dans l'obituaire. Le premier acte, daté vers 1072, concerne un ensemble de dons d'individus et d'immobilier effectués par Raoul de Déols au chapitre. En échange, les chanoines doivent prier pendant leurs heures et oraisons et implorer Dieu, la Vierge Marie, saint Silvain et tous les saints de Dieu, pour ses péchés, ceux de ses parents et prédécesseurs. Cet acte mentionne également le terme « Saints confesseurs Silvain et Silvestre », ce qui montre une certaine notoriété de ces saints à Levroux et dans le Berry<sup>298</sup>. C'est une formule unique dans les actes étudiés du cartulaire qui peut

<sup>292</sup> Jacques GRESLIER, *Le cartulaire de Levroux*, op. cit., p. 54.

<sup>293</sup> *Ibid.*, p. 55.

<sup>294</sup> Eugène HUBERT, *Dictionnaire historique...*, op. cit., p. 102.

<sup>295</sup> Jacques GRESLIER, *Le cartulaire de Levroux*, op. cit., p. 42.

<sup>296</sup> *Ibid.*, p. 44.

<sup>297</sup> Parmi les divergences de dates pour cet événement, la plus précise a été prise en compte pour cette démonstration. Pour les datations, voir le site internet Millesimo : <http://millesimo.irht.cnrs.fr/>.

<sup>298</sup> Jacques GRESLIER, *Le cartulaire de Levroux*, op. cit., p. 25.

révéler un culte déjà bien en place à la fin du XI<sup>e</sup> siècle. C'est également l'un des seuls actes à mentionner la Vierge Marie, ce qui peut signifier la présence d'une chapelle dédiée à la Vierge dans l'église où officiait le chapitre<sup>299</sup>. Le deuxième acte est un fragment d'obituaire : « VIII b · V · kl dec Anniversarium radulphi de dolis »<sup>300</sup>. Ainsi, le 5 des calendes de décembre était célébré l'anniversaire d'un Raoul de Déols. Guy Devailly affirme qu'il s'agit de Raoul VI de Déols, décédé à Ravenne le 27 novembre 1176<sup>301</sup>, ce qui correspond bien pour cette année au 5 des calendes de décembre. Toutefois, même si la date correspond parfaitement, rien n'affirme qu'il soit le seul Raoul de Déols à être décédé à cette date, et depuis la fondation du chapitre par Eudes de Déols, quatre Raoul se sont succédé, ce qui permet de douter de la validité de l'affirmation de Guy Devailly. Cependant, il convient de s'interroger sur la présence de Raoul de Déols dans le cartulaire, puisqu'aucun autre seigneur de Déols ne semble y être mentionné. Deux pistes méritent d'être envisagées : il est indiqué dans différentes généalogies récentes, de Marie-Christine Hémery<sup>302</sup> et de Nicolas Chambrier<sup>303</sup>, que Raoul IV et Raoul VI de Déols ne sont pas décédés en Berry, mais en période de croisades. Raoul IV serait décédé en 1099 à Antioche et Raoul VI à Ravenne, en Italie, le 27 novembre 1176 au retour de croisades. Ce fait permet à ces deux individus de se distinguer des autres seigneurs de Déols et peut justifier leur mention dans le cartulaire. Il suffirait d'ajouter à cela une certaine générosité d'un de ces seigneurs envers le chapitre, comme c'était souvent le cas pour la lignée de Déols, pour définitivement comprendre cette mention tout à fait originale. D'ailleurs, la mention dans l'obituaire de l'anniversaire de dame Ildesendis montre bien l'importance des personnes y figurant à titre « gratuit ». Le texte latin, cité précédemment, montre bien qu'en tant que fondatrice d'une église dédiée aux trois saints de Levroux, elle avait toute sa place dans l'obituaire du chapitre par sa munificence<sup>304</sup>.

Pour le XIII<sup>e</sup> siècle, les actes concernant la liturgie sont très divers et proviennent d'individus ayant des rangs sociaux très différents. On peut tout d'abord citer les actes provenant du seigneur de la principauté de Déols, Guillaume de Chauvigny, ainsi que ceux de son frère, le premier seigneur de Levroux, André de Chauvigny. Tout d'abord, par un acte de Juin 1216<sup>305</sup>, Guillaume de Chauvigny reconnaît un don de rente de sa mère, Denise de Déols, à l'église

<sup>299</sup> AD Indre, G 110, fol. 5v-6v (3B').

<sup>300</sup> AD Indre, G 110, fol. 34v §1.

<sup>301</sup> Guy DEVAILLY, *Le Berry du X<sup>e</sup> siècle au milieu du XIII<sup>e</sup>*, op. cit., p. 409.

<sup>302</sup> Marie Christine HEMERY, *L'abbaye de Déols et ses possessions en Limousin*, op. cit., document annexe « D Les seigneurs de Déols »

<sup>303</sup> Nicolas CHAMBIER, *De Déols à Châteauroux...*, op. cit., p. 319-320.

<sup>304</sup> AD Indre, G 110, fol. 35r §4.

<sup>305</sup> AD Indre, G 110, fol. 13r §1.

Saint-Silvain, en échange de la célébration de son anniversaire. On ne connaît pas la date de célébration de cet anniversaire, mais Guillaume de Chauvigny ajoute que, pour le même don, le chapitre devra également célébrer son anniversaire. Devant la générosité des seigneurs de Déols envers le chapitre, ce geste montre plutôt de la réticence de la part de Guillaume de Chauvigny dans l'enrichissement du chapitre par la lignée des Chauvigny. Le chapitre est, par ailleurs, entré plusieurs fois en conflit avec les seigneurs de la lignée de Chauvigny. Cela peut montrer une certaine fracture, ou un détachement de la part des Chauvigny envers le chapitre, mais le seigneur ne devait probablement pas pour autant renoncer aux droits qu'il avait à Levroux, ne négligeant ainsi en aucun cas ses intérêts personnels. Dans un acte daté d'avril 1221<sup>306</sup>, ce même Guillaume de Chauvigny attribue une rente à son clerc, Pierre de Chatillon. À la mort de ce Pierre, la rente reviendra à l'église de Levroux pour célébrer son anniversaire. Ce système de « transmission d'un don » se retrouve dans un acte d'août 1231 par lequel le chanoine Petit Peletier reconnaît verser une rente à P. Le Bel, archidiacre de Levroux. À la mort de l'archidiacre, la rente sera reversée au chapitre de Levroux afin de célébrer son anniversaire<sup>307</sup>. Au-delà des fonctions religieuses des chanoines et de l'archidiacre, on voit très nettement qu'ils ne vivaient pas « cloîtrés » dans leur sphère canoniale, mais qu'ils étaient pleinement intégrés au sein de la société de leur temps et qu'ils pouvaient très bien avoir des possessions et effectuer des transactions sur leurs biens personnels puisqu'il n'y avait pas de mise en commun des biens des chanoines. Toutefois, les richesses de certains sont enviées par d'autres et les chanoines n'étaient pas exemptés de cas de vols par des laïcs. C'est le cas de Foulques de Villentrois, en 1230, qui, après enquête de l'archiprêtre de Levroux, est reconnu avoir dépouillé le chanoine Hugues de biens qui lui avaient été légués par Bernarine de Forges. Sur ces biens, une partie était léguée à l'église afin de fêter son anniversaire. On voit très bien dans ce cas que les impôts peuvent être « fractionnés » dans des buts bien précis. Cela montre également que le chapitre était une institution importante et qui avait un rôle important dans les transactions financières et savait surmonter la complexité de la gestion de son temporel<sup>308</sup>.

Comme nous avons pu le constater avec Guillaume de Chauvigny, il existait des tensions entre cette famille et le chapitre de Levroux. Un acte non étudié de mai 1235 mentionne des sanctions qu'avait pu prononcer l'Église contre le seigneur de Levroux, André de Chauvigny,

<sup>306</sup> AD Indre, G 110, fol. 13r §2.

<sup>307</sup> AD Indre, G 110, fol. 21r-v.

<sup>308</sup> AD Indre, G 110, fol. 25v §2 ; Abbé P. S. MOREAU, « Chapitre de Saint-Silvain de Levroux », *BSAC*, t. III, 1897-03, p. 157-169, p. 158 ; Abbé P. S. MOREAU, « Chapitre de Saint-Silvain de Levroux », *BSAC*, t. VII, 1901-03, p. 181-202, p. 200.

et notamment une sanction d'excommunication, prononcée par Philippe Berruyer contre ce seigneur et ces fauteurs de troubles<sup>309</sup>. Moreau indique par ailleurs « qu'on s'était plaint que l'Église prodiguait plus que de raison ses peines spirituelles au Moyen Âge » et « qu'elle n'avait pas d'autres moyens de faire rentrer les grands seigneurs, et souvent même le roi, dans l'ordre et la justice ». Enfin, montrant bien sa prise de position, il insiste sur le fait que « grâce à ses œuvres, elle a sauvé la société, elle a protégé les faibles, fait reculer la barbarie et affirmé sa puissance »<sup>310</sup>. Il est certain que les seigneurs avaient les moyens de profiter des chanoines en usant de leur position et de leur rang élevé pour asseoir leur domination sur le chapitre, comme sur leurs sujets. Néanmoins, cette sentence d'excommunication intervient après, semble-t-il, plusieurs règlements de litiges entre les seigneurs de Chauvigny et le chapitre, et le rôle de l'archevêque reste, en premier lieu lors de litiges, de défendre les intérêts de l'Église contre ceux qui seraient en mesure de les menacer. Il est d'autant plus important de préciser que l'on ne connaît pas réellement l'état des relations entre les seigneurs de Déols et l'archevêque. Dagbert était présent lors de la fondation du chapitre, mais on ne sait pas s'il était proche d'Eudes de Déols. En revanche, Dagbert était proche du roi et pouvait exercer son influence. Dans le cas de la lignée des Chauvigny, on a bien vu que le mariage de Denise de Déols avec André I<sup>er</sup> de Chauvigny avait été fait dans un but purement politique afin d'asseoir à la tête de la principauté de Déols, un proche des Plantagenêt, au pouvoir à cette période. De plus, les relations entre l'archevêque et le roi ne sont plus aussi ténues qu'auparavant. Ainsi, pour mettre un terme à ces années de litiges, l'archevêque a pu vouloir prononcer une sanction exemplaire pour remettre les seigneurs de Chauvigny à leur place, dans l'intérêt du chapitre qui, à cette époque, était une véritable institution qui n'avait probablement plus besoin des dons des descendants des fondateurs pour se développer. Parmi les litiges évoqués ci-dessus, il est fait référence à une anecdote non datée, livrée par Moreau sur André de Chauvigny : le jour de l'Ascension, le dernier vicaire du chapitre allait de l'église collégiale à la Tour du Bonan d'où il excommunait les fléaux des vignes. Une fois la cérémonie effectuée, le seigneur lui remettait un mouton. Ce rituel marquait une sorte de sujétion au chapitre refusée par André de Chauvigny<sup>311</sup>. Il est bien possible qu'une telle coutume ait existé entre le seigneur et le chapitre. Néanmoins, en l'absence de preuves écrites et de références par l'auteur, la véracité de ces écrits peut-être remise en question, mais peut

<sup>309</sup> AD Indre, G 110, fol. 9r-v (non étudié) ; Jacques GRESLIER, *Le cartulaire de Levroux*, op. cit., p. 378 ; p. 405.

<sup>310</sup> Abbé P. S. MOREAU, « Chapitre de Saint-Silvain de Levroux », *BSAC*, t. III, 1897-03, p. 157-169, p. 161.

<sup>311</sup> *Ibid.*, p. 160.

tout de même nous donner des indices sur les rituels liturgiques entre le seigneur et le chapitre à Levroux.

Parmi les dons encore étudiés dans les actes du chapitre, deux ont été effectués ou confirmés par Robert de Buzançais. Nous avons vu que cette famille était très proche des fondateurs du chapitre, puisqu'ils sont mentionnés dans l'acte de fondation, leurs dons au chapitre deux siècles plus tard peut démontrer leur proximité avec le chapitre et leur générosité à son égard. Tout d'abord, par un acte de 1202<sup>312</sup>, Robert de Buzançais accorde, à l'instar de son père Odon, « un service libre et exempt de servitude et d'expulsion », sûrement dans la maison du porche qu'avait le chapitre auprès de Buzançais et qui est mentionnée plus tard dans cet acte. Ce service ne devant être « gardé par personne » sauf s'il est attribué au service divin par le prieur ou les chanoines de l'église de Levroux. On voit bien que la munificence de ce seigneur n'en est pas à ses prémices puisque son père semble avoir accordé au chapitre des droits ou des biens. Nous n'avons pas de traces de la générosité des seigneurs de Buzançais ayant précédé ce Robert. Dans un acte de 1203, ce même Robert confirme, avec l'assentiment de sa mère, Alice, et de sa femme, Denise, le don de droits sur ses bois à l'église de Levroux et aux chanoines, « pour l'amour de Dieu et les âmes de mes prédécesseurs, et spécialement pour l'anniversaire de mon père et de ma mère »<sup>313</sup>. Ce don confirme bien que la piété des seigneurs de Buzançais n'est pas à remettre en cause, le culte des morts étant un but ultime pour beaucoup d'individus au Moyen Âge, qui devait être assuré de leur vivant ou par transmission testamentaire, ou encore par leurs descendants. En revanche, des seigneurs moins connus ont fait des dons au chapitre, c'est le cas de Geoffroy de Preuilly, sous-entendu Preuilly-sur-Claise, qui a accordé en 1218 une rente au chapitre en échange de deux cierges annuels qui seront allumés devant le Chef de saint Silvain aussi longtemps qu'il est exposé à la vue de fidèles. Cette rente sert à exaucer les volontés de son père, Eschivard, qui, par sa foi, devait être l'un des rares à venir d'aussi loin pour prier saint Silvain (une soixantaine de kilomètres séparant Preuilly-sur-Claise de Levroux)<sup>314</sup>. Pour cette même année, Guy Devailly cite un don d'Hervé II de Vierzon, dans le cadre d'une démonstration sur les donations testamentaires<sup>315</sup>. S'appuyant sur un acte conservé aux Archives départementales du Cher<sup>316</sup>, l'auteur affirme que cet Hervé a cédé des rentes à plusieurs églises par le biais de son testament. Le don à celle de Levroux servait à célébrer son anniversaire, et c'était

<sup>312</sup> AD Indre, G 110, fol. 13v-14r.

<sup>313</sup> AD Indre, G 110, fol. 14v §2.

<sup>314</sup> AD Indre, G 110, fol. 16r §1.

<sup>315</sup> Guy DEVAILLY, *Le Berry du X<sup>e</sup> siècle au milieu du XIII<sup>e</sup>*, op. cit., p. 506.

<sup>316</sup> AD Cher, 8 G 335.



certainement le cas pour ses autres donations. Dans les actes étudiés du chapitre de Levroux, aucun ne concerne de tels dons et la question se pose de savoir si les dons à de multiples églises pour les célébrations d'anniversaires étaient des cas isolés ou des cas récurrents, ce qui est fort probable, pour les individus les plus fortunés.





### Partie III : Biens, richesses de l'institution

---

Ces biens et richesses du chapitre sont plus couramment appelés le « temporel ». Les archives n'indiquent pas l'état de ces biens à la fondation du chapitre et le vide documentaire pour le siècle et demi suivant ne laisse seulement supposer que le temporel du chapitre a pu s'accroître à cette période<sup>317</sup>, même si en mars 1217 Guillaume de Chauvigny indique que la foi en Dieu perdait de son intérêt et que les dons de ses prédécesseurs auraient été dérobés<sup>318</sup>. Les débuts obscurs du chapitre n'ont donc pas forcément incité les laïcs à lui faire des dons<sup>319</sup>. Au XII<sup>e</sup> siècle, des prieurs anonymes ont tenté d'accroître le temporel<sup>320</sup>, mais au siècle suivant, les seigneurs s'opposèrent au chapitre plutôt que d'en augmenter les biens<sup>321</sup>. Le renom du sanctuaire était plus éclatant au XIII<sup>e</sup> siècle, puis la générosité des donateurs déclina jusqu'à disparaître au début du XIV<sup>e</sup> siècle<sup>322</sup>, tout cela accompagné de difficultés de gestions à la fin du XIII<sup>e</sup> siècle<sup>323</sup>. Quelques documents nous renseignent sur la gestion du temporel<sup>324</sup>, le prévôt y avait très certainement un rôle essentiel<sup>325</sup>.

Il y avait, au Moyen Âge, deux cités à Levroux : celle des seigneurs et celle du chapitre (Châteauvieux). Cette dernière voit sa population s'accroître par les malades venant se réfugier sous le porche et qui deviennent ainsi des hommes du chapitre. Cela n'a posé aucun problème au temps des seigneurs de Déols, mais a été source de contestations sous les Chauvigny<sup>326</sup>.

---

<sup>317</sup> Jacques GRESLIER, *Le cartulaire de Levroux*, thèse de doctorat de troisième cycle, sous la direction de M. PERROY puis de M. FOSSIER, Université de Paris I, 1975, vol. 2, p. 27.

<sup>318</sup> AD Indre, G 110, fol. 005v-006v (3B).

<sup>319</sup> Jacques GRESLIER, *Le cartulaire de Levroux*, *op. cit.*, p. 159.

<sup>320</sup> *Ibid.*, p. 246.

<sup>321</sup> *Ibid.*, p. 158.

<sup>322</sup> *Ibid.*, p. 160.

<sup>323</sup> *Ibid.*, p. 299-305.

<sup>324</sup> *Ibid.*, p. 103.

<sup>325</sup> *Ibid.*, p. 179 ; p. 265-271.

<sup>326</sup> Abbé P. S. MOREAU, « Chapitre de Saint-Silvain de Levroux », *BSAC*, t. III, 1897-02, p. 109-121, p. 115.

### III.1. Personnes dont malades appartenant au chapitre

#### III.1.1. Malades et dons d'hommes, la *familia* du chapitre

La lèpre était une maladie virulente au Moyen Âge, les malades gisants venaient nombreux et sans discontinuer se réfugier sous le porche de l'église de Levroux<sup>327</sup> selon les registres de saint Louis<sup>328</sup>. Pourtant, même si cette maladie était courante au Moyen Âge, son diagnostic peut être remis en cause par la médecine actuelle, comme le faisait déjà Jacques Greslier dans sa thèse, car la lèpre tend à anesthésier les endroits infectés, et les malades évoquent parfois un feu et se plaignent de douleurs, ce qui peut être assimilé à de l'érysipèle, des zonas ou charbons<sup>329</sup>. Ces hommes et femmes, qui forment ce que Jacques Greslier appelle la *familia* du chapitre, viennent prier saint Silvain au porche de la collégiale et, une fois guéris, entrent sous sa dépendance. Les malades sous la domination du seigneur de Déols avaient été cédés par Raoul de Déols vers 1072<sup>330</sup> au chapitre de Levroux. Ce privilège avait été réaffirmé par un acte du 6 juin 1214<sup>331</sup> de Guillaume de Chauvigny sous condition que les prieurs et chanoines aient vérifié que les personnes se présentant comme malades étaient réellement atteintes du mal de Saint-Silvain, et la charte de Raoul fut confirmée par lui en mars 1217<sup>332</sup>, par l'archevêque de Bourges en 1220<sup>333</sup>. Ainsi le chapitre avait des droits sur les hommes et femmes malades, ainsi que leurs héritiers, nés après l'infection<sup>334</sup>. Les liens de parenté étaient donc un bon moyen pour le chapitre d'augmenter le nombre de ses dépendants<sup>335</sup>.

Les actes du cartulaire permettent de distinguer les différents dons qui ont été faits au chapitre. Ici, la question des dons d'individus se pose car ces personnes tombent sous la

---

<sup>327</sup> *Ibid.*, p. 109-121, p. 116-117.

<sup>328</sup> *Ibid.*, p. 116. Cela est peut-être anachronique car Saint-Louis est né en 1214 et couronné en 1226, il est peu probable que ses registres datent de son année de naissance.

<sup>329</sup> Jacques GRESLIER, *Le cartulaire de Levroux*, *op. cit.*, p. 66 ; p. 68 ; p. 70.

<sup>330</sup> AD Indre, G 110, fol. 5v-6v (3B') ; Nicolas CHAMBRIER, *De Déols à Châteauroux : historique et topographie*, mémoire de maîtrise d'Histoire Médiévale, sous la direction de Bernadette BARRIERE, Université de Limoges, Centre de Recherches Historiques et Archéologiques Médiévales, juin 2000, p. 101.

<sup>331</sup> AD Indre, G 110, fol. 5v-6v (3A) ; Jacques GRESLIER, *Le cartulaire de Levroux*, *op. cit.*, p. 245 ; p. 370 ; p. 376 ; p. 405-406.

<sup>332</sup> AD Indre, G 110, fol. 5v-6v (3B) ; Abbé P. S. MOREAU, « Chapitre de Saint-Silvain de Levroux », *art. cit.*, p. 119 ; Jacques GRESLIER, *Le cartulaire de Levroux*, *op. cit.*, p. 377.

<sup>333</sup> AD Indre, G 110, fol. 5v-6v (3).

<sup>334</sup> AD Indre, G 110, fol. 5v-6v (3A).

<sup>335</sup> Jacques Greslier évoque également le partage des enfants des malades, dans le cas où l'homme est dépendant du chapitre, et la femme dépendante d'un seigneur. Les différents actes cités par l'auteur concernant l'entrée dans la dépendance du chapitre sont postérieurs à 1235, sauf pour le don d'une personne non libre, mais que nous développerons ultérieurement : dans Jacques GRESLIER, *Le cartulaire de Levroux*, *op. cit.*, p. 282-285.

domination du chapitre à leur cession. Le terme « dons d'hommes » permet de généraliser ces individus cédés, car la coutume des deux actes précités laisserait penser que les personnes cédées au chapitre étaient tous des malades, or la plupart des actes sont muets concernant l'état de ces individus. Cependant, comme les actes concernent particulièrement la période où les Chauvigny régnaient, et connaissant les relations qu'avait cette famille avec le chapitre de Levroux, il est difficilement envisageable que le seigneur se défasse d'hommes et femmes valides au profit du chapitre, au moins pour la valeur qu'ils représentaient au titre de main d'œuvre. Dans tous les actes étudiés, les donateurs sont des seigneurs, ce qui est logique puisque c'est le seigneur qui a des droits sur ses hommes et ses terres, cela sous-entendrait que les individus cédés étaient serfs du seigneur, le lien n'étant pas clairement précisé dans les actes. En janvier 1212<sup>336</sup>, Evrard du Prunget donne pour le salut de son âme et de ses parents, Bernard de Mazerolles et ses héritiers, s'il en a eu. Cet acte ne concerne que cette cession au chapitre de Levroux. Généralement, les individus souhaitant le salut de leur âme fondent des anniversaires pour eux ou leurs parents. Faire l'aumône d'un homme peut montrer une faiblesse dans les richesses de cet Evrard, mais ce don pourrait s'expliquer par l'infection de ce Bernard de Mazerolles, sans que cela ne soit explicité pour autant. Les autres dons ont été effectués par Guillaume de Chauvigny. Le 6 juin 1214<sup>337</sup>, à la suite des conditions qu'il a posées concernant l'authentification de l'infection, le seigneur cède au chapitre Jean Buraud, sa mère et leur postérité. Ces individus devaient donc être atteints pour apparaître dans cet acte et avec la mention du don des enfants. En mars 1235<sup>338</sup>, dans le règlement d'un litige opposant Laurent de Valençay à Guillaume de Chauvigny, ce dernier cède au chapitre Laurent et ses héritiers. L'épouse de Laurent de Valençay, Bonne, devait relever de la domination de Guillaume de Chauvigny, qui voulait certainement, à sa mort, garder son mari et leurs enfants sous sa dépendance. La question peut donc se poser de savoir pourquoi c'est le chapitre qui a hérité de Laurent et de ses enfants. Peut-être auparavant était-il dépendant du chapitre et sa situation aura changé à son mariage avec Bonne, ou bien ont-ils été atteints du mal de Saint-Silvain : l'acte ne dit rien à ce sujet.

---

<sup>336</sup> AD Indre, G 110, fol. 26r §2 ; Jacques GRESLIER, *Le cartulaire de Levroux*, op. cit., p. 285. Dans Abbé P. S. MOREAU, « Chapitre de Saint-Silvain de Levroux », art. cit., p. 115, l'auteur date la donation en 1213.

<sup>337</sup> AD Indre, G 110, fol. 5v-6v (3A).

<sup>338</sup> AD Indre, G 110, fol. 16r-v.

Tableau 5 : Tableau des individus cédés au chapitre

Date	Nom du donateur	Individus cédés	Foliotation
Janvier 1212	Evrard du Prunget	Bernard de Mazerolles et ses héritiers	fol. 26r §2
6 juin 1214	Guillaume de Chauvigny	Jean Buraud et ses enfants	fol. 5v-6v (3A)
Mars 1235	Guillaume de Chauvigny	Laurent de Valencay et ses enfants	fol. 16r-v

Ces trois exemples paraissent isolés, mais en réalité, sauf pour l'acte de 1212, les deux autres cessions ont été annotées à l'occasion de litiges ou de dons de privilèges au chapitre et donc n'auraient peut-être pas été mentionnées si elles n'avaient pas été intégrées à ces actes. Cela ne signifie pas non plus qu'il n'y ait pas eu d'autres donations d'individus au chapitre, les archives ont pu être perdues ou ne pas paraître essentielles aux chanoines pour être placées dans le cartulaire. Cependant, ils ont gardé des listes de malades entre 1231 et 1326. Ces listes, qui ne sont peut-être qu'indicatives et ne reflètent pas forcément la réalité des effectifs de la *familia*, sont néanmoins très importantes car la quasi-totalité des archives du porche ont disparu, ce qui explique le caractère lacunaire et imprécis concernant les malades. Nous pouvons donc nous demander pourquoi le chapitre a gardé ces listes de malades qui concernaient plutôt l'entité du porche, cela pouvait leur permettre de justifier l'appartenance de ces individus au chapitre une fois dès lors qu'ils quittaient le porche. Sur l'ensemble de la période, Jacques Greslier a recensé 439 malades, dont 310 cités avec le nom de leur paroisse<sup>339</sup>. Il a établi des statistiques sur l'origine, le sexe et l'âge ainsi que le milieu social de ces malades<sup>340</sup> et leurs liens de dépendance (pour 234 cas)<sup>341</sup>. Il en conclut que les malades venaient de localités proches de Levroux, la proportion d'hommes s'élevait à 60,82%, représentant ainsi les deux tiers des malades entre 1231 et 1326. La question se pose au sujet de la destinée juridique des individus guéris : était-il plus avantageux de se retrouver sous la domination du chapitre ou celle du seigneur<sup>342</sup>, le chapitre pouvant offrir une protection juridique<sup>343</sup> ? Les statistiques portent également sur les « fluctuations du nombre de malades » sur l'ensemble de la période, notamment en fonction des mois et des années<sup>344</sup>, ce qui laisse penser que les variations de températures en mars et les chaleurs de l'été favorisent le

<sup>339</sup> Jacques GRESLIER, *Le cartulaire de Levroux*, op. cit., p. 35.

<sup>340</sup> *Ibid.*, p. 77-82.

<sup>341</sup> *Ibid.*, p. 83-86.

<sup>342</sup> *Ibid.*, p. 91-95.

<sup>343</sup> *Ibid.*, p. 93.

<sup>344</sup> *Ibid.*, p. 96-101.

développement des maladies et du mal de Saint-Silvain. Il y a des années également où le nombre de malades n'est pas attesté, ce qui ne donne qu'un aperçu du nombre de malades, mais reste un appui considérable en l'absence de sources plus approfondies. Pour la période étudiée (1012-1235), il existe quatre listes de malades<sup>345</sup> et un document indiquant la sortie du porche d'un individu guéri<sup>346</sup>. Le tableau suivant répertorie le nombre de malades admis au porche par année.

Tableau 6 : Tableau général des malades par année

Année	1231 <sup>347</sup>	1232 <sup>348</sup>	1233 <sup>349</sup>	1234 <sup>350</sup>
Total	7	10	1	1

Ces listes étant en réalité des inventaires de personnes, il est plus judicieux de les étudier par un tableau classé selon le lieu d'origine des individus, placé en fin de démonstration, dans lequel on remarque très vite que le nombre d'hommes malades est plus important que le nombre de femmes. La maladie pouvait se contracter aux champs ou au contact des animaux, les activités agricoles principales au Moyen Âge. Sur les sept femmes citées, cinq sont mentionnées avec le nom de leur époux, ce qui montre l'influence de l'homme dans le couple à cette époque. On ne sait pas en revanche si les époux étaient préalablement malades ou s'ils n'apparaissaient qu'à titre de formalité lors de l'admission des malades au porche. Le 5 décembre 1234, Musarz, boucher à Châteauroux est le seul à être mentionné avec sa fonction, un second, Jean *Lo Provoire*, était probablement un prêtre en 1231, mais la fonction est alors indiquée comme son nom de famille. La plupart des personnes sont indiquées avec seulement le nom de leur bourg, mais dans un cas, en 1232, a été admis au porche « le Petit Seigneur » du château de Moulins-sur-Céphons et pour les deux individus venant de Châteauroux, il est indiqué la paroisse (Saint-André) et un dépendait plus précisément de la Porte Poitevine, le second, qui est le boucher cité précédemment, devait, par sa fonction, dépendre du quartier des bouchers situé non loin de la Porte Poitevine vers les actuelles rue Petite des Bouchers et rue Amiral Ribourt, l'église Saint-André médiévale étant sur l'actuelle place Robert Monestier, cela justifie la mention de cette paroisse. On remarque

<sup>345</sup> AD Indre, G 110, fol. 38r § 4 à § 7.

<sup>346</sup> AD Indre, G 110, fol. 38r-v.

<sup>347</sup> AD Indre, G 110, fol. 38r § 4.

<sup>348</sup> AD Indre, G 110, fol. 38r § 5.

<sup>349</sup> AD Indre, G 110, fol. 38r § 6.

<sup>350</sup> AD Indre, G 110, fol. 38r § 7.

ainsi la diversité des malades qui venaient se réfugier sous le porche de la collégiale de Levroux et prier saint Silvain afin de guérir de leur mal.

Tableau 7 : Tableau des malades admis au porche de 1231 à 1235<sup>351</sup>

Localité	Effectif total	Nombre d'hommes	Nombre de femmes
La Champenoise	6	2	4
La Châtre	1	0	1
Déols	2	2	0
Clanay	2	2	0
Déols	1	1	0
Étrechet	2	2	0
Montbaron	1	1	0
Moulins-sur-Céphons	1	1	0
Villedieu	1	0	1
Sans précision	2	1	1
<b>Total</b>	<b>19</b>	<b>12</b>	<b>7</b>

Cependant, un document, unique pour notre période, fait état d'un individu qui quitte le porche une fois guéri<sup>352</sup>. Il est précisé dans l'acte que cette personne, Gautier de l'Age, de la paroisse Saint-Christophe, à Châteauroux, quitte le porche en donnant à un certain Jean Gachez deux deniers pour services rendus. C'est le seul acte, pour la période, qui mentionne cette contrepartie et des membres du personnel du porche. Cet acte unique n'est pas pour autant à prendre comme un cas isolé. Il est fortement envisageable que le porche accueillait les malades pour une durée limitée à environ une dizaine de jours, les symptômes de l'infection devant certainement disparaître rapidement.

Ces actes et notamment le dernier montrent un certain rituel dans l'admission des malades au porche, commençant par une inspection pour vérifier que la maladie a bien été contractée, et se terminant par un paiement de deux deniers pour services rendus, certainement au maître du porche tel qu'il est mentionné en 1202<sup>353</sup> ou à un chanoine comme c'est le cas pour Jean Gachez.

<sup>351</sup> Voir Annexe 6 : « Carte 3 : Provenance des maladies venant au porche de Levroux de 1231 à 1235 », p. 121.

<sup>352</sup> AD Indre, G 110, fol. 38r-v.

<sup>353</sup> AD Indre, G 110, fol. 13v-14r.

### III.1.2. La vie au porche et la question de la possession d'hommes

Le *feu* ou *incendie* qui frappe le Berry depuis le début du X<sup>e</sup> siècle, entraîne un encombrement des vestibules des monastères et des portiques des églises par les malades qui viennent prier les saints pour guérir de leur infection. À Levroux, les prières n'étaient pas seulement adressées à saint Silvain, mais il était le plus renommé pour la guérison du mal qui portait son nom. Sainte Rodène n'est pas évoquée comme sainte thaumaturge dans les actes étudiés, mais son culte, bien que plus discret, était entretenu en Berry au Moyen Âge, notamment pour les guérisons de maux de tête. Les malades étaient une charge pour les églises, qui devaient les loger, bien souvent les nourrir<sup>354</sup> et les traiter pendant neuf jours dans l'hôpital nommé *Maison du Porche*<sup>355</sup>. Les conditions de vie devaient être plus souples au porche ou sous la domination du chapitre puisque certaines personnes se disaient atteintes de la maladie, mais ne l'étaient pas en réalité<sup>356</sup> et ils devaient être nombreux dans ce cas, des auteurs indiquant que les registres de saint Louis donnent des détails sur le nombre de personnes gisant sous le porche de l'église<sup>357</sup> ; cette affirmation, manquant de précisions, reste à authentifier. Un rituel devait avoir lieu lors de la réception au porche des malades, en plus de leur inspection, les accompagnateurs et témoins devaient jouer un rôle lors de l'admission au porche ou la cérémonie<sup>358</sup>, mais il n'est pas identifié précisément et concerne des actes postérieurs à 1235. Au sein du porche, les malades les plus valides devaient prier saint Silvain<sup>359</sup>. Ils devaient vivre dans des conditions d'hygiène sommaires, mais pourtant la mortalité est faible, quelques cas de décès sont recensés à partir de 1241<sup>360</sup>. Mais cela ne signifie pas qu'il n'y avait pas de décès au sein du porche, le peu d'informations des archives n'est pas à prendre pour acquis compte tenu des pertes importantes des archives du porche. Une cérémonie avait lieu pour accueillir les malades dans la *familia* du chapitre une fois guéris<sup>361</sup>. Il n'est pas précisé dans quelles conditions, ni où se déroulait cette cérémonie, peut-être dans la collégiale en présence des reliques de saint Silvain, ce qui serait logique puisque c'est par l'intercession du saint qu'ils ont été guéris et comme par cette cérémonie ils

<sup>354</sup> Abbé P. S. MOREAU, « Chapitre de Saint-Silvain de Levroux », *BSAC*, t. II, 1896-04, p. 279-291, p. 287.

<sup>355</sup> Abbé LAMY, « Tableau historique des paroisses, églises & chapelles du Bas-Berry diocèse de Bourges », *BSAC*, t. III, 1897-01, p. 50-84, p. 58.

<sup>356</sup> Abbé P. S. MOREAU, « Chapitre de Saint-Silvain de Levroux », art. cit., p. 279-291, p. 289.

<sup>357</sup> MM. DE LA TREMBLAIS et DE LA VILLEGILLE, « Levroux », dans *EPDI*, Châteauroux, J.-B. Migné, 1854, p. 280.

<sup>358</sup> Jacques GRESLIER, *Le cartulaire de Levroux*, op. cit., p. 90-91.

<sup>359</sup> *Ibid.*, p. 73.

<sup>360</sup> *Ibid.*, p. 75.

<sup>361</sup> *Ibid.*, p. 88.



devenaient dépendants du chapitre, ils étaient en quelque sorte au service de Dieu et des saints. Ce rituel devait s'effectuer avec les gestes de l'hommage vassalique selon Jacques Greslier<sup>362</sup>, mais il devait plutôt s'agir d'un rituel en rapport avec le servage étant donnée l'autorité qu'avait le chapitre sur ces hommes, ce qui témoigne bien de l'état de dépendance et de soumission dans lequel les personnes guéries entraient. Le versement d'une redevance de deux deniers pour services rendus<sup>363</sup> était plutôt un geste symbolique, mais il est évident que les malades, une fois entrés dans la dépendance du chapitre, devenaient une source de revenus importants puisqu'en plus des individus en tant que main d'œuvre, le chapitre héritait des droits et taxes que le seigneur avait sur eux auparavant.

Concernant la possession d'hommes, c'est l'un des éléments essentiels de la richesse et de la puissance des seigneurs et des chapitres. De nombreux différends ont eu lieu sur ce sujet. Une charte est bien connue en Berry dans cet esprit. En 1214, Guillaume de Chauvigny abandonne aux chanoines de Levroux tous les hommes et toutes les femmes, atteints du mal de Saint-Silvain, qui viennent passer une neuvaine sous le porche de la collégiale Saint-Silvain en vue d'obtenir leur guérison<sup>364</sup>. Ce sont presque des « demi-clercs » qu'il libère selon l'expression de Guy Devailly. Les hommes ainsi donnés pourraient voir là une sorte d'affranchissement. En fait il n'en est rien, ils deviennent les « hommes » des chanoines. Guillaume de Chauvigny le dit d'ailleurs sans ambages : « une fois qu'ils auront été reçus sous le porche de Saint-Sylvain, ils appartiendront avec leurs biens, avec la descendance issue d'eux depuis le début de leur maladie de plein droit au *dominium* et à la propriété de cette église »<sup>365</sup>.

Même si les malades accueillis par le chapitre étaient une source de richesse importante, le patrimoine foncier du chapitre n'en était pas moins important, par ailleurs.

### III.2. Assises foncières, les propriétés du chapitre

Pour connaître la réalité du chapitre, il convient de s'interroger sur l'environnement dans lequel évoluaient les chanoines. Les vestiges et monuments encore présents permettent

---

<sup>362</sup> *Ibid.*, p. 88.

<sup>363</sup> *Ibid.*, p. 88-90 ; p. 153.

<sup>364</sup> AD Indre, G 110, fol. 5v-6v (3A).

<sup>365</sup> « *Hujusmodi homines et femine postquam in porticu beati Silvani recepti fuerint, cum omni posteritate sua que post acceptam infirmitatem ex ipsis procedet et rebus suis ad dominium et proprietatem ejusdem ecclesie pertineant pleno jure* », *ibid* ; Guy DEVAILLY, *Le Berry du X<sup>e</sup> siècle au milieu du XIII<sup>e</sup>, Étude politique, religieuse, sociale et économique*, Paris, La Haye, 1973, p. 547. Démonstration et citation reprise de l'ouvrage de Guy Devailly.



de nous donner une idée de l'espace dans lequel les chanoines vivaient et les biens qu'ils possédaient dès le début du XIII<sup>e</sup> siècle. Jacques Greslier indique que le temporel le plus ancien du chapitre était constitué de terres à Balzème, Vicq-sur-Nahons et sûrement complété par l'alleu d'Estigny<sup>366</sup> cité dans un acte du 6 juin 1214<sup>367</sup>. La communauté juive devait servir d'intermédiaire pour les achats ou les réparations<sup>368</sup>. Il nous donne également les limites sud et ouest de la franchise de Levroux : le carrefour de la Croix Pellerin et l'orme Flori<sup>369</sup>. Ces renseignements peuvent donner une idée de l'étendue de la localité médiévale dans la ville actuelle de Levroux.

### III.2.1. La collégiale

C'est le monument principal dans lequel étaient célébrés les heures et l'office divin. Le bâtiment, encore debout aujourd'hui, a dû être érigé au début du XIII<sup>e</sup> siècle. Il aurait été bâti sur le modèle de la collégiale Saint-Martin de Tours<sup>370</sup>. La datation de la construction de cet édifice est pourtant sujette à discussion par les auteurs. Selon Eugène Hubert, l'église aurait été reconstruite à la fin du XII<sup>e</sup> siècle par dame Ildesende, d'après une mention dans le cartulaire de Levroux<sup>371</sup>, rejoignant l'abbé Moreau qui date la construction d'une église vers 1180 avec des proportions et une magnificence admirables<sup>372</sup> sous l'épiscopat d'Henri de Sully (1184-1199) supposé avoir consacré cette église<sup>373</sup>. Selon Pierre Brunaud, le monument serait une collégiale des XII<sup>e</sup> et XIII<sup>e</sup> siècles, édifiée vers 1220 et achevée vers 1260<sup>374</sup> et Jacques Greslier la date du XIII<sup>e</sup> siècle<sup>375</sup>. L'hypothèse de Brunaud n'est pas cohérente avec celle évoquée au début de ce travail<sup>376</sup> et qui pose l'achèvement de la collégiale dans les premières décennies du XIII<sup>e</sup> siècle, coïncidant avec les récits de translation des reliques des saints vers 1209 par saint Guillaume, archevêque de Bourges. Il est également facile pour Eugène Hubert de ramener la mention de dame Ildesende à la fin du XII<sup>e</sup> siècle puisque

<sup>366</sup> Jacques GRESLIER, *Le cartulaire de Levroux*, op. cit., p. 151.

<sup>367</sup> AD Indre, G 110, fol. 5v-6v (3A).

<sup>368</sup> Jacques GRESLIER, *Le cartulaire de Levroux*, op. cit., p. 49.

<sup>369</sup> *Ibid.*, p. 45.

<sup>370</sup> *Ibid.*, p. 28.

<sup>371</sup> Eugène HUBERT, *Dictionnaire historique, géographique et statistique de l'Indre*, Paris, Picard, 1985, p. 102.

<sup>372</sup> Abbé P. S. MOREAU, « Chapitre de Saint-Silvain de Levroux », *BSAC*, t. III, 1897-02, p. 109-121, p. 109.

<sup>373</sup> *Ibid.*, p. 112.

<sup>374</sup> Pierre BRUNAUD, *Levroux et sa région*, Saint-Cyr-sur-Loire, Alan Sutton, 2006, p. 7-8.

<sup>375</sup> Jacques GRESLIER, *Le cartulaire de Levroux*, op. cit., p. 24.

<sup>376</sup> Voir Partie I.1.1.1 : « Contexte de la fondation », p. 13.

l'obituaire ne donne pas la date de l'année à laquelle s'est effectué son don, qui peut ainsi avoir eu lieu antérieurement. Cela appuierait seulement l'hypothèse d'un premier lieu de culte à l'emplacement de la collégiale, justifié par les traces d'une église contigüe à la collégiale<sup>377</sup>, et la dédicace de cette église aux trois saints de Levroux<sup>378</sup>. Plusieurs auteurs donnent une description architecturale et ornementale de la collégiale<sup>379</sup>. La plus récente et la plus complète reste la publication de Jean-Paul Saint-Aubin au Congrès archéologique de France<sup>380</sup>, qu'il convient seulement de citer ici puisque mon étude ne prend pas en compte les détails architecturaux de la collégiale, ni leurs interprétations. Cependant, il reste parmi les vestiges des détails de monuments plus anciens et également du porche où venaient s'établir les malades<sup>381</sup>. Le fer à cheval sur un des vantaux de l'église aurait été posé par Philippe Auguste en signe de suzeraineté et de domination à la suite des conflits avec Henri II Plantagenêt<sup>382</sup>, cela reste un détail original sur une porte d'église. La collégiale comporte deux cryptes : une petite du XI<sup>e</sup> siècle et une plus grande datant d'environ 1207 pour palier l'affluence des pèlerins<sup>383</sup>, cette date peut également être mise en relation avec la construction de la collégiale et la translation des reliques qui avait certainement attiré des foules de pèlerins. La collégiale est bordée de maisons de chanoines<sup>384</sup>, comme c'est fréquemment le cas ; sur les cadastres de Levroux, on remarque facilement l'agencement concentrique des maisons autour de l'église collégiale, typique de la ville médiévale. Une église dédiée à saint Pierre est mentionnée par des auteurs. Elle se serait située au nord de la collégiale<sup>385</sup> et aurait servi d'église paroissiale jusqu'au XV<sup>e</sup> siècle<sup>386</sup>, mais on ignore si c'était vraiment le cas<sup>387</sup>. Les actes du cartulaire n'évoquent pas beaucoup le bâtiment même de la collégiale. L'église Saint-Silvain est mentionnée comme réceptrice de certains dons. Seul l'acte de fondation évoque des enclos, fossés et bâtiments<sup>388</sup>, mais sans donner de détails, ni préciser l'emplacement de ces bâtiments par rapport à l'église Saint-Silvain. Peut-être certains avaient-

<sup>377</sup> Jean-Paul SAINT-AUBIN, « La collégiale Saint-Silvain de Levroux », dans *Congrès archéologique de France, Bas-Berry, 1984*, Paris, Société Française d'Archéologie, 1987, p. 152.

<sup>378</sup> AD Indre, G 110, fol. 35r §4.

<sup>379</sup> MM. DE LA TREMBLAIS et DE LA VILLEGILLE, « Levroux », art. cit., p. 277-279.

<sup>380</sup> Jean-Paul SAINT-AUBIN, « La collégiale Saint-Silvain de Levroux », art. cit., p. 147-161.

<sup>381</sup> MM. DE LA TREMBLAIS et DE LA VILLEGILLE, « Levroux », art. cit., p. 280.

<sup>382</sup> Abbé P. S. MOREAU, « Chapitre de Saint-Silvain de Levroux », *BSAC*, t. II, 1896-04, p. 279-291, p. 291.

<sup>383</sup> Abbé LAMY, « Tableau historique des paroisses, églises & chapelles du Bas-Berry diocèse de Bourges », art. cit., p. 63.

<sup>384</sup> Jean-Paul SAINT-AUBIN, « La collégiale Saint-Silvain de Levroux », art. cit., p. 147.

<sup>385</sup> Jacques GRESLIER, *Le cartulaire de Levroux*, op. cit., p. 22 ; p. 382.

<sup>386</sup> *Ibid.*, p. 22.

<sup>387</sup> *Ibid.*, p. 54.

<sup>388</sup> AD Indre, G 110, fol. 15v ; Jacques GRESLIER, *Le cartulaire de Levroux*, op. cit., p. 149.

ils déjà disparu lors de la confection du cartulaire et quant aux fossés, on ne sait précisément quand ils ont été comblés, mais certainement à une époque où la ville avait besoin de se développer et s'agrandir. Enfin, un enclos aurait été construit au XII<sup>e</sup> siècle, mais aucun document n'en fait état<sup>389</sup>.

### III.2.2. Le porche

Le porche était un élément essentiel dans le fonctionnement et la viabilité du chapitre. C'était le lieu d'accueil des malades qui venaient prier saint Silvain pour soigner leur infection. Il devait être rattaché à la collégiale, mais il apparaît comme une entité à part entière, ce qui justifie de le traiter indépendamment de l'église elle-même. Le porche a été fondé au XII<sup>e</sup> siècle par les chanoines. C'était un hôpital (*Maison du Porche*), où ils recevaient les malades atteints du *mal de Saint-Silvain*. Ces derniers étaient nourris et traités pendant neuf jours, et après leur guérison ils rendaient un hommage de servitude au chapitre<sup>390</sup>. Le porche, localisé par la cote G 149 des Archives départementales de l'Indre (ces renseignements n'ont pas été vérifiés pour ce travail, je ne connais donc pas le contenu de cette cote, ni la localisation qu'elle donne du porche)<sup>391</sup>, devait se situer à proximité de la collégiale, au sud de Château-Vieux<sup>392</sup> et disposer de revenus importants dus au temporel du chapitre. Pourtant, il ne reste pas de description de l'édifice, ni du nombre de malades qu'il pouvait accueillir. En revanche, un personnel féminin est parfois cité<sup>393</sup>. Ces femmes, certainement des sœurs, devaient s'occuper de la cuisine, de l'entretien de la salle et du chauffage. On ne sait si elles s'occupaient des malades qui pouvaient rester plusieurs jours, voire plusieurs semaines<sup>394</sup>. Le caractère lacunaire de notre connaissance du porche tient essentiellement au fait qu'aucune archive du porche n'a été conservée<sup>395</sup>. Ainsi nous n'avons pas de connaissance de la commercialisation des céréales amassées par le chapitre, ni de l'existence d'une réserve qui aurait pu servir à nourrir à la fois le chapitre et les malades. Il est certain que le porche avait des revenus, autres que les deux deniers payés par les personnes guéries, issus de dons faits aux malades du porche et non au chapitre. Même si ces dons sont

<sup>389</sup> Jacques GRESLIER, *Le cartulaire de Levroux*, op. cit., p. 27.

<sup>390</sup> Eugène HUBERT, *Dictionnaire historique*, op. cit., p. 102.

<sup>391</sup> Jean-Paul SAINT-AUBIN, « La collégiale Saint-Silvain de Levroux », art. cit., p. 154.

<sup>392</sup> Jacques GRESLIER, *Le cartulaire de Levroux*, op. cit., p. 71 ; p. 397.

<sup>393</sup> AD Indre, G 110, fol. 38r-v ; Jacques GRESLIER, *Le cartulaire de Levroux*, op. cit., p. 71 ; p. 219.

<sup>394</sup> Jacques GRESLIER, *Le cartulaire de Levroux*, op. cit., p. 72.

<sup>395</sup> *Ibid.*, p. 76.

peu nombreux, ils sont essentiels pour le porche qui donne l'impression d'avoir une autonomie par rapport au chapitre, au moins pour l'entretien des malades et des pèlerins y séjournant<sup>396</sup>. Ainsi, il est certain qu'on peut parler d'un temporel exploité<sup>397</sup> par les chanoines et par le porche. Il existe également d'autres éléments qui appartenaient probablement au chapitre. Ils ne sont pas toujours mentionnés dans les actes, mais on ne peut les exclure de la démonstration, au moins pour nous demander s'ils existaient à la période étudiée.

### III.2.3. Patrimoine immobilier banal

Cela concerne des éléments divers pouvant être utilisés quotidiennement par le chapitre. Tout d'abord le four banal. Il aurait été placé à l'intérieur du cloître (qui ressemblait peut-être à un atrium), les usagers devaient payer un droit pour l'usage du four. Cela valait pour les habitants relevant de la justice de Châteauneuf et ceux relevant de la justice de Levroux<sup>398</sup>. Dans un acte de 1203<sup>399</sup>, Robert de Buzançais accorde aux chanoines le droit de se servir dans ses bois pour l'utilisation du four banal, en contrepartie d'une rétribution en numéraire<sup>400</sup> ; cela doit s'entendre comme étant le seul four pour tout Levroux et peut-être pour les localités voisines. Les revenus que devait en tirer le chapitre devaient être considérables et la rétribution pour le bois était peut-être minime à côté. D'ailleurs, les seigneurs de Buzançais devaient être proches du chapitre. Le premier, Dreux de Buzançais, est cité lors de la fondation du chapitre en 1012<sup>401</sup> et la seconde mention est de 1202<sup>402</sup> quand le même Robert de Buzançais accorde des privilèges à la maison attribuée au porche et située à Buzançais même. Dans le même acte, il atteste les relations qu'avait son père, Odon de Buzançais, avec le chapitre, ce qui prouve le lien étroit qu'avaient réussi à tisser les seigneurs de Déols et leurs vassaux avec le chapitre. Le dernier acte antérieur à 1235 mentionnant un seigneur de Buzançais est celui de février 1221<sup>403</sup> concernant un litige entre Robert de

---

<sup>396</sup> *Ibid.*, p. 220.

<sup>397</sup> *Ibid.*, p. 219.

<sup>398</sup> Joseph PECHERAT, *Levroux : notes et images*, Levroux, Syndicat d'initiative, 1963, p. 39 ; Jacques GRESLIER, *Le cartulaire de Levroux*, *op. cit.*, p. 398, l'auteur indique l'emplacement du four au nord-ouest du cloître.

<sup>399</sup> AD Indre, G 110, fol. 14v §2.

<sup>400</sup> *Ibid.* ; Jacques GRESLIER, *Le cartulaire de Levroux*, *op. cit.*, p. 162 ; p. 231 ; p. 246.

<sup>401</sup> AD Indre, G 110, fol. 15v.

<sup>402</sup> AD Indre, G 110, fol. 13v-14r.

<sup>403</sup> AD Indre, G 110, fol. 15r §1.

Buzançais, fils du premier Robert, et le chapitre au sujet du droit d'usage des bois, ce qui montre que les relations entre les seigneurs de Buzançais et le chapitre n'ont pas toujours été cordiales. De plus, quand on regarde les actes du cartulaire, ceux concernant les seigneurs de Buzançais sont regroupés au même endroit, entre les actes des folios 13v-14r et 15r §1, auxquels nous pouvons ajouter l'acte de fondation qui ne comporte qu'une mention (fol. 15v). Cet intervalle comporte des actes de notre période, mais des actes ultérieurs également. Ce qui montre une organisation, comme dans la confection de beaucoup de cartulaires, cette organisation différant parfois, les actes étant classés selon l'importance des auteurs, comme c'est le cas dans le cartulaire du chapitre cathédral de Langres<sup>404</sup>, ou selon la teneur des actes : la conception du grand cartulaire de Saint-Victor de Marseille semble étroitement liée aux problèmes de gestion posés par les possessions provençales et qui résultaient également de l'encadrement religieux placé directement aux mains des moines<sup>405</sup>.

Parmi les autres biens que possédait le chapitre, deux moulins peuvent être cités. Le moulin de Chaussefoux, est mentionné dans un acte de 1234<sup>406</sup> : il appartenait au chapitre par héritage d'un individu certainement sous sa domination, mais le camérier de Déols percevait une rente sur les récoltes qui, par cet accord, s'est accrue. Ce moulin a appartenu au chapitre pendant plusieurs siècles et a été l'objet de discussions comme le prouve les documents sous la cote G 115 des Archives départementales de l'Indre constituant une liasse sur ce moulin. Le moulin de Rocherieux, lui, cité dans un acte daté vers 1202-1215 par Jacques Greslier<sup>407</sup>, ne semble pas avoir été l'objet de litiges. Il a été donné par le chanoine Rager à Jeanne, femme de Bon Ami de Moulins et à leur fils. Cet acte fut ratifié par Alice de Moulins et Robert de Buzançais, car le moulin devait certainement dépendre de leur seigneurie. L'absence de litiges peut signifier que le chapitre n'a pas désiré rentrer en possession de ce moulin à la mort des destinataires, ou que cela s'est produit plus tardivement. Jacques Greslier évoque d'autres biens que possédait le chapitre, mais que les actes ne précisent pas pour notre période. Cependant, cela ne signifie pas qu'ils n'existaient pas, il convient donc de les mentionner. Il s'agit notamment du cellier et de l'étable, situés sans doute à côté de l'établissement hospitalier<sup>408</sup>, ce sont des bâtiments essentiels pour entreposer les récoltes et rassembler les

<sup>404</sup> Hubert FLAMMARION, *Cartulaire du chapitre cathédral de Langres*, Turnhout, Brepols, 2004, p. 9.

<sup>405</sup> Monique ZERNER, « L'élaboration du grand cartulaire de Saint-Victor de Marseille », dans *Les cartulaires, Actes de la table ronde organisée par l'École nationale des chartes et le G.D.R. 121 du CNRS*, réunis par Olivier GUYOTJEANNIN, Laurent MORELLE et Michel PARISSE, Paris, École des Chartes, 1993 (Mémoires et documents de l'École des Chartes, 39), p. 217-246, p. 229.

<sup>406</sup> AD Indre, G 110, fol. 18r §2.

<sup>407</sup> AD Indre, G 110, fol. 17v §1 (non étudié) ; Jacques GRESLIER, *Le cartulaire de Levroux*, op. cit., p. 346.

<sup>408</sup> Jacques GRESLIER, *Le cartulaire de Levroux*, op. cit., p. 232.

bœufs utilisés pour les travaux agricoles. De plus, les bêtes de trait sont mentionnées dans un acte d'André de Chauvigny en mai 1229 dans le cadre de la réglementation des corvées biannuelles et l'agriculture fait partie intégrante du paysage berrichon. Il est donc largement envisageable que l'étable soit située près de l'établissement hospitalier, au moins depuis l'édification de la collégiale, si l'on suppose un réaménagement d'une partie de la ville pour faciliter l'accès aux marchands et aux pèlerins lors des grandes foires, sinon antérieurement. Cette possible réorganisation de la ville a donné lieu à un déplacement des foires à l'emplacement du cimetière médiéval se situant sur l'actuelle place de la République. En effet cela permettait d'avoir plus d'espace pour les marchands, mais également pour les acheteurs. Ce besoin d'espace montre aussi l'afflux de personnes venant à Levroux, sinon pour participer aux foires, au moins pour prier saint Silvain. Cela rejoint également le récit de translation des reliques par saint Guillaume en 1207 qui, à la vue de la foule immense, sur l'avis des barons et avec l'aide de leurs gens, pour assurer leur sécurité, a fait dresser une estrade au centre du cimetière pour proclamer la parole divine<sup>409</sup>. En plus de montrer la ferveur des gens pour le saint de Levroux, ce récit démontre une réelle volonté d'attirer le plus de pèlerins possible suite à la construction de la collégiale. Une chapelle dédiée à saint Pierre se situait dans le champ de foire<sup>410</sup>, rappelant le souvenir de l'église Saint-Pierre qui devait servir d'église paroissiale jusqu'au XV<sup>e</sup> siècle. Ce sont les seuls éléments dont nous ayons connaissance et qui pouvaient appartenir au chapitre pendant notre période<sup>411</sup>. Cependant, les actes du cartulaire donnent quelques exemples de transactions ou dons de bâtiments, ou propriétés au chapitre.

#### III.2.4. Les dons de propriétés immobilières<sup>412</sup>

Cette partie fait appel à des actes déjà évoqués, mais il est important de rappeler les dons de propriétés qui ont été faits au chapitre par les seigneurs car ils ont contribué à l'installation et au développement du chapitre et par là à l'essor de la ville. Les actes suivants

<sup>409</sup> Abbé P. S. MOREAU, « Chapitre de Saint-Silvain de Levroux », *BSAC*, t. III, 1897-02, p. 109-121, p. 113.

<sup>410</sup> Abbé LAMY, « Tableau historique des paroisses, églises & chapelles du Bas-Berry diocèse de Bourges », art. cit., p. 65.

<sup>411</sup> Deux actes de 1265 et 1290 décrivent avec minutie les biens meubles et immeubles d'hommes et femmes du chapitre, dans Jacques GRESLIER, *Le cartulaire de Levroux*, op. cit., p. 295-298.

<sup>412</sup> Voir Annexe 7 : « Carte 4 : Biens transmis par des tiers au chapitre », p. 122 et Annexe 8 : « Carte 5 : Biens transmis par le chapitre à des tiers », p. 123.

seront bien évidemment à rapprocher de ceux évoqués dans cette partie car ensemble, ils donnent une idée générale des biens mobiliers et immobiliers que possédait le chapitre, le cas des terres occasionnant des redevances sera développé dans la dernière partie. En 1072<sup>413</sup>, Raoul de Déols donne au chapitre n'importe laquelle de ses propriétés que les chanoines pourront acheter ou mettre en gage et jouir librement de leur utilisation sans contrainte du seigneur, à la seule condition de prier pour ses péchés. Cette formule de Raoul de Déols démontre une certaine simplicité dans les relations avec le chapitre, car il n'exige rien d'autre que la prière. Guillaume de Chauvigny respecte cela lors de la confirmation de l'acte en mars 1217<sup>414</sup>, et soumet même ses successeurs à l'obligation de ratifier ces donations par prestation de serment et ainsi de ne pas les remettre en cause<sup>415</sup>. Cet acte pose vraiment les bases du droit du chapitre dans l'enceinte de Châteauneuf et sur les biens qu'il pouvait acquérir : son importance est telle qu'il fut confirmé par l'archevêque de Bourges en 1220<sup>416</sup>. En 1202, c'est Robert de Buzançais qui cède au chapitre un « service » que son père avait à Buzançais, exempt de servitude et d'expulsion. S'il n'est occupé par personne, il peut servir pour les offices divins. Dans le même acte, il accorde la liberté et l'immunité à la maison du porche et aux malades que l'église de Levroux avait à Buzançais<sup>417</sup>. C'est probablement cette maison que Jacques Greslier indique comme une importante bâtisse à Buzançais que le chapitre possédait à Buzançais<sup>418</sup> et pour laquelle en 1210, le même seigneur de Buzançais cédait au chapitre les droits qu'il avait gardés dessus<sup>419</sup>. La mention de cette maison, annexe du porche à Buzançais montre bien que les prérogatives du porche allaient bien au-delà de Levroux. Il convient de se demander quelle différence il y avait entre les malades placés à Buzançais et ceux se trouvant à Levroux, et si cette annexe servait au porche pour les malades ou pour l'office divin. Une hypothèse tendrait à penser que cette annexe servait à désengorger le porche de Levroux en y plaçant des malades notamment lors des grandes foires ou des temps de pèlerinage, la seconde serait que cette annexe servait aux malades les plus valides, ou aux chanoines qui travaillaient sur les terres ou dans les bois en dehors de Levroux et près de Buzançais afin d'avoir un point de repli leur faisant ainsi gagner du temps sur le travail de la journée. Le cartulaire n'indique pas l'usage qu'en faisaient les chanoines ou le personnel du

<sup>413</sup> AD Indre, G 110, fol. 5v-6v (3B').

<sup>414</sup> AD Indre, G 110, fol. 5v-6v (3B) ; Abbé P. S. MOREAU, « Chapitre de Saint-Silvain de Levroux », art. cit., p. 119 ; Jacques GRESLIER, *Le cartulaire de Levroux*, op. cit., p. 377.

<sup>415</sup> Gaspard THAUMAS DE LA THAUMASIERE, *Histoire de Berry*, Bourges, François Toubeau, 1689, p. 568.

<sup>416</sup> AD Indre, G 110, fol. 5v-6v (3).

<sup>417</sup> AD Indre, G 110, fol. 13v-14r ; Jacques GRESLIER, *Le cartulaire de Levroux*, op. cit., p. 154 ; p. 233 ; p. 299.

<sup>418</sup> Jacques GRESLIER, *Le cartulaire de Levroux*, op. cit., p. 233.

<sup>419</sup> AD Indre, G 110, fol. 14v §3 ; Jacques GRESLIER, *Le cartulaire de Levroux*, op. cit., p. 299.



porche. En mars 1223<sup>420</sup>, dans un acte arbitré par Yves, abbé du Landais, le chapitre entre en possession de l'échoite de Jeanne, première femme de Bon Ami Boceau, ce qui est contesté par sa deuxième épouse, Jeanne. Ainsi les deux parties trouvent un arrangement en s'accordant sur leurs droits respectifs, Jeanne obtient ainsi du chapitre la part des vins situés sur la route de la Cigogne, et les acquêts effectués du vivant de la première femme, c'est-à-dire des droits que le chapitre avait sur une maison contenant le pressoir de Bon Ami Boceau et située près de Moulins-sur-Céphons, sur la terre près du chêne Fouhodart et dans l'ouche ayant appartenu à Jean Bechun, et des droits sur trois quartiers de vin près des Vaux. En retour, le chapitre a reçu quelques droits que Jeanne avait sur la grange de Bon Ami Boceau, située près de la place de la Guignemore et sous la protection d'une maison contigüe à celle de Barthélémy de l'Échelle, qui devait tout posséder en dots, Jeanne pouvant avoir une maison individuelle dans cette grange, à condition de la laisser en l'état ou dans un meilleur état. Ces droits cédés et reçus par le chapitre, faisant ainsi partie du temporel qu'il a cédé, montrent bien la diversité des biens concernant les transactions. Ces droits n'ont pas été revendiqués par la suite et comme l'a supposé Jacques Greslier, la première femme de Bon Ami Boceau ne devait pas avoir d'enfants<sup>421</sup> pour que son échoite soit partagée par des tiers. En revanche, un acte de 1231<sup>422</sup> indique une fille de ce Bon Ami, qu'il a dû avoir avec sa deuxième femme puisque Jacques Greslier indique qu'il n'en a eu que deux<sup>423</sup>. Dans cet acte, Pierre Museau renonce à ses droits sur une maison qui a appartenu à la veuve de Pierre de Cré, l'acte précisant qu'elle fut la fille de Bon Ami Boceau, sans la nommer. On ne sait si cette fille fut dépendante du chapitre, mais cette précision laisse penser qu'elle était obligatoire pour justifier ce don au chapitre. Peut-être est-ce en lien avec l'acte de 1223. Bon Ami est présent dans plusieurs actes, Jacques Greslier en recense au moins neuf<sup>424</sup>, mais en l'assimilant à plusieurs homonymes<sup>425</sup>. En mai 1229<sup>426</sup>, dans l'acte de l'archevêque de Bourges règlementant les corvées biennuelles que devait le chapitre à André de Chauvigny, ce dernier donne au chapitre un fief et le domaine achetés par un certain *Regimundus Buchepot* et son fils. Cette donation qui intervient à la suite de la réglementation n'a aucun rapport avec

<sup>420</sup> AD Indre, G 110, fol. 25v §1 ; Jacques GRESLIER, *Le cartulaire de Levroux*, op. cit., p. 217 ; p. 289 ; p. 406.

<sup>421</sup> Jacques GRESLIER, *Le cartulaire de Levroux*, op. cit., vol. 1, p. 242 (note 11).

<sup>422</sup> AD Indre, G 110, fol. 21r §2.

<sup>423</sup> Jacques GRESLIER, *Le cartulaire de Levroux*, op. cit., p. 203 (note 2).

<sup>424</sup> *Ibid.*

<sup>425</sup> Bon Ami ; Bon Ami Boceau et Bon Ami de Moulins. Rien dans ces mentions ne contredit l'hypothèse de Jacques GRESLIER, cependant rien ne l'affirme non plus, la plupart des actes le mentionnant très succinctement ou comme témoin.

<sup>426</sup> AD Indre, G 110, fol. 5r §1 ; Jacques GRESLIER, *Le cartulaire de Levroux*, op. cit., vol. 2, p. 288 ; p. 296 ; p. 320 ; p. 364 ; p. 406.

les sujets abordés dans l'acte. Il est possible que cette cession fisse partie d'un contentieux et ait nécessité l'arbitrage de l'archevêque pour être effective. En mars 1235<sup>427</sup>, Guillaume de Chauvigny règle un contentieux avec Laurent de Valençay en renonçant au profit du chapitre à ce Laurent, à la mainmorte de son épouse, Bonne, à leurs héritiers et à tous leurs biens. L'acte ne précise pas si les terres sont comprises dans les biens, mais si c'est le cas, le chapitre devait disposer de vignes près de la route allant à Saint-Denis, très certainement un quartier de Châteauroux. Le litige portait entre autres sur la mainmorte de Bonne, car le seigneur, à la mort d'un membre de la famille, voulait ainsi empêcher que ses biens ne soient transmis dans une autre seigneurie. Connaissant les animosités de Guillaume de Chauvigny avec le chapitre, il semble logique qu'il refusa de lui céder la mainmorte dans un premier temps. Le 15 juin 1235, un second règlement de litige indique que les bans autour de la Pâques<sup>428</sup> des deux parties, à savoir le chapitre et André de Chauvigny, leur seront rendus par les juridictions de Châteauroux sans causer de préjudice<sup>429</sup>. Il est facile de constater que le patrimoine du chapitre est peu connu et il serait probablement injuste de penser que leurs possessions se limitaient aux exemples donnés ci-dessus, car l'institution était riche et devait avoir des possessions plus largement dans le Berry et pas seulement après 1235. L'influence du chapitre allait au-delà de Déols, Buzançais ou Levroux, la preuve en est du nombre de malades venant de localités différentes mais toujours dans un périmètre s'apparentant à celui de la principauté de Déols-Châteauroux, démontrant encore une fois l'influence de cette famille et l'importance qu'ils ont donnée au chapitre de Levroux.

### III.3. Les types de revenus

Cette troisième et dernière partie sera consacrée aux types de revenus amassés par le chapitre ou reçus en tant que dons ou échanges<sup>430</sup>. Cela permettra de voir la diversité des modes de financement du chapitre. Il est bon de préciser que seront développés ici les terrains agricoles appartenant au chapitre, qui devraient normalement intégrer la partie précédente, mais cela me semble plus intéressant d'indiquer les possessions du chapitre en les associant

---

<sup>427</sup> AD Indre, G 110, fol. 16r-v.

<sup>428</sup> Ces bans peuvent constituer une sorte de redevance, ou un terme de paiement échéant à Pâques selon Frédéric GODEFROY, *DALF*, Vaduz, Scientific periodicals establishment, 1961, vol. 1, p. 566.

<sup>429</sup> AD Indre, G 110, fol. 13v §2 ; Abbé P. S. MOREAU, « Chapitre de Saint-Silvain de Levroux », *BSAC*, t. III, 1897-03, p. 157-169, p. 161 ; Jacques GRESLIER, *Le cartulaire de Levroux*, *op. cit.*, p. 299 ; p. 378.

<sup>430</sup> Voir Annexe 7 : « Carte 4 : Biens transmis par des tiers au chapitre », p. 122 et Annexe 8 : « Carte 5 : Biens transmis par le chapitre à des tiers », p. 123.

directement avec les revenus qu'il percevait dessus. Nous n'avons plus de traces de donations pour le siècle suivant la fondation du chapitre<sup>431</sup>. Cependant il ne faut pas penser que la générosité envers le chapitre a débuté avec le XIII<sup>e</sup> siècle, les relations avec les descendants du fondateur laissent penser que les liens se sont pérennisés entre les seigneurs et le chapitre. Cette générosité se remarque à travers les dons faits au chapitre, parfois en échange de prières pour des anniversaires. L'obituaire, étudié seulement partiellement, mentionne parfois des rentes offertes au chapitre au moment de la mort<sup>432</sup> ; on peut y ajouter les morts-gages qui permettaient au chapitre de garder les biens des individus après leur mort<sup>433</sup> et en cas de prêt fait par le chapitre, celui-ci pouvait échelonner le remboursement<sup>434</sup>. Ce dernier cas montre bien la puissance de l'institution et l'autonomie financière dont le chapitre pouvait jouir.

### **III.3.1. Redevances et droits acquis par le chapitre**

Le XII<sup>e</sup> siècle est le grand moment des donations au chapitre<sup>435</sup>, en particulier des rentes en nature ou en argent<sup>436</sup>. Il faut savoir que l'abbaye de Déols était également une institution puissante, rivalisant avec le château des seigneurs de Déols-Châteauroux, son temporel était donc bien supérieur à celui du chapitre de Levroux, la préférence pour le don des rentes au chapitre de Levroux pourrait venir du fait qu'il n'y avait plus de biens immobiliers à léguer<sup>437</sup>. Les dons en nature concernent généralement les rentes ou les dîmes que le chapitre recevait de laïcs. Cela exclut les engagements de dîmes qui sont traités à part du fait du caractère spécifique donné à cette transaction.

#### **III.3.1.1. Les redevances en nature**

Les dons ou achats, en particulier les rentes et les dîmes, se matérialisaient par des redevances que le chapitre percevait sur des terres, mais parfois il s'agissait de dons de terres, sur lesquelles le propriétaire continuait de percevoir ses redevances. Ces dons ne sont jamais

---

<sup>431</sup> Jacques GRESLIER, *Le cartulaire de Levroux*, op. cit., p. 150.

<sup>432</sup> *Ibid.*, p. 156.

<sup>433</sup> *Ibid.*, p. 172.

<sup>434</sup> *Ibid.*, p. 173.

<sup>435</sup> *Ibid.*, p. 159.

<sup>436</sup> *Ibid.*, p. 153.

<sup>437</sup> *Ibid.*, p. 160.

remis en cause par les parties, ce qui peut provenir du fait que le chapitre pratiquait l'affermage : ainsi les parties recevaient des rentes fixes palliant les possibles variations de récoltes selon les années. Ces transactions très diverses peuvent aussi porter sur des droits d'usage, notamment en 1203, le chapitre achète un droit d'usage à Robert de Buzançais afin de prendre du bois mort dans ses bois du Vieux Thouès, Nouveau Thouès ou celui de Dirou pour l'usage du four et en échange, le chapitre lui a reversé 55 livres en monnaie de Gien<sup>438</sup>. Cet acte fut contesté par H. de Bauché et Robert de Buzançais, le fils du précédent et seigneur (vers 1215-1225)<sup>439</sup>, et après enquête de l'officialité de Bourges, l'usage est confirmé en février 1221<sup>440</sup>. La question se pose d'une remise en cause près de vingt ans après, d'un droit d'usage acheté par le chapitre. Peut-être que ce dernier a abusé de ce droit ou tout simplement que Robert de Buzançais n'avait pas la même volonté que son père d'accorder des droits au chapitre. L'acte ne précise pas la teneur de la contestation, mais il semblerait que le seigneur ne se soit pas présenté lors du jugement, montrant ainsi une possible indifférence envers le chapitre. Cependant, les relations avec le seigneur de Buzançais semblent s'être apaisées en 1235<sup>441</sup> quand Raoul de Buzançais, seigneur de la localité (vers 1226-1246)<sup>442</sup>, donne au chapitre une rente de quatre setiers de blés perçus annuellement sur sa cour de Moulins-sur-Céphons, l'acte ne mentionnant aucune contrepartie. Les transactions peuvent concerner des rentes cédées à la suite d'un héritage, comme en 1230, quand le chapitre attribue à Giraud le Meunier, par l'intermédiaire de Raoul, archiprêtre de Levroux, les biens provenant de l'échoite de Martin Femeline et de ses enfants, qui devaient être des hommes du chapitre. Ces biens se composaient d'un sestrée<sup>443</sup> de terre située dans le champ de Saint-Laurent, de deux sestrées situées dans un lieu élevé au-dessus de l'étang de Bourgneuf, et d'un arpent de pré divisé en trois parties. Ces terres, dont la localisation reste difficile à déterminer, ont été cédées en échange d'une rente de trois mines de blé et d'une sestrée de froment près de Levroux et selon la mesure du lieu, versées annuellement au chapitre à la fête de la Saint-Michel. L'acte est assorti de la condition pour la famille de Giraud Le Meunier, de ne pas

<sup>438</sup> AD Indre, G 110, fol. 14v §2 ; Abbé P. S. MOREAU, « Chapitre de Saint-Silvain de Levroux », *BSAC*, t. III, 1897-02, p. 109-121, p. 114-115 ; Jacques GRESLIER, *Le cartulaire de Levroux*, *op. cit.*, p. 162 ; p. 231 ; p. 333 ; p. 383 ; p. 398.

<sup>439</sup> Jacques GRESLIER, *Le cartulaire de Levroux*, *op. cit.*, vol. 1, p. 139 (note 5).

<sup>440</sup> AD Indre, G 110, fol. 15r §1 ; Abbé P. S. MOREAU, « Chapitre de Saint-Silvain de Levroux », *BSAC*, t. VII, 1901-03, p. 181-202, p. 200 ; Jacques GRESLIER, *Le cartulaire de Levroux*, *op. cit.*, vol. 2, p. 231 ; p. 333 ; p. 398 ; p. 406.

<sup>441</sup> AD Indre, G 110, fol. 17v §2 ; Jacques GRESLIER, *Le cartulaire de Levroux*, *op. cit.*, p. 154.

<sup>442</sup> Jacques GRESLIER, *Le cartulaire de Levroux*, *op. cit.*, vol. 1, p. 169 (note 1).

<sup>443</sup> Sesterée ou sestière : certaine mesure de terre, champ pour lequel il faut un setier de semence ou qui doit un setier de rente, selon Frédéric GODEFROY, *DALF*, *op. cit.*, vol. 7, p. 404.

vendre ou aliéner les biens cités sans l'assentiment du chapitre. Cela montre que le chapitre gardait les droits sur la terre, mais pouvait en conférer l'usufruit à des tiers, ce qui évitait également aux chanoines de travailler sur ces terres tout en ayant une redevance dessus, ce qui rend compte d'une gestion efficace pour le chapitre. En 1218, Hervé II de Vierzon cède dans son testament des rentes à plusieurs églises, dont quatre setiers de seigle sur la dîme de Thénieux destinés à payer son anniversaire à l'église de Levroux<sup>444</sup>. La mention de ce don par Guy Devailly n'est pas isolée, un autre acte du cartulaire en fait état : en 1230<sup>445</sup>, à la suite du jugement de l'archiprêtre de Levroux, il fut admis que Bernarine de Forges avait cédé au chanoine de Levroux, Hugues, tout ce qu'elle avait dans le bailliage de Gilles de Neuvy-Saint-Sépulchre, sauf deux sestrées de blé que ladite dame avait données à l'église de Levroux pour son anniversaire. Ces deux exemples appuient l'importance de la célébration de la mémoire, ce qui permettait au chapitre de percevoir des revenus en nature comme en argent. Ces redevances fixées dans les actes ne semblent pas remises en cause ultérieurement, mais en 1234<sup>446</sup> le camérier de Déols continue de percevoir son cens sur le moulin de Chaussefoux et à cela s'ajoutent deux setiers de seigle, non pas au titre de cens, mais de rente<sup>447</sup>. Le moulin a été transmis au chapitre par l'échoite d'un de ses hommes ; ainsi il devenait possesseur du bien et en laissait l'usufruit et la perception au camérier de Déols, ce qui prouve que les dons n'allaient pas que vers le chapitre, mais que ce dernier pouvait accorder des droits à des tiers. Il arrive également que les destinataires des dons ne soient pas seulement le chapitre, mais également le porche ou encore des clercs de Levroux. Le 23 janvier 1231<sup>448</sup>, André de Chauvigny rappelle qu'il est le légitime possesseur d'une partie d'une dîme de Levroux, dont l'acquisition s'était faite par un don au chapitre évinçant le seigneur de sa part. Dans le même acte, André assigne une vicairie dans l'église Saint-Silvain de Levroux et précise qu'il percevra les blés pour la valeur qu'il avait auparavant affectée sur les revenus de la vicairie et en donne six parts aux clercs de Levroux au titre de l'intendance de la dîme. Le second acte, daté de juillet 1235<sup>449</sup> est un don d'Elyos de Guilly au porche de Levroux, de rentes de trois mines de marsèche, trois mines d'avoines et une mine de froment, et une autre mine de seigle

<sup>444</sup> Guy DEVAILLY, *Le Berry du X<sup>e</sup> siècle au milieu du XIII<sup>e</sup>*, op. cit., p. 506 ; AD Cher, 8 G 335.

<sup>445</sup> AD Indre, G 110, fol. 25v §2 ; Abbé P. S. MOREAU, « Chapitre de Saint-Silvain de Levroux », *BSAC*, t. III, 1897-03, p. 157-169, p. 158 ; Abbé P. S. MOREAU, « Chapitre de Saint-Silvain de Levroux », *BSAC*, t. VII, 1901-03, p. 181-202, p. 200 ; Jacques GRESLIER, *Le cartulaire de Levroux*, op. cit., vol. 2, p. 155.

<sup>446</sup> AD Indre, G 110, fol. 18r §2 ; Jacques GRESLIER, *Le cartulaire de Levroux*, op. cit., p. 289 ; p. 312 ; p. 344.

<sup>447</sup> Jacques Greslier différencie dans le texte le *census* qui représente le cens et le *censa* qui serait une rente en nature remplaçant une précédente, possiblement une rente en argent, dans Jacques GRESLIER, *Le cartulaire de Levroux*, op. cit., vol. 1, p. 174-175 (note 9).

<sup>448</sup> AD Indre, G 110, fol. 13r-v ; Abbé P. S. MOREAU, « Chapitre de Saint-Silvain de Levroux », art. cit., p. 201.

<sup>449</sup> AD Indre, G 110, fol. 21r §3 ; Jacques GRESLIER, *Le cartulaire de Levroux*, op. cit., vol. 2, p. 235.

perçues sur sa dîme de Guilly, à la mesure de Vatan, et exempte le porche d'un droit de procuration qu'il devait verser à Elyos ou à un membre de sa famille pour la rente qu'elle possédait dans la dîme. Dans cet acte, le fait qu'Elyos de Guilly reconnaisse devoir cette rente au porche laisse penser qu'elle est redevable de services rendus pour l'un de ses proches malades, cependant cette hypothèse ne peut être confirmée, mais expliquerait cette importance de donner la rente au porche et non au chapitre. Ces deux actes montrent à la fois la prise en compte de la rémunération de la main d'œuvre par André de Chauvigny, mais également les limites de l'usufruit par les droits mis en place notamment le droit de procuration du deuxième acte. En 1231<sup>450</sup>, suite à un contentieux entre le chapitre de Levroux et Élie d'Argy, ce dernier assigne une rente annuelle d'un setier de blé sur le moulin de La Pouze, qui sera perçue par les malades du porche après la fête de la Saint-Michel. L'acte précise que le conflit portait sur ce setier de blé que le chapitre réclamait car il figurait sur le registre des aumônes des malades de Saint-Silvain pour le fils d'Élie d'Argy. Cet acte est remarquable pour ses diverses mentions, tout d'abord le registre des aumônes des malades de Saint-Silvain, qui prouve que le porche tenait bien des registres et ainsi produisait des archives, ce qui confirme la thèse d'une disparition des archives du porche. De plus, le contentieux entre le chapitre et Élie d'Argy montre bien que même si le chapitre et le porche étaient deux entités différentes, elles n'en étaient pas pour autant moins solidaires, les intérêts du porche étant liés indéniablement à ceux du chapitre. Enfin, cet acte laisse entendre que le fils d'Élie d'Argy était malade du porche. L'acte datant de 1231, son nom ne figure pas sur la liste des malades de cette année, cependant, il a pu être admis au porche les années précédentes, la carence des documents ne pouvant justifier sa mention ou son élision. En revanche, ce malade semblerait être resté plus qu'une dizaine de jours au porche, à moins que l'acte n'ait été produit au début de l'année 1231, cela justifierait également la demande d'une contribution au père, afin d'éviter aux malades de profiter de leur situation pour se faire loger et nourrir gratuitement. Ces différents actes montrent bien la diversité des dons accordés au chapitre afin de lui octroyer des redevances et finalement les motivations visant à être généreux envers le chapitre sont de nature bien différentes. Nous verrons si le constat est le même pour les dons occasionnant des redevances en argent.

---

<sup>450</sup> AD Indre, G 110, fol. 26r §1 ; Abbé P. S. MOREAU, « Chapitre de Saint-Silvain de Levroux », *BSAC*, t. III, 1897-03, p. 157-169, p. 159 ; Abbé P. S. MOREAU, « Chapitre de Saint-Silvain de Levroux », *BSAC*, t. VII, 1901-03, p. 181-202, p. 201 ; Jacques GRESLIER, *Le cartulaire de Levroux op. cit.*, p. 154 ; p. 406.





### III.3.1.2. Les redevances en argent

La démonstration suivante s'appuiera sur la précédente. Il s'agira donc principalement d'étudier les actes concernant des octrois au chapitre entraînant des redevances en numéraire et de voir si ces redevances étaient assorties de contreparties. En 1199<sup>451</sup>, saint Guillaume avait autorisé, sur demande des chanoines de Levroux, le rachat d'un tiers de leur église appartenant au chapitre de Levroux par les pères hospitaliers de Saint-Jean de Jérusalem. Ce saint Guillaume est décédé en 1209<sup>452</sup>. C'est le seul acte qui indique que le chapitre demande le rachat d'une partie de ses possessions, cela peut montrer une faiblesse dans ses richesses pour cette période, ce qui coïnciderait avec la période d'édification de la collégiale, qui était peut-être au dessus de ses moyens, ou bien, cela peut s'expliquer par les actions de charité du chapitre à travers l'entité du porche et ainsi permettre aux pères hospitaliers d'engager des actions en faveur de l'église. La période est toutefois à rapprocher des croisades et la vente d'une partie de l'église pouvait servir à leur financement, ce qui est également probable. Lors de la fondation du chapitre en 1012<sup>453</sup>, Eudes de Déols indique donner au chapitre le crédit de quarante jours perçu sur les viandes des bouchers. Cette référence est importante puisqu'en mars 1217<sup>454</sup>, Guillaume de Chauvigny indique que le chapitre a une autorité sur l'achat et la vente de toutes choses vénales, sauf sur les viandes des bouchers. C'est également un point qui pousse Jacques Greslier à affirmer que la charte de fondation du chapitre a été faussée en intégrant les préoccupations des chanoines du XIII<sup>e</sup> siècle. Il est difficile de savoir ce que représentent réellement ce droit et ce crédit qu'a perdus le chapitre sur les viandes. Levroux devait être un pôle majeur en Berry concernant les viandes, la ville disposant, jusque dans l'époque contemporaine, d'un abattoir<sup>455</sup>. Le reste des dons en numéraire effectués au chapitre sont destinés à la célébration des anniversaires des donateurs, ou à la mémoire de leurs

<sup>451</sup> AD Indre, G 110, fol. 25r §1 (acte non étudié, Jacques Greslier date approximativement cet acte entre 1199 et janvier 1209, date du décès de saint Guillaume) ; Abbé P. S. MOREAU, « Chapitre de Saint-Silvain de Levroux », *BSAC*, t. VIII, 1902-01, p. 34-58, p. 49.

<sup>452</sup> Abbé P. S. MOREAU, « Chapitre de Saint-Silvain de Levroux », *BSAC*, t. III, 1897-02, p. 109-121, p. 194.

<sup>453</sup> AD Indre, G 110, fol. 15v ; Joseph PECHERAT, *Levroux : notes et images*, op. cit., p. 74 ; Guy DEVAILLY, *Le Berry du X<sup>e</sup> siècle au milieu du XIII<sup>e</sup>*, op. cit., p. 227 ; Jacques GRESLIER, *Le cartulaire de Levroux*, op. cit., p. 150 ; p. 377 ; p. 393 ; p. 401.

<sup>454</sup> AD Indre, G 110, fol. 5v-6v (3B).

<sup>455</sup> Dans Joseph PECHERAT, *Levroux : notes et images*, op. cit., p. 74, l'auteur évoque cet abattoir en le mettant en lien avec le crédit de quarante jours, mais dans l'état actuel des recherches, je ne connais pas la période d'apparition d'une communauté de bouchers à Levroux, si elle était antérieure ou postérieure à cette mention, ni si les prérogatives des bouchers étaient étendues sur le territoire berrichon. Il est toutefois possible d'envisager que les bouchers étaient présents à Levroux au XI<sup>e</sup> siècle.



prédécesseurs. En juin 1216, Guillaume de Chauvigny reconnaît que sa mère a légué à l'église Saint-Silvain de Levroux une rente de soixante sous afin de célébrer son anniversaire. Guillaume ajoute à cela la célébration de son propre anniversaire, mais sans en augmenter les revenus. Cette rente est perçue annuellement sur ses fours à Châteauroux le 1<sup>er</sup> mai<sup>456</sup>. En 1218<sup>457</sup>, Geoffroy de Preuilly-sur-Claise cède au chapitre une rente de quinze sous pris sur ses corvées biannuelles en mai. Cette rente était destinée à acheter deux cierges qui devaient être brûlés quand le chef de Saint-Silvain était présenté aux fidèles - certainement lors de la fête du Chef - et également à financer la célébration de son anniversaire ainsi que celui de son père. Il ne faut pas oublier que les pèlerins venaient de loin pour prier saint Silvain à Levroux, et Eschivard, le père de Geoffroy, devait être l'un de ceux qui venaient des localités les plus éloignées<sup>458</sup>. En avril 1221, Guillaume de Chauvigny, une nouvelle fois, donne une rente annuelle de quarante sous, perçue sur les bans de ses bouchers à Châteauroux à son clerc Pierre de Châtillon. À la mort de ce Pierre, la rente reviendra au chapitre afin de célébrer son anniversaire<sup>459</sup>. Dans un acte d'août 1231<sup>460</sup>, le chanoine Petit Peletier et ses héritiers reconnaissent devoir verser à P. Le Bel, archidiacre de Graçay, une rente de vingt sous tournois sur quatre arpents de vins que ce dernier a achetée sur la route qui va de Levroux à Déols. La rente devait être versée au synode de la Saint-Denis chaque année. À la mort de l'archidiacre, la rente reviendra à l'église de Levroux pour célébrer son anniversaire. Le fait que les chanoines prennent part dans les actes pour leurs biens, signifie bien qu'il n'y avait pas de mise en commun des biens comme dans les monastères et que chacun des chanoines restait responsable de ses biens. Cela est encore plus significatif quand Petit Peletier indique que les vingt sous tournois pouvaient être perçus également sur les quatre arpents adjacents aux précédents et que lui-même achetait à Sulpice Chantemesse. Cette indication pouvait peut-être servir à prévoir les mauvaises récoltes et ainsi assurer à l'archidiacre sa rente en puisant sur ses propres récoltes. Enfin, en 1232<sup>461</sup>, Li Chos vend des terres, probablement situées à Vineuil ou en limite de Villegongis, pour vingt-cinq livres de Déols. Cette vente, ratifiée par les proches de Li Chos peut se présenter comme un besoin d'argent pour cet

<sup>456</sup> AD Indre, G 110, fol. 13r §1 ; Abbé P. S. MOREAU, « Chapitre de Saint-Silvain de Levroux », art. cit., p. 118 ; Jacques GRESLIER, *Le cartulaire de Levroux*, op. cit., p. 154.

<sup>457</sup> AD Indre, G 110, fol. 16r §1.

<sup>458</sup> Jacques GRESLIER, *Le cartulaire de Levroux*, op. cit., p. 38.

<sup>459</sup> AD Indre, G 110, fol. 13r §2 ; Abbé P. S. MOREAU, « Chapitre de Saint-Silvain de Levroux », art. cit., p. 119 ; Abbé P. S. MOREAU, « Chapitre de Saint-Silvain de Levroux », *BSAC*, t. VII, 1901-03, p. 181-202, p. 199.

<sup>460</sup> AD Indre, G 110, fol. 21r-v ; Jacques GRESLIER, *Le cartulaire de Levroux*, op. cit., p. 215.

<sup>461</sup> AD Indre, G 110, fol. 20r §2 ; Jacques GRESLIER, *Le cartulaire de Levroux*, op. cit., p. 162 ; p. 213 ; p. 215 ; p. 298 ; p. 337.

individu qui est ainsi prêt à renoncer à ses propriétés. L'acte ne mentionne aucune possibilité de rachat par sa famille, ce qui est généralement le cas pour les engagements de dîmes. Ces redevances versées contre de l'argent permettaient ainsi au chapitre de bénéficier d'une sorte de réserve pouvant le cas échéant pallier une mauvaise récolte de céréales, puisqu'elles forment la principale forme des redevances en nature, ou même d'utiliser cet argent dans des réparations ou besoins divers. Il est à noter également que les dons en argent ne se font généralement pas au chapitre, mais à l'église de Levroux elle-même, qui ainsi se présente comme une entité englobant le chapitre, mais cela peut être compris comme des octrois pour les fonctions liturgiques ou destinés aux réparations de la collégiale, ce qui peut être envisageable puisqu'on sait que Guillaume de Chauvigny destinait en septembre 1207<sup>462</sup> les revenus des foires au luminaire de l'église Saint-Silvain. Il est important de préciser que le terme de collégiale n'est jamais utilisé, ce qui était courant à cette époque, cependant, la mention de l'église Saint-Silvain ne fait aucun doute sur la destination des dons et, s'il existait une autre église dans Levroux, ce qui est envisagé par Jacques Greslier, notamment pour l'église Saint-Pierre, elle n'était en aucun cas destinataire de dons, et cela est valable pour tous ceux mentionnés. Concernant les foires précitées, André de Chauvigny en 1235 s'est « avisé de percevoir, contrairement à la coutume, un droit de péage et un droit de vente sur tous les marchands indistinctement »<sup>463</sup>, et entre 1232 et 1235, un arbitrage eut lieu entre André et le chapitre au sujet des droits sur les revenus des foires<sup>464</sup>, ce qui laisse penser que le seigneur de Levroux voulait s'accaparer les droits du chapitre, droits qui avaient été cédés par son frère et qu'il avait concédés lui-même en 1220<sup>465</sup>. Parmi les droits de l'acte de 1207, Guillaume de Chauvigny a cédé tous les droits et usages qu'il percevait sur les marchés sur ces terres et a également exempté les marchands d'un droit de péage un jour avant et un jour après les foires<sup>466</sup>. Ces exemptions pouvaient présenter un manque à gagner pour le seigneur, ou pour le chapitre si Guillaume de Chauvigny pensait lui octroyer ces droits, mais ce manque pouvait être compensé par la venue de nombreux marchands qui n'étaient plus contraints par le paiement des droits et étaient ainsi incités à venir vendre leur marchandise à Levroux, qui

<sup>462</sup> AD Indre, G 110, fol. 25r §2 ; Abbé P. S. MOREAU, « Chapitre de Saint-Silvain de Levroux », *BSAC*, t. III, 1897-02, p. 109-121, p. 115 ; Guy DEVAILLY, *Le Berry du X<sup>e</sup> siècle au milieu du XIII<sup>e</sup>*, *op. cit.*, p. 441 ; Jacques GRESLIER, *Le cartulaire de Levroux*, *op. cit.*, p. 44.

<sup>463</sup> Abbé P. S. MOREAU, « Chapitre de Saint-Silvain de Levroux », *BSAC*, t. III, 1897-03, p. 157-169, p. 161.

<sup>464</sup> AD Indre, G 110, fol. 8r (non étudié) ; Jacques GRESLIER, *Le cartulaire de Levroux*, *op. cit.*, p. 51 ; p. 325 ; p. 353 ; p. 355 ; p. 365-366 ; p. 369 ; p. 405-406.

<sup>465</sup> AD Indre, G 110, fol. 6v §2 ; fol. 12v §2.

<sup>466</sup> AD Indre, G 110, fol. 25r §2 ; pour l'exemption des droits de péage : Abbé P. S. MOREAU, « Chapitre de Saint-Silvain de Levroux », *BSAC*, t. III, 1897-02, p. 109-121, p. 115.

était par son emplacement géographique, dans une zone propice à l'attrait de nombreux fidèles et pèlerins. Ces foires stimulaient donc les activités commerciales et constituaient les principaux lieux de transactions. Elles avaient lieu à l'ouest de la localité, sur le cimetière médiéval<sup>467</sup>. Les trois jours de foire étaient une source importante de revenus pour le chapitre<sup>468</sup> et coïncidaient avec les festivités de la seconde translation des reliques le premier dimanche de septembre<sup>469</sup>. C'est toute cette organisation qui permet d'affirmer que le chapitre réfléchissait chacune de ses décisions, impliquant ici de maximiser les profits des foires en les combinant aux festivités importantes des solennités de Saint-Silvain. Les actes sont cependant muets pour notre période concernant les autres églises dont le chapitre avait le patronage. Il s'avérerait pourtant que les desservants de ces églises devaient verser des redevances en argent et des cierges au chapitre<sup>470</sup>. Le porche, également, versait une redevance de vingt deux livres au chapitre pour l'utilisation du four banal<sup>471</sup>. Cette partie du revenu était partagée entre les religieux<sup>472</sup>. Mais tous ces revenus et droits étaient assimilés à d'autres droits plus diversifiés.

Tableau 8 : Synthèse des redevances en argent

Date	Donateur	Montant de la redevance	Bien concerné	Foliotation
1012	Eudes de Déols	Crédit de 40 jours	Viandes	fol. 15v
Septembre 1207	Guillaume de Chauvigny	Revenus variables	Foires de Levroux	fol. 25r §2
Juin 1216	Guillaume de Chauvigny	60 sous	Fours de Châteauroux	fol. 13r §1
1218	Geoffroy de Preuilly-sur-Claise	15 sous	Corvées biannuelles	fol. 16r §1
Avril 1221	Guillaume de Chauvigny	40 sous	Bans de ses bouchers à Châteauroux	fol. 13r §2
Août 1231	Petit Peletier	20 sous tournois	Arpents de vin	fol. 21r-v
1232	Li Chos	25 livres de Déols	Terres	fol. 20r §2

<sup>467</sup> Jacques GRESLIER, *Le cartulaire de Levroux*, op. cit., p. 50.

<sup>468</sup> *Ibid.*, p. 51.

<sup>469</sup> *Ibid.*, p. 53.

<sup>470</sup> *Ibid.*, p. 54.

<sup>471</sup> *Ibid.*, p. 179.

<sup>472</sup> *Ibid.*, p. 231.

### III.3.1.3. Revenus et droits divers

Selon Pierre Brunaud, des tanneries étaient installées à Levroux depuis l'époque gallo-romaine et concernaient à l'origine le travail de toutes les peaux de bêtes, puis les bovins et les gros animaux. Les mégisseries disparaissent avec la disparition des bovins dans la région<sup>473</sup>, mais l'auteur ne donne pas de dates pour cette disparition. Cependant, il est envisageable qu'elles aient subsisté au Moyen Âge. Le chapitre aurait ainsi pu avoir des droits dessus, le cuir étant différent de la viande. Les autres droits concernent surtout des droits de justice ou de jouissance sur des biens ou des terres. Ainsi en 1214, Guillaume de Chauvigny concède au chapitre la liberté et la justice dans Châteauneuf, justice qui ne pourra être remise en cause par le seigneur ou ses baillis, ces derniers étant tenus d'exécuter les sentences. Il accorde également au chapitre les droits qu'il avait dans l'enceinte de Châteauneuf, tout en en restant le possesseur et affirme n'avoir aucun droit sur les vins vendus ou achetés dans l'enceinte de Châteauneuf, et n'empêcher personne de pratiquer ce commerce. Enfin, il confirme la liberté de la ville d'Estigny<sup>474</sup>, qui devait relever du chapitre. En mai 1230, André de Chauvigny accorde aux chanoines la libre jouissance de leur privilège de justice sur tous les lieux leur appartenant<sup>475</sup>. Ce don ne limite plus les droits de justice à l'enceinte de Châteauneuf, mais sur toutes les possessions du chapitre. Jacques Greslier indique que les droits du chapitre contrastaient avec le renom de saint Silvain<sup>476</sup>, cependant, si cela semblait vrai dans les débuts du chapitre, quand celui-ci cherchait à se développer, cela l'est moins vers 1230 car l'octroi de ces droits en mai 1230 prouve bien la puissance qu'avait le chapitre pour cette période. Il recevait en plus des droits sur la mort des personnes sous sa dépendance (mortaille ou mainmorte). Trois actes mentionnent ces dons : en 1214<sup>477</sup>, Guillaume de Chauvigny lui cède la mortaille de Brice, femme décédée d'Araud de Bouges ; en 1223<sup>478</sup>, c'est Pernelle, dame de Villedieu qui indique que le droit de mortaille d'O. Paperotte appartient au chapitre. Enfin, en mars 1235<sup>479</sup>, Guillaume de Chauvigny donne au chapitre la mainmorte de Bonne, femme de Laurent de Valençay, qui était l'objet du litige entre Laurent et Guillaume. Ces dons étaient prisés par les seigneurs qui voulaient éviter qu'ils soient

<sup>473</sup> Pierre BRUNAUD, *Levroux et sa région*, op. cit., p. 53-58.

<sup>474</sup> AD Indre, G 110, fol. 5v-6v (3A). Des extraits de l'acte sont traduits dans Abbé P. S. MOREAU, « Chapitre de Saint-Silvain de Levroux », art. cit., p. 115.

<sup>475</sup> Abbé P. S. MOREAU, « Chapitre de Saint-Silvain de Levroux », *BSAC*, t. III, 1897-03, p. 157-169, p. 158.

<sup>476</sup> Jacques GRESLIER, *Le cartulaire de Levroux*, op. cit., p. 55.

<sup>477</sup> AD Indre, G 110, fol. 5v-6v (3A).

<sup>478</sup> AD Indre, G 110, fol. 12v §5.

<sup>479</sup> AD Indre, G 110, fol. 16r-v.

transmis à des héritiers se situant dans des seigneuries différentes. Ces différents droits acquis par le chapitre montrent bien que c'était un pôle important dans le Berry, tant par les malades cédés, que des terres et les rentes perçues sur ces terres. L'engagement de dîmes était également important et les actes montrent la puissance financière acquise par le chapitre au XIII<sup>e</sup> siècle.

### III.3.2. Les engagements de dîmes

Ces engagements étaient nombreux<sup>480</sup> et sont très importants pour mieux comprendre le fonctionnement du chapitre. Ils servaient par ce biais d'intermédiaire financier pour les seigneurs qui semblaient avoir un besoin d'argent pressant<sup>481</sup>. Le premier engagement date d'août 1219, Guillaume d'Argy engage la dîme de Villegouin au chapitre de Levroux pour quarante livres tournois, engagement ratifié par l'abbé de Saint-Genou<sup>482</sup>. Son frère, Ranulfe d'Argy, confirme l'engagement en indiquant que Guillaume détient cette dîme en son nom<sup>483</sup>. Et enfin l'archevêque de Bourges vidime la charte de l'abbé de Saint-Genou, à une date inconnue<sup>484</sup>, mais il est probable qu'il s'agisse de Simon de Sully, archevêque en 1219, car cet engagement ne semble pas avoir posé de problèmes pour nécessiter un *vidimus* ultérieurement. Les trois actes précisent qu'à la mort de dame Alice, femme d'O. de Marche, le chapitre recevra la dîme de Villours, acquittant ainsi la dîme de Villegouin. Il était donc probable que les deux dîmes avaient une valeur similaire et que la seconde se substitua à la première. Le second engagement est celui de P. Mengiez en 1221<sup>485</sup>, qui attribue au chapitre tout ce qu'il possède dans la dîme de Mosnay ; cet engagement fut accepté par Agathe, qui a donné en commission à l'archiprêtre de Levroux la part de la dîme qu'elle possédait en dot. C'est le seul acte étudié qui fait intervenir un administrateur pour le chapitre de Levroux, qui se trouve ici être Raoul, prêtre de Moulins-sur-Céphons. L'engagement a été présenté à R. de Marche, qui, en qualité de seigneur du fief, était tenu de l'accepter. Cet acte semble présenter une procédure complète d'engagement de dîme, que l'on ne retrouve pas dans les autres. La dîme peut également être rachetée par P. Mengiez et ses héritiers après la première perception

---

<sup>480</sup> Voir Annexe 7 : « Carte 4 : Biens transmis par des tiers au chapitre », p. 122.

<sup>481</sup> Jacques GRESLIER, *Le cartulaire de Levroux*, op. cit., p. 192.

<sup>482</sup> AD Indre, G 110, fol. 19v 2.

<sup>483</sup> AD Indre, G 110, fol. 19v §3 ; Jacques GRESLIER, *Le cartulaire de Levroux*, op. cit., p. 167.

<sup>484</sup> AD Indre, G 110, fol. 19r-v ; Jacques GRESLIER, *Le cartulaire de Levroux*, op. cit., p. 167.

<sup>485</sup> AD Indre, G 110, fol. 19v-20r ; Jacques GRESLIER, *Le cartulaire de Levroux*, op. cit., p. 168 ; p. 170.

des blés entre mars et mars, cette formule de rachat est présente dans tous les actes évoquant un engagement de dîme. En mars 1231<sup>486</sup>, Guillaume de Fresselines met en gage seulement un muid<sup>487</sup> de blé sur sa dîme à Varennes pour vingt livres tournois. Ce Guillaume devait cet argent au chapitre lui-même : on imagine donc qu'il aura récupéré son muid après avoir remboursé le chapitre en numéraire. Ce système rappelle celui des intérêts, sauf que le chapitre percevait chaque année du blé plutôt que d'augmenter la somme due, ce qui lui permettait d'amasser des biens de subsistance, plus utiles que l'argent dans la société féodale. En mars 1232, Humbaud Museau engage deux dîmes, la première<sup>488</sup>, située pour un quart dans la paroisse de Sougé, est destinée à qui en aura la nécessité. L'engagement est accepté par Thibaud, abbé de Saint-Gildas de Châteauroux car un quart de cette dîme (un muid) se situe dans sa paroisse de Sougé. Cela nous donne déjà une idée de l'étendue des possessions de l'abbaye de Saint-Gildas, puis comme l'acte se trouve dans le cartulaire du chapitre, peut-être ce dernier a-t-il eu besoin de cette dîme, ou bien Humbaud Museau s'est-il adressé au chapitre pour recevoir de l'argent en échange, ou encore, hypothèse plus probable, Humbaud Museau a cédé cette dîme au chapitre qui pouvait l'engager à quiconque aurait besoin de blé, mais cela n'est pas précisé. Dans le second engagement<sup>489</sup>, à la même date, Humbaud cède au chapitre sa dîme du Breuil, « c'est-à-dire trois sestrées de blé, trois sestrées de farine, trois sestrées de marsèche et trois sestrées d'avoine », et située dans la paroisse de Sougé. Cet engagement est ratifié par Raoul de Buzançais, car cette dîme dépend de son fief et le frère d'Humbaud a donné son assentiment. Même si l'acte ne le dit pas clairement, cette dîme devait représenter les trois quarts restant de la dîme du premier acte, chacun des possesseurs donnant son accord pour la partie le concernant. Ces deux engagements paraissent effectués à titre gratuit par Humbaud puisque ces deux actes sont les seuls à ne mentionner aucun versement de contrepartie en numéraire, ni de possibilité de rachat. Cependant, un acte de 1233<sup>490</sup>, rédigé par Raoul, archiprêtre de Levroux, semble indiquer le contraire puisqu'il mentionne une contrepartie de douze livres tournois perçus sur la dîme du Breuil. Cette absence de mention constitue une lacune dans la présentation de l'engagement et remet en

<sup>486</sup> AD Indre, G 110, fol. 23r-v ; Abbé P. S. MOREAU, « Chapitre de Saint-Silvain de Levroux », art. cit., p. 159 ; Jacques GRESLIER, *Le cartulaire de Levroux*, op. cit., p. 169 ; p. 170. Dans le premier article cité, Moreau date l'acte de mars 1231. Il se contredit dans Abbé P. S. MOREAU, « Chapitre de Saint-Silvain de Levroux », BSAC, t. VII, 1901-03, p. 181-202, p. 201, en le datant de mai 1231.

<sup>487</sup> Un muid valait 12 setiers, donc environ 1856,16 litres à Levroux selon Jacques GRESLIER, *Le cartulaire de Levroux*, op. cit., vol. 3, p. 131.

<sup>488</sup> AD Indre, G 110, fol. 18v §3.

<sup>489</sup> AD Indre, G 110, fol. 19r §1 ; Jacques GRESLIER, *Le cartulaire de Levroux*, op. cit., vol. 2, p. 168.

<sup>490</sup> AD Indre, G 110, fol. 19r §2 ; Jacques GRESLIER, *Le cartulaire de Levroux*, op. cit., p. 168.



cause la possibilité d'un don gratuit pour l'ensemble de l'engagement d'Humbaud Museau. En juillet 1232<sup>491</sup>, Hugues de Nohant et Orable, sa femme, engagent au chapitre de Levroux leur dîme de Vineuil, qu'ils disaient valoir deux muids de blé, pour moitié de farine et de marsèche, en échange de trente-cinq livres tournois. Dans le même acte, Jean, chambellan du bourg de Déols et son fils, Jean, ont reconnu avoir reçu cette somme en numéraire, ils devaient donc être créanciers d'Hugues de Nohant et de sa femme. Cette dîme est rachetable entre deux fêtes de la Pentecôte, ce qui se différencie des autres actes dont le rachat pouvait se faire entre mars et mars suivant. Le 30 septembre 1232<sup>492</sup>, l'acte rédigé par B., archiprêtre du Blanc, indique que Guillaume Le Blois a assigné pour quarante livres tournois « sa » dîme qu'il percevait sur la dîme de Meunet, c'est-à-dire trente setiers de blés. Comme cette dîme appartenait à sa femme, il lui transmet par droit d'hérédité les prés des Dorez, une métairie à Chambord, qui devaient lui appartenir et qu'elle accepte en les jugeant équivalents à sa dîme. Cet engagement est assorti d'une possibilité de rachat en mars, la formule « jusqu'à ce que les dites quarante livres soient perçues en intégrité » indiquant certainement une possibilité d'échelonnement du remboursement. Cependant, même si la contrepartie versée à son épouse est équivalente, la dîme devait rapporter plus de biens de subsistance, sinon Guillaume aurait engagé ses propres terres. Cette mise en gage est ratifiée dans deux autres actes datés seulement de l'année 1232. Le premier<sup>493</sup> est rédigé par Jean, archiprêtre de Graçay, et précise que la valeur de trente setiers de blés était perçue annuellement par le chapitre, selon la mesure du lieu (Meunet). Cet acte évoque également une hypothèque des biens par Guillaume Le Blois, probablement au titre de caution en cas de détérioration de la dîme, ou de mauvaise récolte. Le second<sup>494</sup>, est rédigé par Étienne, seigneur de Saint-Palais, précisant seulement la valeur de la dîme de trente setiers, perçus à la mesure du lieu, et celle de la contrepartie. L'acte est succinct et a certainement été établi au titre de formalité puisque la dîme se trouvait sur le fief de cet Étienne, montrant encore une fois le respect des procédures par le chapitre. La même année, Guillaume Le Blois engage au chapitre un muid de blé appartenant à son frère<sup>495</sup>, Geoffroy, et avec l'assentiment de celui-ci, perçu annuellement sur la dîme de Liniez, en échange de quinze livres tournois. Guillaume et son frère ou leurs héritiers pourront racheter la dîme en mars, et précisant que « la somme indiquée [est] payée au rapport du

<sup>491</sup> AD Indre, G 110, fol. 20v §1 ; Jacques GRESLIER, *Le cartulaire de Levroux*, op. cit., p. 167 ; p. 170.

<sup>492</sup> AD Indre, G 110, fol. 18r-v ; Jacques GRESLIER, *Le cartulaire de Levroux*, op. cit., p. 168 ; p. 170-171 ; p. 315.

<sup>493</sup> AD Indre, G 110, fol. 18v §1 ; Abbé P. S. MOREAU, « Chapitre de Saint-Silvain de Levroux », *BSAC*, t. III, 1897-03, p. 157-169, p. 159 ; Jacques GRESLIER, *Le cartulaire de Levroux*, op. cit., p. 168 ; 315.

<sup>494</sup> AD Indre, G 110, fol. 18v §2 ; Jacques GRESLIER, *Le cartulaire de Levroux*, op. cit., p. 168 ; p. 315.

<sup>495</sup> AD Indre, G 110, fol. 23v §2 ; Jacques GRESLIER, *Le cartulaire de Levroux*, op. cit., p. 168 ; p. 170.



chapitre ». Ce rapport peut concerner un chanoine tenant un registre afin de gérer les remboursements des engagements de dîmes. Ces deux engagements successifs peuvent indiquer un besoin d'argent important pour Guillaume Le Blois, mais rien ne nous renseigne sur d'éventuels créanciers. Dans le même acte, il est fait mention de la ratification de l'engagement par Jocelin de La Varenne, en qualité de seigneur du fief. Cette même année, Guy d'Argy engage toute la dîme qu'il possède dans la paroisse de Saint-Pierre-de-Lamps pour vingt livres tournois<sup>496</sup>. Son frère donne son assentiment et la dîme est rachetable par Guy ou ses héritiers en mars. Guy devant être le seigneur du lieu, la dîme se trouvait probablement sur son fief.

Tableau 9 : Nombre d'actes par engagement et par année

Années	1219	1221	1231	1232 / 1233	Total
Nombre d'engagements	1	1	1	5	8
Nombre d'actes par engagement	3	1	1	3 ; 1 ; 3 ; 1 ; 1	14

Ces engagements apparaissent dans 29 % des actes ce qui est considérable et cela montre bien la puissance financière qu'avait accumulée le chapitre, ainsi qu'une gestion appliquée de ses biens et de ses finances par les chanoines. Il est facile d'imaginer une sorte d'administration qui s'est développée au XIII<sup>e</sup> siècle au sein du chapitre de Levroux et l'importance qu'avait prise l'institution dans le Berry médiéval. De plus, l'évolution des richesses du chapitre est remarquable quand on part de l'acte daté vers 1072<sup>497</sup>, dans lequel Raoul de Déols indique que le chapitre dispose d'un maigre revenu, et les transactions pour lesquelles il est l'intermédiaire moins de deux siècles plus tard. Il est évident qu'entre-temps le chapitre s'est considérablement enrichi. Cependant, cela contraste avec le discours de Guillaume de Chauvigny en mars 1217<sup>498</sup> qui se rapproche de celui de Raoul de Déols et évoque des vols pour les biens accordés par ses prédécesseurs. Mais si on tient compte de ces faits, cela n'a pas semblé atteindre la structure interne du chapitre, son organisation et son fonctionnement. Il convient tout de même de s'interroger sur le nombre d'engagement de dîmes dont le chapitre a bénéficié en une douzaine d'années.

<sup>496</sup> AD Indre, G 110, fol. 20v §2 ; Jacques GRESLIER, *Le cartulaire de Levroux*, op. cit., p. 170.

<sup>497</sup> AD Indre, G 110, fol. 5v-6v (3B').

<sup>498</sup> AD Indre, G 110, fol. 5v-6v (3B).

## Conclusion

---

Comme il a été dit en introduction de ce mémoire, l'étude du monde canonial en France est récente, par rapport à l'étude du monde monastique. Ainsi, la valorisation des sources canoniales et la compréhension du fonctionnement des institutions, comme les chapitres collégiaux, ne cessent de se perfectionner. C'est en cela qu'une quarantaine d'années après l'étude doctorale du cartulaire de Levroux par Jacques Greslier, les sources restent riches et largement exploitables, tout travail méritant d'être actualisé par les connaissances modernes et d'être comparé à l'évolution d'autres institutions canoniales en France et plus largement en Europe, notamment par le biais d'études collaboratives menées entre autres avec l'Espagne et le Portugal. De plus, le manque d'études récentes sur le monde canonial en Berry montre bien l'étendue du travail encore à produire, car, comme nous l'avons vu, ces institutions ne manquaient pas dans la région. Ce mémoire permet ainsi de recenser différents travaux qui ont été produits à travers les époques, d'en comparer les contenus et tenter de rétablir le plus justement possible l'histoire du chapitre collégial de Levroux, de sa fondation en 1012 à 1235, par les connaissances modernes de ces institutions.

Nous l'avons vu, la fondation du chapitre de Levroux n'est pas un cas unique en Berry, elle résulte d'une volonté, de la part des membres de la puissante famille de Déols, d'asseoir leur domination sur toute leur principauté et de montrer l'intensité de leur foi. Depuis Ebbe le Noble en 917 par la fondation de l'abbaye de Déols, les dons et faveurs faites aux institutions monastiques se sont perpétuées ; son descendant, Eudes l'Ancien, qui fonda le chapitre de Levroux en 1012, permit aux institutions collégiales de prospérer en Berry. Ces largesses paraissent donc être le fruit de la perpétuation d'une tradition familiale en vigueur chez les Déols, induisant une grande générosité envers les institutions ecclésiastiques, qui s'est transmise jusqu'à la disparition de la lignée des Déols à Châteauroux, par le mariage de Denise de Déols avec André de Chauvigny. Les relations poursuivies entre le chapitre de Levroux et la famille de Chauvigny montrent bien que ces largesses n'étaient que temporaires et que l'existence de l'institution n'était pas toujours paisible avec les puissants seigneurs de leurs région.

Concernant l'institution en elle-même, il reste difficile à l'heure actuelle de connaître précisément la composition du chapitre et les modes de rémunération de ses membres. De plus,

les différents vides documentaires permettent seulement de supposer que le chapitre s'est enrichi au XII<sup>e</sup> siècle, les sources du XIII<sup>e</sup> siècle présentant le chapitre comme une institution riche et puissante qui avait des propriétés dans la région de Levroux, et même au-delà jusqu'à Preuilly-sur-Claise. En plus des différents dons qu'il a reçu de la part de fervents croyants, le chapitre devait sa richesse par son rôle financier, donnant d'importants fonds monétaires à qui en avait le besoin et recevant en contrepartie des biens mis en gage. Ce procédé lui permettait de récolter le fruit de dîmes ou rentes engagées et ainsi de conserver une autonomie pour nourrir les membres du chapitre et les malades venant séjourner au porche, mais éventuellement de vendre le surplus et ainsi disposer de nouvelles liquidités. Cela permet donc d'avancer que cette institution était autonome et pouvait, du temps des Chauvigny, se passer de leurs largesses. Cette puissance du chapitre de Levroux devait probablement le mettre en concurrence avec l'abbaye de Déols, notamment sur le plan cultuel et hospitalier.

Le culte des saints est très important à Levroux, l'église, avant la collégiale, était dédiée à saint Silvain, saint thaumaturge. En réalité, le culte concernait trois saints : Silvain, Silvestre et Rodène, qui sont rarement tous mentionnés. La raison peut paraître évidente : les personnes venant prier saint Silvain étaient souvent des malades atteints du mal ou feu de Saint-Silvain, ou leurs proches. Cependant, les reliques présentes dans la collégiale démontrent bien que les trois saints étaient vénérés à Levroux au Moyen Âge, la ferveur de ce culte était encore remarquable à Levroux à travers un pèlerinage, héritage médiéval, qui a cessé depuis quelques années. Au Moyen-Âge, l'hospitalité était de mise dans les institutions religieuses. L'abbaye de Déols et le chapitre de Levroux n'en faisaient pas exception, les seigneurs voyant peut-être un moyen de faire concurrencer les deux institutions à travers les dons effectués au chapitre. Les malades qui venaient prier saint Silvain à Levroux étaient accueillis selon un rituel décrit tardivement, comme nous l'avons vu et venaient s'allonger au porche. Les liens de servitude qui découlait de leur guérison permettaient au chapitre d'avoir de la main-d'œuvre constamment et aux chanoines de se concentrer sur la gestion des biens du chapitre ou à la prière, qui constituait une activité importante du quotidien des chanoines.

Les biens du chapitre étaient clairsemés sur le territoire, les revenus qu'il en percevait étaient relativement importants. En plus des dons et du patrimoine que possédait le chapitre dans le Berry, les libertés qu'avaient accordé les seigneurs de la lignée des Chauvigny dans Levroux même permettaient au chapitre d'avoir une assise territoriale forte et de s'enrichir, notamment grâce au produit des foires, qui devaient être relativement importantes au Moyen Âge et attirer à la fois les marchands et les malades, leur permettant de maximiser leurs profits. C'est la

combinaison de tout cela qui a donc contribué au bon développement et à la pérennité du chapitre de sa fondation en 1012 jusqu'à sa disparition vers 1790.

Cette première année, très enrichissante, et l'achèvement de ce travail me permettent d'envisager la suite sous deux angles : procéder à une étude des sources du chapitre de Levroux, à partir du cartulaire et des autres cotes des Archives départementales de l'Indre, de 1235 jusqu'à la fin du XIII<sup>e</sup> siècle, en y incluant les actes que je n'ai pas pu étudier cette année. Ce serait donc une continuité logique de ce mémoire. Cependant, un deuxième angle s'est présenté au fur et à mesure qu'avancait cette étude, qui consisterait en l'analyse des fondations faites par Eudes de Déols. Ma connaissance actuelle des sources concernant ces fondations ne me permet pas d'avancer la viabilité de ce projet, mais vu les nombreuses fondations effectuées en Berry à cette époque, il serait dommage de ne pouvoir apprécier leur étendue et les concessions faites par Eudes et ses descendants. Cela me permettrait également de comparer les relations entre ces différentes institutions et les seigneurs avec pour appui principal l'étude du chapitre de Levroux.

## Bibliographie générale

---

### - Ouvrages généraux

Frédéric GODEFROY, *Dictionnaire de l'ancienne langue française et de tous ses dialectes du IX<sup>e</sup> au XV<sup>e</sup> siècle, composé d'après le dépouillement de tous les plus importants documents manuscrits ou imprimés qui se trouvent dans les grandes bibliothèques de la France et de l'Europe et dans les principales archives départementales, municipales, hospitalières ou privées*, Vaduz, Scientific periodicals establishment, 1961.

Anne-Marie HELVETIUS, Jean-Michel MATZ, *Église et société au Moyen Âge : V<sup>e</sup>-XV<sup>e</sup> siècle*, Paris, Hachette, 2000.

Régine LE JAN, *Histoire de France. Origines et premier essor, 480-1180*, Paris, Seuil, 2002.

### - Articles sur les collégiales et le monde canonial

Anne MASSONI, « Qu'est-ce qu'une collégiale ? », dans Michèle FOURNIE (dir.), *Les collégiales dans le Midi de la France au Moyen Âge. Actes de l'atelier-séminaire des 15 et 16 septembre 2000 (Carcassonne)*, Carcassonne, CVPM, 2003, 290 p., p. 13-16.

Anne MASSONI, « Des rapports entre collégiale et paroisses, l'exemple de Saint-Germain l'Auxerrois de Paris », dans Michèle FOURNIE (dir.), *Les collégiales dans le Midi de la France au Moyen Âge. Actes de l'atelier-séminaire des 15 et 16 septembre 2000 (Carcassonne)*, Carcassonne, CVPM, 2003, 290 p., p. 267-275.

Anne MASSONI, « La participation des chanoines à l'encadrement religieux », dans Marie-Madeleine DE CEVINS et Jean-Michel MATZ (dir.), *Structures et dynamiques religieuses dans les sociétés de l'Occident Latin (1179-1449)*, Rennes, PUR, 2010, 575 p., p. 85-94.



Anne MASSONI, « L'organisation d'un espace religieux : l'implantation des collégiales dans le diocèse de Limoges pendant la période médiévale », dans *Espace et territoire au Moyen Âge. Hommages à Bernadette Barrière*, textes réunis par Luc FERRAN et Histoire et Archéologie au Pays d'Aubazine, Bordeaux, Ausonius Éditions-Fédération Aquitania, 2012 (Mémoires 27 / Supplément 28), p. 233-238.

Anne MASSONI, « La fondation du chapitre de Saint-Astier et les débuts de la collégiale », *Bulletin de la Société historique et archéologique du Périgord*, t. CXLII, 2015, p. 55-76.

## Bibliographie spécialisée

---

- Sur le Berry :

Pierre BRUNAUD, *Levroux et sa région*, Saint-Cyr-sur-Loire, Alan Sutton, 2006.

Nicolas CHAMBRIER, *De Déols à Châteauroux : historique et topographie*, mémoire de maîtrise d'Histoire Médiévale, sous la direction de Bernadette BARRIERE, Université de Limoges, Centre de Recherches Historiques et Archéologiques Médiévales, Juin 2000.

Jacques-Joseph CHAMPOLLION-FIGEAC, *Documents historiques inédits tirés des collections manuscrites de la bibliothèque royale et des archives ou des bibliothèques du département publiés par M. Champollion Figeac*, Paris, Typographie de Firmin Didot Frères, 1841, p. 219-222.

Pierre CHARBONNIER, Abel POITRINEAU, « Les anciennes mesures de l'Indre », dans *Les anciennes mesures locales du Centre-Ouest d'après les Tables de conversion*, Clermont-Ferrand, Presses Universitaires Blaise-Pascal, 2001 (Collection Histoires croisées).

Jérôme DESCOUX, Carole FRESNEAU-DEMAY, Francesca LACOUR, Françoise MICHAUD-FREJAVILLE, Louis PINTON, Marc DU POUGET, Armelle QUERRIEN, *Berry médiéval, à la découverte de l'Indre au Moyen Âge*, Châteauroux, Service Éducatif et Action Culturelle des Archives départementales de l'Indre, 2009.

Guy DEVAILLY, *Le Berry du X<sup>e</sup> siècle au milieu du XIII<sup>e</sup>. Étude politique, religieuse, sociale et économique*, Paris, La Haye, 1973.

C. FROTEAU, « À propos des arènes de Levroux et de la fondation du chapitre de cette ville », *Bulletin de la Société académique du Centre : archéologie, littérature, science, histoire et beaux-arts*, t. IV, 1898-02, p. 177-189.

Jacques de FONT-REAULX, *Pouillés de la province de Bourges*, Paris, Imprimerie Nationale, 1961-1962, 2 vol.



Marie Christine HEMERY, *L'abbaye de Déols et ses possessions en Limousin*, mémoire de maîtrise, Université de Limoges, 1995.

Robert DE HESSELN, *Dictionnaire universel de la France, contenant la description géographique et historique des provinces, villes... Ensemble l'abrégé de l'histoire de France... par M. Robert de Hesseln*,..., t. 3, Paris, Desaint, 1771.

Eugène HUBERT, *Cartulaire des seigneurs de Châteauroux (917-1789)*, Châteauroux, Imprimerie typographique & lithographique Badel, 1931.

Eugène HUBERT, *Dictionnaire historique, géographique et statistique de l'Indre*, Paris, Picard, 1985.

L. A. LABOURT, « Lettres archéologiques destinées à M. le duc de Luynes, sur son château de Lucheu », *Mémoires de la Société des antiquaires de Picardie*, t. XIII, 1854, série 2, p. 300-321.

Abbé LAMY, « Tableau historique des paroisses, églises & chapelles du Bas-Berry diocèse de Bourges », *Bulletin de la Société académique du Centre : archéologie, littérature, science, histoire et beaux-arts*, t. III, 1897-01, p. 50-84, 1897-04, p. 311-333.

Abbé P. S. MOREAU, « Chapitre de Saint-Silvain de Levroux », *Bulletin de la Société académique du Centre : archéologie, littérature, science, histoire et beaux-arts*, t. II, 1896-02, p. 114-126, 1896-03, p. 200-214, 1896-04, p. 279-291 ; t. III, 1897-02, p. 109-121, 1897-03, p. 157-169 ; t. VII, 1901-03, p. 181-202 ; t. VIII, 1902-01, p. 34-58.

Joseph PECHERAT, *Levroux : notes et images*, Levroux, Syndicat d'initiative, 1963.

Jacques PERICARD, *Ecclesia Bituricensis. Le diocèse de Bourges des origines à la Réforme grégorienne*, Clermont-Ferrand, LGDJ, 2006.

Francesca PICOU-LACOUR, « Levroux », dans *À la découverte des églises de l'Indre*, Chauray, Patrimoines et Médias, 2004, p. 221-227.

Jean-Paul SAINT-AUBIN, « La collégiale Saint-Silvain de Levroux », dans *Congrès archéologique de France, Bas-Berry*, 1984, Paris, Société Française d'Archéologie, 1987, p. 147-161.

A. SINAULT, « À propos de Levroux », *Bulletin de la Société académique du Centre : archéologie, littérature, science, histoire et beaux-arts*, t. IV, 1898-01, p. 88-103.

Gaspard THAUMAS DE LA THAUMASIERE, *Histoire de Berry*, Bourges, François Toubeau, 1689, p. 566-569.

MM. DE LA TREMBLAIS et DE LA VILLEGILLE, « Levroux », dans *Esquisses pittoresques sur le département de l'Indre*, Châteauroux, J.-B. Migné, 1854, p. 277-288.

Adrien DE VALOIS, *Notitia Galliarum, ordine litterarum digesta, in qua situs, gentes, opida, portus, castella, vici, montes, silvae, maria, flumina... pagi provinciae que Galliae illustrantur ; locorum antiquitates, varia eorum nomina, vetera ac nova, episcopatum ac monasteriorum origines, aliaque ad historiam franci*, Paris, Fredericum Leonard Typographum Regis, Serenissimi Delphini, & Cleri Gallicani, in vico Jacobeo, 1675, p. 272.

- Sur les cartulaires :

Jean BARRUOL, Noël DIDIER, Henri DUBLED, Robert LATOUCHE, *Cartulaire de l'église d'Apt (835-1130 ?)*, Paris, Essais et travaux de l'université de Grenoble, 1967.

Hubert FLAMMARION, *Cartulaire du chapitre cathédral de Langres*, Turnhout, Brepols, 2004.

*Les cartulaires, Actes de la table ronde organisée par l'École nationale des chartes et le G.D.R. 121 du CNRS*, réunis par Olivier GUYOTJEANNIN, Laurent MORELLE et Michel PARISSE, Paris, École des Chartes, 1993 (Mémoires et documents de l'École des Chartes, 39).

- Sur les conciles :

Paul AMARGIER, *Une église du renouveau, Réformes et réformateurs, de Charlemagne à Jean Hus (750-1415)*, Mayenne, Imprimerie Floch, 1998.

Joannes Dominicus MANSI, *Sacrorum conciliorum nova et amplissima collectio*, vol. 14, Graz, Akademische Druck- U. Verlagsanstalt, 1960.

- Sur les dîmes :

Bernard CAUSSE, *Église, finance et royauté. La floraison des décimes dans la France du Moyen Âge*, Paris : diff. Aux Amateurs de Livres, 1988, 2 vol..

Michel LAUWERS, *La dîme, l'Église et la société féodale*, Turnhout, Brepols, 2012 (Collection d'études médiévales de Nice, vol. 12).

- Sur saint Silvain et saint Martin :

Abbé NAUDET, *Le pèlerinage de Saint Silvain à Noyers*, Saint-Amand, Imprimerie Saint-Joseph, s.d.

Richard VIOT, *Vie de saint Martin par Sulpice Sévère disciple de saint Martin*, Tours, Imprimerie A<sup>d</sup> Mame et Cie, 1861.

- Sur les templiers :

Daniel MINARD, *Les Templiers : Gardiens de la Terre sainte et de la Tombe du christ*, Paris, Publibook, 2001.

## Sources

---

### Sources manuscrites

#### Archives départementales de l'Indre

- G 110 : Cartulaire de Levroux, daté des XIII<sup>e</sup> et XIV<sup>e</sup> siècles.
- G 111 : Inventaire des anciens titres, chartres et autres actes du trésor du chapitre et de l'église séculière et collégiale de Saint Silvain de Levroux, daté de 1741.
- G 112 : Liasses comportant divers documents, dont la liste des prieurs doyens du chapitre de Levroux et des documents relatifs à l'autorisation des chanoines de prendre du bois mort dans les bois de Thouès appartenant au seigneur de Buzançais, les documents datent de 1214 à 1741.
- G 114 : Liasse contenant divers documents, dont une copie du XIV<sup>e</sup> siècle des privilèges accordés par Raoul, seigneur de Buzançais, les documents sont datés de 1230 à 1784.
- G 115 : Liasse contenant divers documents, dont une notification de Jean, abbé de Déols, concernant l'affranchissement du moulin de Chaussefoux, dépendant du chapitre de Levroux, daté de 1234.

### Sources éditées

Jacques GRESLIER, *Le cartulaire de Levroux*, thèse de doctorat de troisième cycle, sous la direction de M. PERROY puis de M. FOSSIER, Université de Paris I, 1975, 3 vol..

## Annexes

---

Annexe 1. Tableau des sources .....	106
Annexe 2. Photo : Acte de fondation du chapitre, AD Indre, G 110, fol. 15v .....	116
Annexe 3. Deux cartes de la seigneurie de Déols au XII <sup>e</sup> siècle .....	117
Annexe 4. Carte 1 : Localisation de Levroux dans le Berry.....	119
Annexe 5. Carte 2 : Églises dont le chapitre avait le patronage .....	120
Annexe 6. Carte 3 : Provenance des malades venant au porche de Levroux de 1231 à 1235.....	121
Annexe 7. Carte 4 : Biens transmis par des tiers au chapitre .....	122
Annexe 8. Carte 5 : Biens transmis par le chapitre à des tiers.....	123
Annexe 9. Généalogie comparée des Déols de Châteauroux depuis Eudes l'Ancien .....	124



## Annexe 1. Tableau des sources

N°	Dépôt	Cotes, Folios	Date	Original, Copie, Mention	Edition	Analyse	Traitement
1	AD36	G 110 (Cartulaire de Levroux)	1012	Copie fol. 15v	Par Jacques Greslier p. 143-152.	<p>Mention de l'exemption de l'église de Saint-Silvain de Levroux, par l'archevêque, de droits de synode et de parée, qu'elle payait auparavant à l'archevêché de Bourges.</p> <p>Donation par Eudes de Déols au chapitre : des revenus qu'il percevait sur les bouchers de Levroux ; du crédit de 40 jours que les bouchers devaient lui faire sur la viande que ceux-ci leurs fournissaient ; de la partie du bourg de Levroux la plus proche de l'église, qu'il fit entourer d'un fossé.</p>	Traduit et analysé
2	AD36	G 110 (Cartulaire de Levroux)	Vers 1072	Copie fol. 5v-6r-v	Par Jacques Greslier p. 62-74 (Acte noté 3B')	<p>Donations par Raoul de Déols des hommes et femmes de son fief atteints du mal de saint Silvain, qui viendront s'étendre sous le porche de l'église du chapitre pour obtenir leur guérison ; et de tous les impôts et droits qu'il avait sur eux pendant leur vie et à leur mort.</p>	Traduit et analysé

3	AD36	G 110 (Cartulaire de Levroux)	1202	Copie fol. 13v- 14r	Par Jacques Greslier p. 125-127	Robert de Buzançais confirme l'indépendance à son égard du sergent du chapitre résidant à Buzançais ; il accorde aussi des privilèges à la maison attribuée au porche.	Traduit et analysé
4	AD36	G 110 (cartulaire de Levroux)	1203	Copie fol. 14v §2	Par Jacques Greslier p. 133-135	Permission donnée aux chanoines par Robert de Buzançais de prendre le bois nécessaire à leur chauffage dans les bois lui appartenant.	Traduit et analysé
5	AD36	G 110 (Cartulaire de Levroux)	Septembre 1207	Copie fol. 25r §2	Par Jacques Greslier p. 238-239	Guillaume de Chauvigny crée une foire à Levroux, pour l'entretien du luminaire de l'église. Le seigneur abandonne au chapitre ses droits de basse justice ainsi que les taxes habituellement perçues.	Traduit et analysé
6	AD36	G 110 (Cartulaire de Levroux)	1210	Copie fol. 14v §3	Par Jacques Greslier p. 136	Robert de Buzançais renonce à ses droits sur la maison du chapitre, à Buzançais.	Traduit et analysé
7	AD36	G 110 (Cartulaire de Levroux)	1212	Copie fol. 26r §2	Par Jacques Greslier p. 246	Evrard du Prunget donne à l'église de Levroux Bernard de Mazerolles	Traduit et analysé
8	AD36	G 110 (Cartulaire de Levroux)	1214	Copie fol. 5v-6r-v	Par Jacques Greslier p. 62-74 (Acte noté 3A)	Confirmation des privilèges par Guillaume de Chauvigny.	Traduit et analysé



9	AD36	G 110 (Cartulaire de Levroux)	Juin 1216	Copie fol. 13r §1	Par Jacques Greslier p. 117-118	Guillaume de Chauvigny admet que Denise de Déols légua au chapitre une rente de soixante sous pour la célébration de son anniversaire. Cette somme, assignée sur ses fours de Châteauroux, servira aussi à célébrer son propre anniversaire.	Traduit et analysé
10	AD36	G 110 (Cartulaire de Levroux)	Mars 1217	Copie fol. 5v-6r-v	Par Jacques Greslier p. 62-74 (Acte noté 3B)	Guillaume de Chauvigny vidime une charte de Raoul de Déols.	Traduit et analysé
11	AD36	G 110 (Cartulaire de Levroux)	1218	Copie fol. 16r §1	Par Jacques Greslier p. 152-154.	Goeffroy de Preuilly lègue au chapitre une rente de quinze sous, afin de faire brûler deux cierges, lors des fêtes solennelles, et de célébrer deux anniversaires.	Traduit et analysé
12	AD36	G 110 (Cartulaire de Levroux)	Août 1219	Copie fol. 19r-v	Par Jacques Greslier p. 185-187	Vidimus incomplet d'une charte de l'abbé de Saint-Genou (août 1219) par un archevêque de Bourges ; ce dernier approuve l'engagement d'une dîme, à Villegouin, réalisé par Guillaume d'Argy, au profit du chapitre.	Traduit et analysé
13	AD36	G 110 (Cartulaire de Levroux)	Août 1219	Copie fol. 19v §2	Par Jacques Greslier p. 188-189	Guillaume d'Argy, avec l'accord de l'abbé de Saint-Genou, engage au chapitre une dîme à Villegouin. Si elle n'est pas rachetée, les chanoines, après le décès d'Alice de Marche, recevront en remplacement celle de Villours.	Traduit et analysé

14	AD36	G 110 (Cartulaire de Levroux)	Août 1219	Copie fol. 19v §3	Par Jacques Greslier p. 190-191	Ranulphe d'Argy ratifie les clauses de l'engagement au chapitre de la dîme de Villegouin par son frère Guillaume, moyennant quarante livres tournois.	Traduit et analysé
15	AD36	G 110 (Cartulaire de Levroux)	Avril 1220	Copie fol. 5v-6r-v	Par Jacques Greslier p. 62-74 (Acte noté 3)	Simon de Sully vidime deux chartes de Guillaume de Chauvigny.	Traduit et analysé
16	AD36	G 110 (Cartulaire de Levroux)	1220	Copie fol. 6v §2	Par Jacques Greslier p. 75-76	André de Chauvigny jure de respecter la teneur des chartes données au chapitre par son frère Guillaume.	Traduit et analysé
17	AD36	G 110 (Cartulaire de Levroux)	1220	Copie fol. 12v §2	Ø	Serments des seigneurs pour la conservation des privilèges.	Edité et Traduit et analysé
18	AD36	G 110 (Cartulaire de Levroux)  G 112 (photo 2r)  G 115 (photo Acte de Février 1221)  G 112 (photo 1)	Février 1221	Copie fol. 15r §1  Original  Quelques différences entre les deux textes  Original ?  Copie	Par Jacques Greslier p. 137-141	À l'issu d'une enquête menée par l'officialité de Bourges, le chapitre de Levroux se voit confirmer un droit d'usage dans le bois de Thouès ; ce droit était dénié par H. de Bauché et Robert de Buzançais.	Traduit et analysé

19	AD36	G 110 (Cartulaire de Levroux)	Avril 1221	Copie fol. 13r §2	Par Jacques Greslier p. 119-120	Acte par lequel Guillaume de Chauvigny donne à Pierre de Châtillon, son clerc, en récompense de ses services, une rente annuelle de 40 sous, à prendre sur les bancs des bouchers de Châteauroux et payable par le fermier des susdits bancs. Ladite rente devait revenir au chapitre après la mort de Pierre de Châtillon.	Traduit et analysé
20	AD36	G 110 (Cartulaire de Levroux)	1221	Copie fol. 19v- 20r	Par Jacques Greslier p. 192-193	Pour soixante livres tournois, le chevalier P. Mengiez engage au chapitre ses droits sur la dîme de Mosnay.	Traduit et analysé
21	AD36	G 110 (Cartulaire de Levroux)	Mars 1223	Copie fol. 25v §1	Par Jacques Greslier p. 240-242	Le chapitre rentre en possession de l'échoite de Jeanne, première épouse de Bon Ami Boceau, décédé, mais renonce aux acquêts effectués du vivant de cette dernière au profit de Jeanne, seconde épouse du défunt.	Traduit et analysé
22	AD36	G 110 (Cartulaire de Levroux)	1223	Copie fol. 12v §5	Par Jacques Greslier p. 115-116	Pernelle, dame de Villedieu, reconnaît que la mortaille d'O. Paperote appartient au chapitre.	Traduit et analysé
23	AD36	G 110 (Cartulaire de Levroux)	Mai 1229	Copie fol. 5r §1	Par Jacques Greslier p. 58-61	L'archevêque de Bourges arbitre une querelle entre le chapitre et le seigneur de Levroux au sujet des charrois et corvées dues au seigneur par les dépendants du chapitre.	Traduit et analysé

24	AD36	G 110 (Cartulaire de Levroux)	1230	Copie fol. 20v- 21r	Par Jacques Greslier p. 200-201	Le chapitre attribue à Giraud Le Meunier les biens provenant de l'échoite de Martin Femeline et de ses enfants.	Traduit et analysé
25	AD36	G 110 (Cartulaire de Levroux)	1230	Copie fol. 25v §2	Par Jacques Greslier p. 243-244	Foulques de Villentrois, après enquête de l'archiprêtre de Levroux, est débouté de ses prétendus droits sur les biens légués au chanoine Hugues par Bernarine de Forges.	Traduit et analysé
26	AD36	G 110 (Cartulaire de Levroux)	Janvier 1231	Copie fol. 13r-v	Par Jacques Greslier p. 121-123	André de Chauvigny rappelle qu'il est le légitime possesseur d'une partie de la dîme de Levroux autrefois aux mains de Guillaume de Claise. Il assigne à la vicairie créée dans l'église Saint-Silvain. En outre, le seigneur s'est acquitté d'un droit de gîte dû aux clercs de Levroux.	Traduit et analysé
27	AD36	G 110 (Cartulaire de Levroux)	Mars 1231	Copie fol. 23r-v	Par Jacques Greslier p. 223	Pour vingt livres tournois, Guillaume de Fresselines engage au chapitre une rente d'un muid de céréales, assignée sur une dîme à Varenne.	Traduit et analysé
28	AD36	G 110 (Cartulaire de Levroux)	Août 1231	Copie fol. 21r-v	Par Jacques Greslier p. 205-207	Le chanoine Petit Peletier reconnaît devoir verser un cens de vingt sous tournois à l'archidiacre P. Le Bel. Cette somme servira ultérieurement à célébrer l'anniversaire de l'archidiacre dans l'église de Levroux.	Traduit et analysé

29	AD36	G 110 (Cartulaire de Levroux)	1231	Copie fol. 21r §2	Par Jacques Greslier p. 202-203	Pierre Musau renonce au profit du chapitre à ses droits sur une maison qui appartient à la veuve de Pierre de Cré.	Traduit et analysé
30	AD36	G 110 (Cartulaire de Levroux)	1231	Copie fol. 26r §1	Par Jacques Greslier p. 245	Elie d'Argy s'engage à verser aux malades du porche une rente annuelle d'un setier de froment, levée sur le moulin de La Pouze.	Traduit et analysé
31	AD36	G 110 (Cartulaire de Levroux)	1231	Copie fol. 38r §4	Par Jacques Greslier p. 328	Liste de malades	Traduit et analysé
32	AD36	G 110 (Cartulaire de Levroux)	Mars 1232	Copie fol. 18v §3	Par Jacques Greslier p. 180-181	Thibaud, abbé de Saint-Gildas, autorise Humbaud Museau à engager une rente d'un muid de céréales, levée sur une dîme à Sougé.	Traduit et analysé
33	AD36	G 110 (Cartulaire de Levroux)	Mars 1232	Copie fol. 19r §1	Par Jacques Greslier p. 182-183	Raoul de Buzançais ratifie l'engagement souscrit par Humbaud Museau, au profit du chapitre, d'une rente d'un muid de céréales, levée sur la dîme du Breuil.	Traduit et analysé
34	AD36	G 110 (Cartulaire de Levroux)	Juillet 1232	Copie fol. 20v §1	Par Jacques Greslier p. 196-197	Afin d'indemniser Jean, chambrier de l'abbaye, Hugues de Nohant et son épouse engagent au chapitre leur dîme de Vineuil pour trente cinq livres tournois.	Traduit et analysé

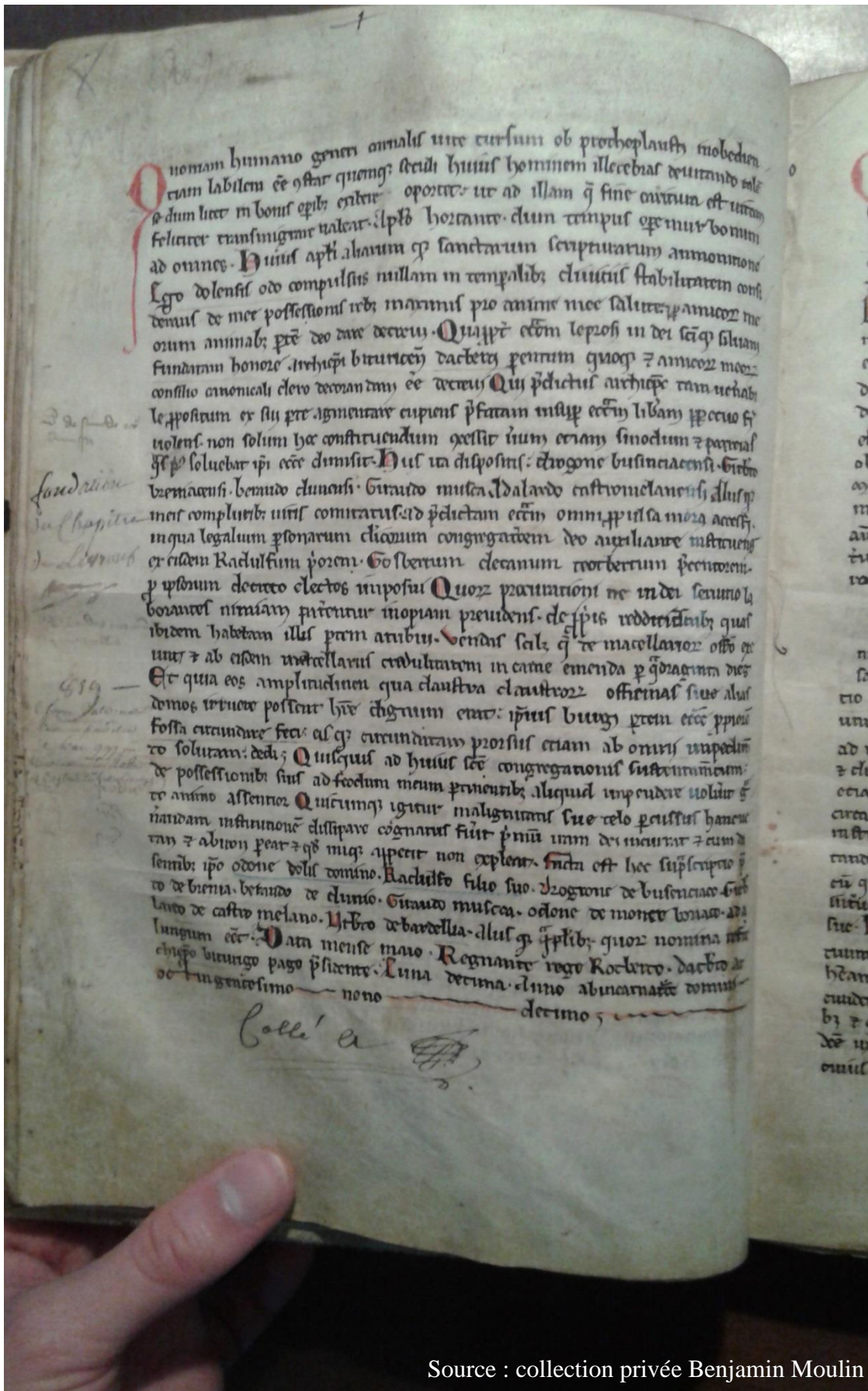
35	AD36	G 110 (Cartulaire de Levroux)	30 Septembre 1232	Copie fol. 18r-v	Par Jacques Greslier p. 176-177	Guillaume Le Bloys engage au chapitre, pour quarante livres tournois, la dîme de Meunet, que possède son épouse ; cette dernière obtient en compensation les prés des Dors et la métairie de Chambord.	Traduit et analysé
36	AD36	G 110 (Cartulaire de Levroux)	1232	Copie fol. 18v §1	Par Jacques Greslier p. 178	Guillaume Le Bloys engage au chapitre une rente de 30 setiers de céréales, levés sur la dîme de Meunet, moyennant 40 livres tournois.	Traduit et analysé
37	AD36	G 110 (Cartulaire de Levroux)	1232	Copie fol. 18v §2	Par Jacques Greslier p. 179	Etienne de Saint-Palais ratifie la mise en gage par Guillaume le Bloys de la dîme de Meunet.	Traduit et analysé
38	AD36	G 110 (Cartulaire de Levroux)	1232	Copie fol. 20r §2	Par Jacques Greslier p. 194-195	Li Chos vend au Chapitre des terres et une rente moyennant vingt cinq livres (en monnaie de Déols).	Traduit et analysé
39	AD36	G 110 (Cartulaire de Levroux)	1232	Copie fol. 20v §2	Par Jacques Greslier p. 198-199	Guy d'Argy engage au Chapitre sa dîme de Saint-Pierre-de-Lamps, moyennant vingt livres tournois.	Traduit et analysé
40	AD36	G 110 (Cartulaire de Levroux)	1232	Copie fol. 23v §2	Par Jacques Greslier p. 224-225	Guillaume Le Blois engage au chapitre une rente d'un muid de céréales perçue sur la dîme de Liniez, moyennent quinze livres tournois.	Traduit et analysé

41	AD36	G 110 (Cartulaire de Levroux)	1232	Copie fol. 38r §5	Par Jacques Greslier p. 329	Liste de malades.	Traduit et analysé
42	AD36	G 110 (Cartulaire de Levroux)	1233	Copie fol. 19r §2	Par Jacques Greslier p. 184	Moyennant douze livres tournois, Humbaud Museau reconnaît avoir engagé au chapitre une rente d'un muid de céréales, perçue sur la dîme du Breuil.	Traduit et analysé
43	AD36	G 110 (Cartulaire de Levroux)	1233	Copie fol. 38r §6	Par Jacques Greslier p. 330	Mention du séjour au porche de P. Mitauz.	Traduit et analysé
44	AD36	G 110 (Cartulaire de Levroux)  G 115 (photo « Acte de 1234 r et v »)  G 115 (photo « Moulin de Chaussefou 1 »)	1234	Copie fol. 18r §2  Quelques différences entre les deux textes notées par Jacques Greslier p. 175.  Original  Mention	Par Jacques Greslier p. 174-175	Le chapitre et Guillaume Buchard s'accordent à propos du moulin de Chaussefoux. Ce dernier appartient au chapitre et est libéré du droit de relief. Mais la rente versée au camérier de Déols est accrue de deux setiers de seigle.	Traduit et analysé
45	AD36	G 110 (Cartulaire de Levroux)	1234	Copie fol. 38r §7	Par Jacques Greslier p. 331	Mention du séjour au porche de Musarz.	Traduit et analysé



<b>46</b>	AD36	G 110 (Cartulaire de Levroux)	Mars 1235	Copie fol. 16r-v	Par Jacques Greslier p. 155-156	Guillaume de Chauvigny renonce à la mainmorte de Bonne, épouse de Laurent de Valençay, ainsi qu'à leurs héritiers et à leurs biens.	Traduit et analysé
<b>47</b>	AD36	G 110 (Cartulaire de Levroux)	Mai 1235	Copie fol. 16v §2	Par Jacques Greslier p. 157-158	Grâce de la vie accordée par André de Chauvigny à un clerc (Pierre Chevrier) qui avait frappé une femme, qui était morte quinze jours après.	Traduit et analysé
<b>48</b>	AD36	G 110 (Cartulaire de Levroux)	Juin 1235	Copie fol. 13v §2	Par Jacques Greslier p. 124	André de Chauvigny et le chapitre mettent fin à un litige dû à la perception d'amendes et à la confiscation de biens au Château- Vieux, au moment de Pâques.	Traduit et analysé
<b>49</b>	AD36	G 110 (Cartulaire de Levroux)	Juillet 1235	Copie fol. 21r §3	Par Jacques Greslier p. 204	Elyos de Guilly reconnaît devoir verser huit mines de céréales au porche, et exempte ce dernier d'un droit de gîte afférent à cette rente.	Traduit et analysé
<b>50</b>	AD36	G 110 (Cartulaire de Levroux)	1235	Copie fol. 17v §2	Par Jacques Greslier p. 169	Raoul de Buzançais reconnaît devoir une rente de quatre setiers de blé, assignée sur la halle de Moulins-sur- Céphons.	Traduit et analysé
<b>51</b>	AD36	G 110 (Cartulaire de Levroux)	1235	Copie fol. 38r-v	Par Jacques Greslier p. 332	Gautier de l'Age, guéri, quitte le porche.	Traduit et analysé

Les actes n° 2 ; 8 ; 10 et 15 font tous partie d'une compilation d'actes éditée par Jacques Greslier (p. 62-74) et se situant aux folios 5v-6r-v du Cartulaire de Levroux.





### Annexe 3. Deux cartes de la seigneurie de Déols au XII<sup>e</sup> siècle

#### CARTE 14

La seigneurie de Déols au XII<sup>e</sup> siècle

d'après J.P. Surrault

« *L'Indre : le Bas Berry de la préhistoire à nos jours* »

Verneuil sur Igneraie, 1950, p. 126

#### CARTE 15

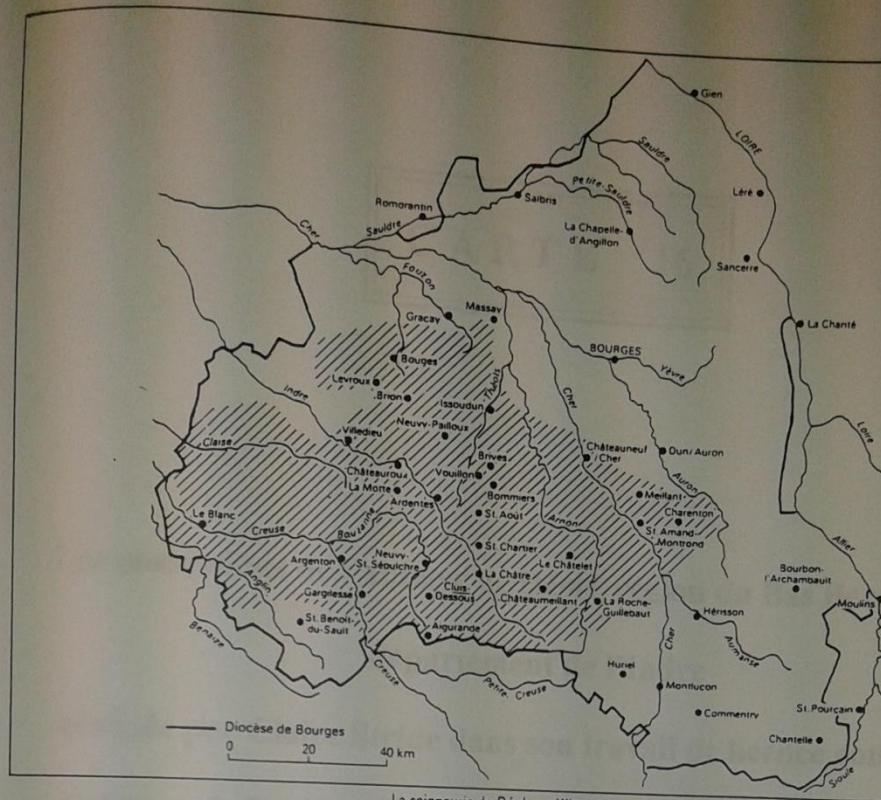
La seigneurie de Déols au XII<sup>e</sup> siècle

d'après G. Devailly

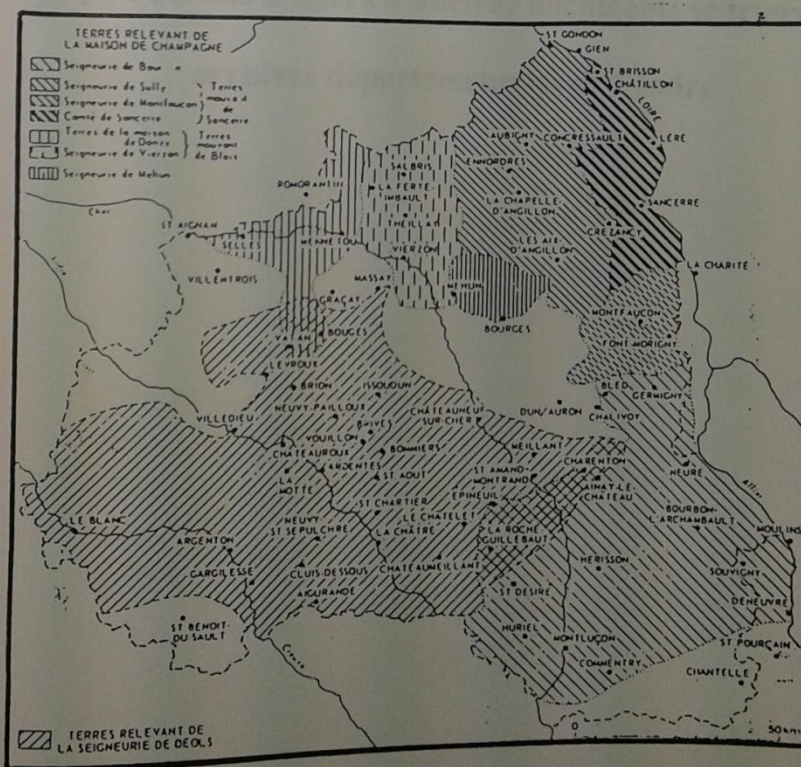
« *Le Berry du Xe au milieu du XIII<sup>e</sup> siècle* »

Paris, 1973, p. 355

Source : Nicolas CHAMBRIER, *De Déols à Châteauroux : historique et topographie*, mémoire de maîtrise d'Histoire Médiévale, sous la direction de Bernadette BARRIERE, Université de Limoges, Centre de Recherches Historiques et Archéologiques Médiévales, juin 2000, p. 299.



La seigneurie de Déols au XII<sup>e</sup> siècle.

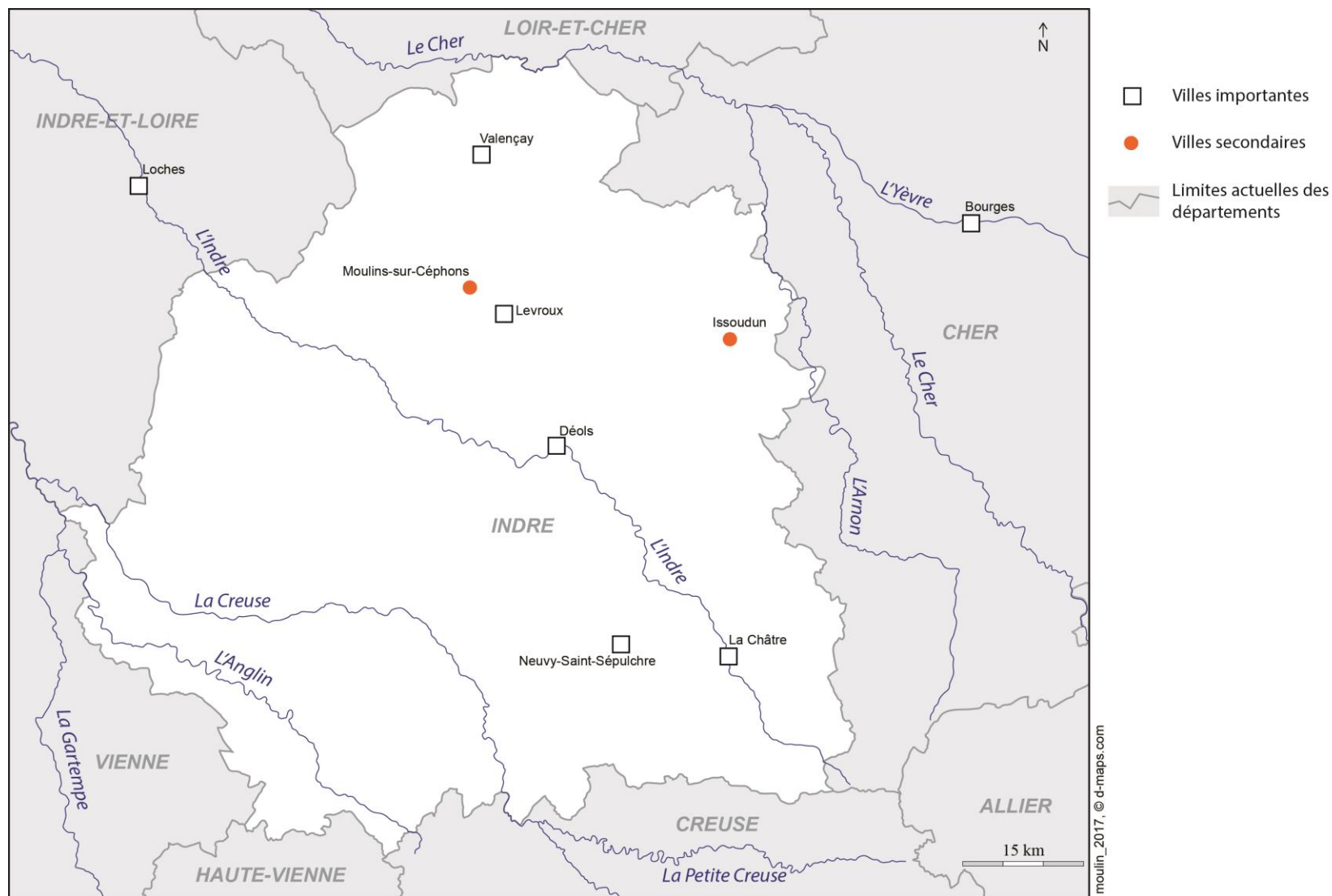


Terres relevant de la maison de Champagne et de la seigneurie de Déols

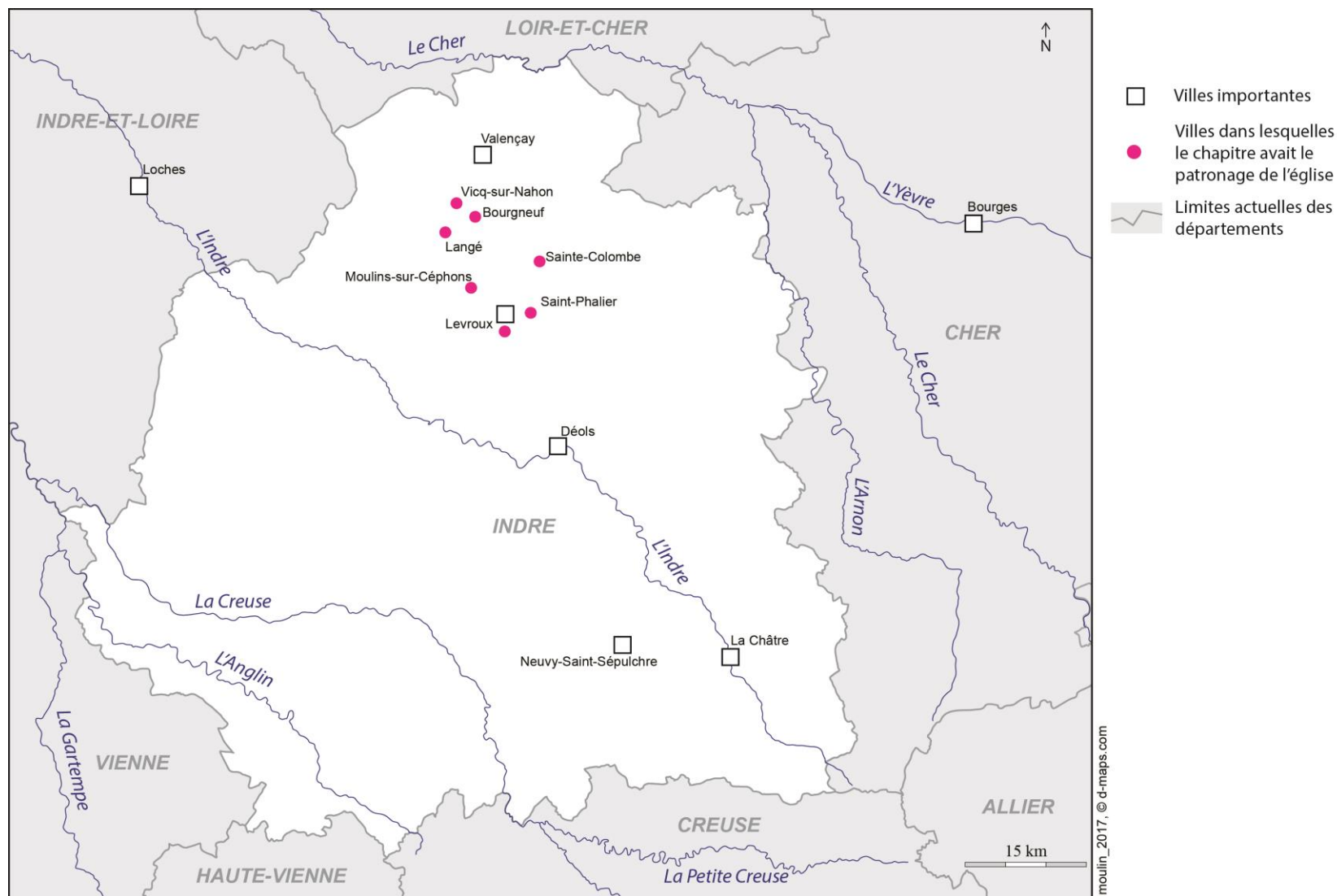
Source : Nicolas CHAMBRIER, *De Déols à Châteauroux : historique et topographie*, mémoire de maîtrise d'Histoire Médiévale, sous la direction de Bernadette BARRIERE, Université de Limoges, Centre de Recherches Historiques et Archéologiques Médiévales, juin 2000, p. 300.



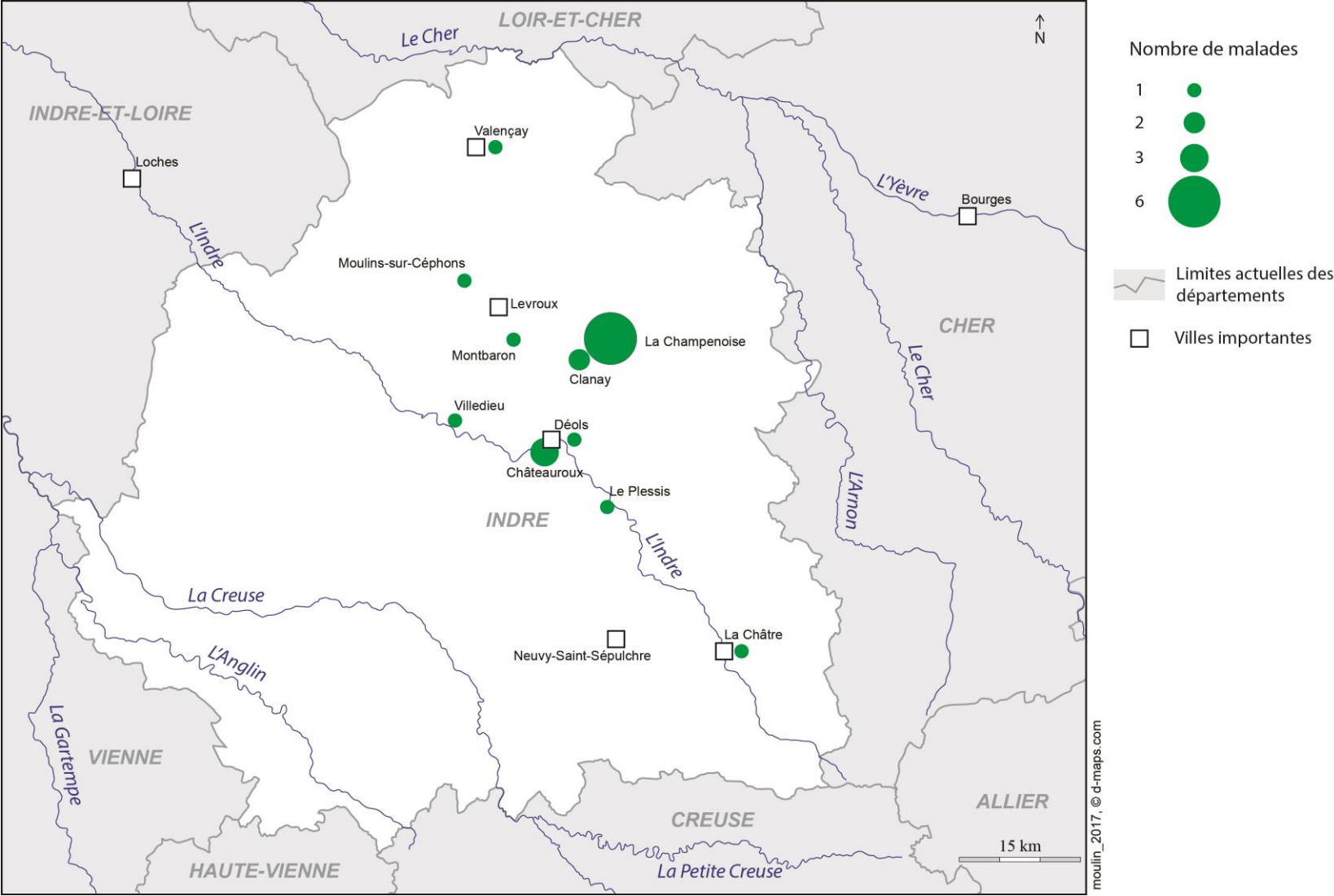
#### Annexe 4. Carte 1 : Localisation de Levroux dans le Berry



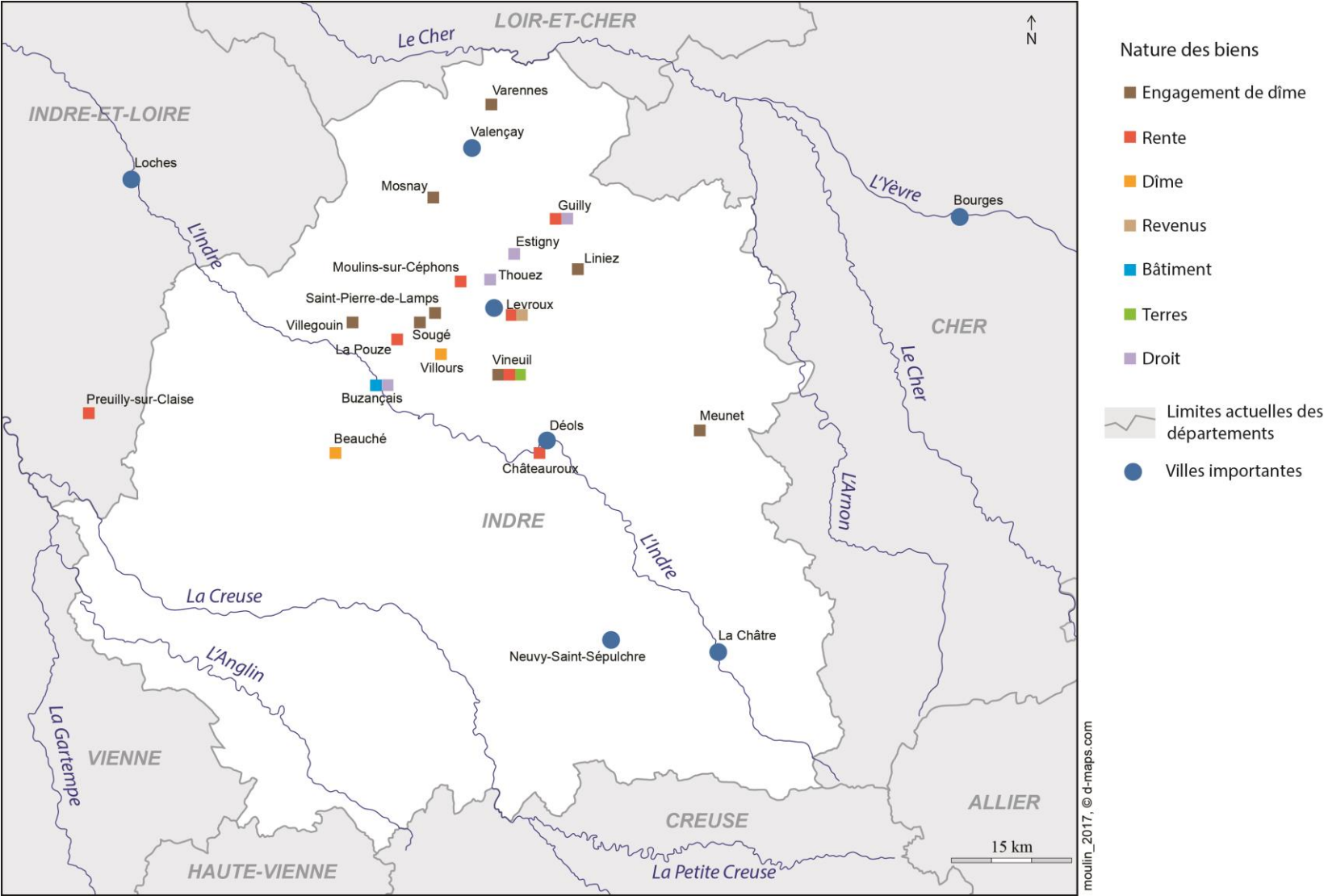
## Annexe 5. Carte 2 : Églises dont le chapitre avait le patronage



Annexe 6. Carte 3 : Provenance des malades venant au porche de Levroux de 1231 à 1235

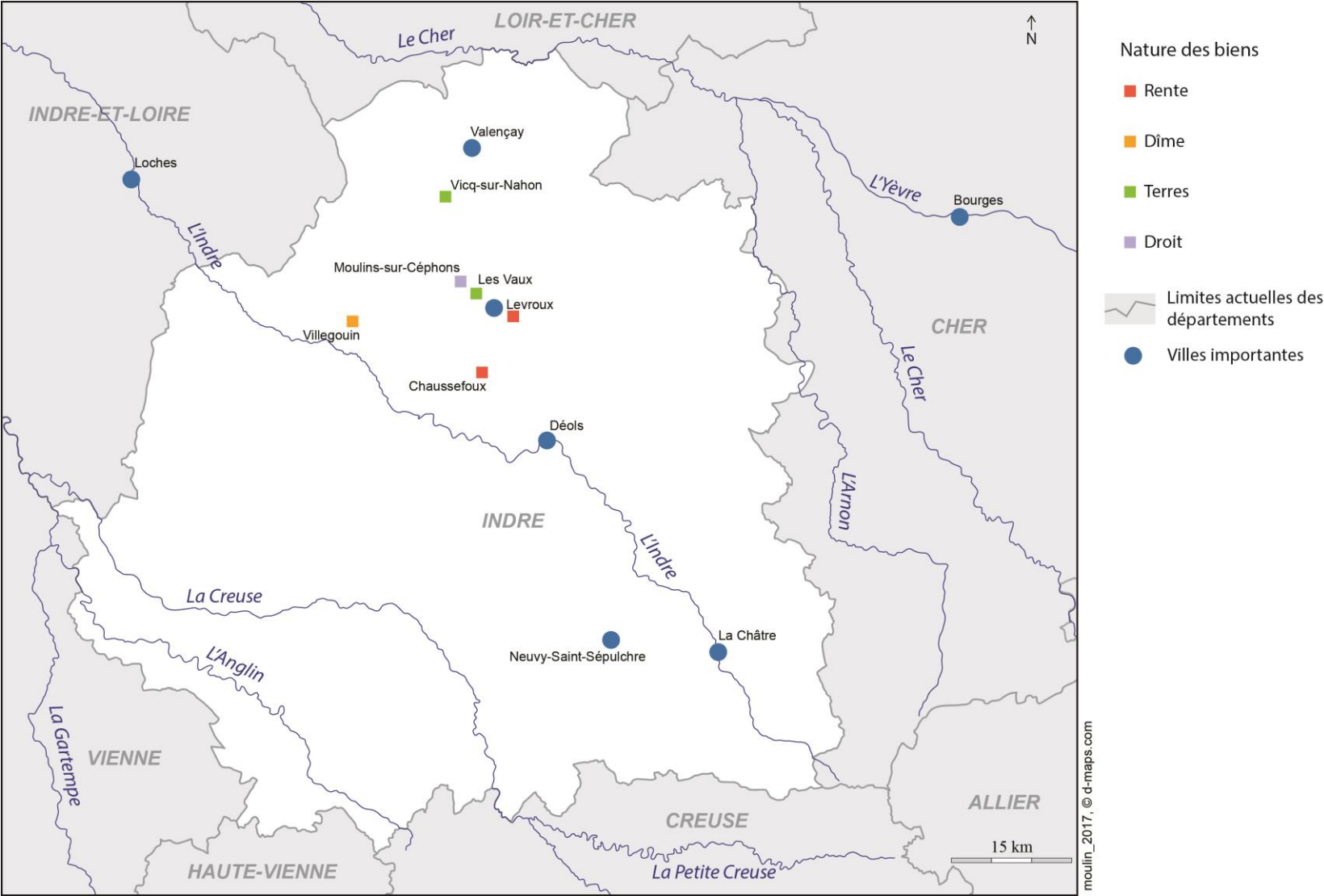


Annexe 7. Carte 4 : Biens transmis par des tiers au chapitre





Annexe 8. Carte 5 : Biens transmis par le chapitre à des tiers



## Annexe 9. Généalogie comparée des Déols de Châteauroux depuis Eudes l'Ancien

Datation par Nicolas Chambrier <sup>499</sup>	Nom du seigneur	Datation par Marie Christine Héméry <sup>500</sup>
(1012- 1037/1044)	Eudes I <sup>er</sup> l'Ancien	(1012-1037)
(1044 -1052)	Raoul III le Prudent	(1037-1055)
(ca 1052 -1058)	Raoul IV l'Enfant	(1055-1058)
(1058 -1099)	Raoul V Thibaud <sup>501</sup>	(1058-1096)
(1099 -1141)	Raoul VI Le Vieil	(1096-1135)
( ? -1160)	Ebbes II	(1135-1160)
(1160 -1176)	Raoul VII	(1160-1176)
(°1173 -1207)	Denise de Déols <sup>502</sup>	(1189-1202)

<sup>499</sup> Nicolas CHAMBRIER, *De Déols à Châteauroux : historique et topographie*, mémoire de maîtrise d'Histoire Médiévale, sous la direction de Bernadette BARRIERE, Université de Limoges, Centre de Recherches Historiques et Archéologiques Médiévales, Juin 2000.

<sup>500</sup> Marie Christine HEMERY, *L'abbaye de Déols et ses possessions en Limousin*, mémoire de maîtrise, Université de Limoges, 1995.

<sup>501</sup> Les seigneurs se sont succédé de père en fils, sauf pour Raoul l'Enfant et Raoul IV Thibaud qui étaient frères.

<sup>502</sup> La lignée des seigneurs de Déols à Châteauroux prend fin par son mariage avec André de Chauvigny.